

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 68 Bijdragen

FRANÇOISE MAHIEU-HOYOIS

L'EVOLUTION DU MOUVEMENT
SOCIALISTE BORAIN
(1885-1895)

1972

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN - LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 68 Bijdragen

FRANÇOISE MAHIEU-HOYOIS

L'EVOLUTION DU MOUVEMENT
SOCIALISTE BORAIN
(1885-1895)

1972

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN - LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

AVANT-PROPOS

L'étude du socialisme dans le Couchant de Mons a déjà été traitée en partie ; Louise Henneaux-Depooter dans son livre consacré aux *Misères et aux Luttés sociales dans le Hainaut de 1860 à 1869* s'est en effet penchée sur les origines du mouvement ouvrier borain et sur sa première organisation au temps de la première Internationale (1). Nous aurions pu reprendre cette étude où elle avait été laissée, mais la période 1870-1885 se révéla assez pauvre comme nous le constaterons lors de notre introduction. Nous avons donc préféré limiter notre sujet au dix-neufième siècle, particulièrement importantes puisqu'elles virent la véritable formation du socialisme borain et la réorganisation d'un mouvement ouvrier qui dès 1894, se transforma en parti politique pour entamer alors une nouvelle phase de sa lutte.

Parmi les archives qui nous ont le plus apporté pour la rédaction de ce mémoire, nous citerons les papiers Maroille conservés à la Fédération socialiste boraine pour les archives privées ; les archives du Parquet général, celles de l'Administration des Mines et de la Première inspection générale des Mines conservées aux Archives générales du Royaume ; et le dossier du procès du Grand Complot conservé au greffe du tribunal correctionnel de Mons qui, comme les archives précédentes, se rangent parmi les sources officielles.

Uniques documents privés concernant notre période ayant été conservés à la Fédération socialiste boraine, les papiers Maroille sont de tout premier ordre puisqu'ils contiennent notamment plus de 60 lettres adressées au meneur borain par son directeur politique Alfred Defuisseaux alors en exil forcé. Cette documentation qui intéresse surtout la période 1890-1895, se voit d'ailleurs complétée pour les cinq années précédentes par des copies de lettres et de correspondances faites lors de perquisitions et conservées dans les archives du Parquet général (2).

Ces archives du Parquet général que nous avons eu l'autorisation de consulter, comme d'ailleurs le dossier du Grand Complot, se sont

(1) L. HENNEAUX-DEPOTER, *Misères et luttés sociales dans le Hainaut, 1860-1869*, Bruxelles, Institut de sociologie Solvay, 1959, in-8°, 320 p.

(2) A.G.R., *Parquet général*, 238 ; il s'agit du dossier concernant uniquement Alfred Defuisseaux ; il contient les copies de lettres ou brouillons de lettres saisies chez lui lors de perquisitions.

révélées de toute première importance. La personnalité de Defuisseaux, la mentalité du mineur borain et sa situation économique mirent en effet le Borinage à l'avant plan des problèmes sociaux belges à la fin du XIX^e siècle. On peut suivre le pouls de ce mouvement à travers les rapports dressés régulièrement par le procureur du roi à Mons. Ces rapports adressés au procureur général étaient d'ailleurs complétés par ceux des commissaires de police et des lieutenants de gendarmerie, et ils voisinent avec les dépêches du ministre de la Justice et du gouverneur de la province. La situation y est jugée, les influences dénoncées, le rôle des meneurs les plus importants est mis en lumière tout comme les centres du mouvement et l'importance de la coopération ouvrière; enfin, on y discute des mesures à prendre. Ces archives furent d'autant plus intéressantes pour notre sujet que le Parquet ayant prêté une grande attention à toute propagande socialiste, elles contiennent énormément de renseignements concernant la propagande écrite de Defuisseaux. Outre les pièces de l'enquête concernant le *Catéchisme du Peuple*, elles contiennent pour ainsi dire une collection complète des hebdomadaires de Defuisseaux et les résultats des recherches les ayant concernés, révélant leur chiffre de vente, leur centre de diffusion et leur influence.

Cette importante documentation se voit complétée par le dossier du procès dit du « Grand Complot », qui fit suite à l'accusation portée contre Defuisseaux et les socialistes républicains de vouloir changer la forme du gouvernement. Déjà consulté par Léo Collard qui lui a consacré un livre ⁽¹⁾, il nous apporte des renseignements particulièrement précieux quant à la direction du Parti socialiste républicain, à son programme et à sa propagande de violence, et aux différents groupes et personnalités qui le constituèrent. Outre le très important acte d'accusation qui, vu sa longueur, ne put être reproduit dans la presse comme c'était alors toujours le cas, il contient les pièces de l'instruction, avec les interrogatoires des accusés, des agents de la Sûreté publique et de ceux qu'on appela les mouchards; les résultats de l'enquête avec notamment des comptes rendus de meetings et les rapports concernant les présences au second congrès de Châtelet; et enfin les procès-verbaux des audiences du procès.

(1) L. COLLARD, *Un procès fameux, le Grand Complot*, Cuesmes, Imprimerie fédérale, (1931), in-8°, 188 p.

Les archives des Mines, qu'il s'agisse de celles du département de la Première inspection générale ou de celles de l'Administration, viennent compléter les archives judiciaires. Nous y trouvons mentionnés le nombre des grévistes, l'action des meneurs avec leurs divers moyens de pression sur la masse et les centres des grèves. Comparés aux rapports dressés par la gendarmerie, nous remarquerons cependant au point de vue critique, une certaine tendance à diminuer le nombre des grévistes et à atténuer le caractère économique des revendications. Ils se révèlent cependant intéressants et comme nous l'avons dit complètent les archives judiciaires. Par leur vue d'ensemble, ils sont même plus riches et plus nuancés que les archives des communes de Wasmes et de Jemappes, et du ministère de la Guerre, que nous avons également consultées.

Pour terminer cet aperçu des archives officielles et de leur apport respectif, nous nommerons les archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères. Outre les dossiers consacrés au socialisme en Belgique, celui consacré à l'influence française en Belgique témoigne du caractère francophile du mouvement socialiste borain.

D'autre part, les microfilms des archives de la légation de France à Bruxelles, conservées au Quai d'Orsay, ont complété notre tour d'horizon en nous donnant l'opinion d'un diplomate étranger face aux multiples rebondissements de la crise sociale belge.

Parmi les sources publiées, nous avons accordé une valeur toute particulière à la presse et surtout aux feuilles hebdomadaires de Defuisseaux qui furent par excellence les organes du socialisme borain et qui nous ont servi de base pour l'étude de l'évolution de la politique de Defuisseaux. Ils sont d'autant plus importants au point de vue de sa propagande qu'ils furent son seul moyen d'action en Belgique de juin 1886 à septembre 1894, période qu'il passa en France en exil forcé. Tout comme *Le Peuple*, ils ont été dépouillés systématiquement et ils nous ont permis de déterminer les divergences politiques qui séparaient les deux factions du socialisme belge. Ont été également consultés pour leur opinion sur l'évolution du mouvement socialiste borain, *La Gazette de Mons* et le *Hainaut* respectivement organes libéral et catholique de l'arrondissement de Mons et enfin *La Réforme*, journal des progressistes bruxellois.

Parmi les documents officiels publiés, nous insisterons particulièrement sur l'enquête de la Commission du travail de 1886 et sur les rapports annuels de la Caisse de prévoyance des mineurs du

Couchant de Mons, qui nous ont permis de mieux situer l'état économique et social du mineur borain au XIX^e siècle (1).

Enfin, pour terminer cet aperçu des sources essentielles, nous rappellerons les souvenirs et mémoires de militants, les histoires du parti écrites par les socialistes eux-mêmes et les écrits de circonstances. Ils sont exceptionnellement nombreux, à cause justement des scissions et des divergences politiques et idéologiques qui opposèrent les socialistes borains au Parti ouvrier. Parmi les études socialistes, nous citerons celle d'Achille Delattre consacrée à Defuisseaux et celle de Léo Collard déjà citée et concernant plus particulièrement le procès du Grand Complot (2). Rappelons enfin les histoires du socialisme belge classiques de Louis Bertrand et Jules Destrée et d'Emile Vandervelde; la première est extrêmement riche en renseignements divers; la seconde est intéressante par les jugements et les opinions qu'elle porte sur l'évolution du socialisme belge (3).

En terminant cet avant-propos, je tiens à remercier vivement Monsieur R. Demoulin, Professeur à l'Université de Liège et Monsieur P. Gérin, son Chef de travaux qui ont guidé mes recherches avec une bienveillante attention. J'exprime aussi ma gratitude à Messieurs les Bibliothécaires et Conservateurs des bibliothèques et dépôts d'archives de Mons et de Bruxelles, ainsi qu'à Monsieur le Procureur général près la Cour d'Appel de Bruxelles, pour l'autorisation qu'il m'a accordée de consulter les sources judiciaires intéressant mon sujet. Enfin, j'évoquerai avec émotion la mémoire de Monsieur le Ministre Delattre; c'est lui qui m'a facilité l'accès des archives de la Fédération socialiste boraine.

(1) *Enquête de la Commission du travail, instituée par arrêté royal du 15 avril 1886*, Bruxelles, Lesigne, 1887, 4 vol., in-8°, 1196 p., 1055 p., 622 p., 266 p. *Caisse de prévoyance établie à Mons en faveur des ouvriers mineurs; rapports annuels de la commission administrative*, Mons, 1842-1910, in fol.

(2) A. DELATTRE, *Alfred Defuisseaux, un homme, une période*, Cuesmes, Impricoop., (1959), 14 × 18, 192 p. — L. COLLARD, *Un procès fameux, le Grand Complot*, Cuesmes, Imprimerie fédérale, (1931), in-8°, 188 p.

(3) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, Dechenne, 1906-1907, 2 t., in-4°, XIV-456, 726 p. — J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, Paris, Giard-Brière, 1898, in-8°, 516 p.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES MANUSCRITES

A. ARCHIVES GENERALES DU ROYAUME A BRUXELLES

Archives contemporaines, 4^e section.

a) *Première inspection générale des Mines, Mons.*

Grèves (1861-1885), n^o 306.

Grèves (1886-1899), n^o 307.

b) *Administration des mines.*

Service social :

Dérogation à la loi sur le travail des femmes et des enfants (1892) —
n^o 1016.

Grèves à propos des salaires (1874-1889) — n^o 1018.

Caisse de prévoyance :

Lois organiques (1864-1892), n^o 1020-1023.

Modifications des statuts (1886-1911), n^o 1024-1027.

Rapports annuels (1840-1916), n^o 1039-1042.

c) *Parquet général*

Agitations politiques et sociales, congrès, troubles, grèves, élections,
attentats à la dynamite.

1831-1883, n^o 217-220

1884 n^o 221-222

1885-1886, n^o 223-225

1887-1890, n^o 226-227

1891-1892, n^o 228

1893 n^o 229-230

1894 n^o 231

1895 n^o 232

1896 n^o 233

Affaires J. Volders, L. Bertrand, A. Defuisseaux (1885-1895), n^o 238-
239.

Campagne pour le suffrage universel, n^o 240-244.

B. ARCHIVES DE L'ETAT A MONS

a) *Archives de la commune de Wasmes*

Extraits des délibérations du conseil communal en copie lettre (1886-
1897), n^o 15 et 16.

Copies de la correspondance envoyée par le collège échevinal (1885-
1893), n^o 54-60.

Police, faits de grève (1870-1900), n^o 667.

b) *Archives de la commune de Jemappes*

Fonds II.

Faits de grève, n° 640.

Procès-verbaux et correspondance de police (1883-1888), n° 682-687.

Brochures, journaux, etc..., n° 842.

C. ARCHIVES DU PALAIS DE JUSTICE DE MONS

Greffes du tribunal correctionnel.

Dossier du Grand Complot, 1887, 1888 et 1889.

D. ARCHIVES DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE BORAINNE

Papiers Maroille, avec notamment la correspondance d'Alfred Defuisseaux de 1890 à 1901.

E. ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

a) Socialisme, Communisme et anarchisme (1884-1914), n° 186, II.

Socialisme, dossier presse (1886-1914), n° 225.

Relations politiques de la Belgique avec la France, propagande française en Belgique, n° 81, I et II.

b) *Archives du Quai d'Orsay*

Correspondance politique de la Légation de France en Belgique

1886-1888, microfilm 1299 DF 885

1889-1891, microfilm 1300 DF 885

1892-1895, microfilm 1301 DF 885

Mémoires et documents de la Légation de France en Belgique 1848-1887, microfilm 1316 DF 891.

Affaires diverses, 1886-1893, microfilm DF 891.

F. ARCHIVES DU MUSÉE ROYAL DE L'ARMÉE

Grèves, émeutes et troubles, réquisitions de troupes (1847-1893); n° 14.

Troubles, cas particuliers (1837-1902), n° 15.

Grèves (1886-1895), n° 42-50.

II. SOURCES IMPRIMÉES

A. DOCUMENTS OFFICIELS

Annales parlementaires, in f°.

Annuaire de la législation du travail, Bruxelles, Office du travail, 1897-1910, 14 vol. in-8°.

Caisse de prévoyance établie à Mons en faveur des ouvriers mineurs; rapports annuels de la commission administrative, Mons, 1842-1910, in f°.

La Belgique, 1830-1905; institutions, industrie, commerce, publié par le ministère de l'industrie et du Travail, Bruxelles, 1905, in-8°.

Enquête de la Commission du travail, instituée par arrêté royal du 15 avril 1886, Bruxelles, Lesigne, 1887, 4 vol., in-4°.

vol. I, Réponses au questionnaire concernant le travail industriel, 1196 p.; vol. II, Procès-verbaux des séances d'enquête concernant le travail industriel, 1055 p.; vol. III, Rapports, Propositions des sections et conclusions, 622 p.; vol. IV, Mémoires, rapports, lettres, etc... envisageant la question ouvrière dans son ensemble, 266 p.

Exposé de la situation du royaume de 1896 à 1900, rédigé sous la direction de la Commission centrale de statistique, Bruxelles, Piquart, 1912, 3 vol., in-4°.

L. HYMANS, *Histoire parlementaire de la Belgique de 1830 à 1906*, Bruxelles, 1878-1913, 10 vol. et 3 fasc., in-8°.

Industrie. Recensement de 1880 établi par le ministère de l'Intérieur, 1887, 3 vol.

Industrie. Recensement général des industries et des métiers au 31 octobre 1896, publié par le ministère de l'Industrie et du Travail, Bruxelles, 1900-1903, 18 vol. et atlas.

Population. Recensement général au 31 décembre 1880, publié par le ministère de l'Intérieur, 1884, 1 vol.

Population. Recensement général au 31 décembre 1890, publié par le ministère de l'Intérieur, 1893, 2 vol.

Population. Relevé officiel du chiffre de la population du Royaume par province, par arrondissement et par commune à la date du 31 décembre 1887, publié par le ministère de l'Intérieur, 1887.

Rapport sur la situation de l'industrie minérale et métallurgique dans la province de Hainaut, Mons, 1885, 1886, 1887 et 1888.

Salaires et budgets ouvriers en Belgique au mois d'avril 1891. Renseignements fournis par les Conseils de l'Industrie et du Travail, Bruxelles, Weissenbruck, 1893, 578, in-8°.

Statistique des mines, minières, carrières, usines métallurgiques et appareils à vapeur, dans les Annales des Travaux publics de 1865 à 1894.

Statistiques des salaires dans les mines de houille d'octobre 1896 à mai 1900, 1901, 1 vol.

B. JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

a) *Les hebdomadaires de Defuisseaux et des socialistes borains*

En avant pour le Suffrage universel, Bruxelles, 11 avril 1886 – 30 janvier 1887, in fol.

Le Combat, organe socialiste républicain, La Louvière, 13 mars – 15 septembre 1887, in fol.

La République belge, organe du Parti socialiste républicain, Bruxelles, 9 octobre 1887 – décembre 1888, in fol.

La Liberté, organe de la démocratie ouvrière, Wasmès, 25 décembre 1887 – décembre 1888, in fol.

La République, organe du Parti socialiste républicain, Wasmes, 7 avril 1889 – 1^{er} septembre 1889, in fol.

La Bataille, organe du Parti socialiste belge, puis organe socialiste républicain, Wasmes et Bruxelles, 8 septembre 1889 – 15 février 1891, in fol.

Le droit du Peuple, Wasmes, mars-juillet 1891, in fol.

Le cri du Peuple, Wasmes, fin 1891 (?).

Le Suffrage universel, Wasmes, 14 août 1892, in fol.

b) *Les journaux de Mons*

La Gazette de Mons, organe libéral quotidien, Mons, 1839-, in fol.

Le Hainaut, organe catholique quotidien, Mons, 1865-, in fol.

c) *Journal de Bruxelles*

L'Echo du Peuple, organe du Parti ouvrier belge, Bruxelles, 1891, in fol.

Le Peuple, organe du Parti ouvrier belge, Bruxelles, 1885-, in fol.

La Réforme, organe du Parti progressiste, Bruxelles, 1884-, in fol.

d) *Reuves et autres publications périodiques*

Almanach des coopérateurs belges, Bruxelles, 1892.

Almanach du Peuple, Bruxelles, 1889, in-16 puis in-8°.

L'Avenir social, revue mensuelle du P.O.B., Bruxelles, mai 1896, in-8°.

Les coopérateurs belges, organe mensuel de la coopération socialiste belge, Bruxelles, 1889, in-8°.

La Coopération, revue de l'office coopératif du P.O.B., Anvers, 1906, in-8°.

Journal des correspondances, organe de la commission syndicale du P.O.B., Bruxelles, juin 1903, in-8°.

L'Ouvrier mineur, revue de la Fédération nationale des mineurs belges, Frameries, 1901, in-8°.

Revue du Travail, organe de l'Office du Travail de Belgique, Bruxelles, 1896, in-8°.

La Société nouvelle, revue socialiste internationale, Paris, Bruxelles ..., 1884-1892, in-8°.

C. ÉCRITS DE CONTEMPORAINS ET ÉCRITS DE CIRCONSTANCE, COMPTES RENDUS DE CONGRÈS, MÉMOIRES ET SOUVENIRS ... (1)

L. BERTRAND, *La Belgique en 1886*, Bruxelles, 11, rue du Persil, 1887, 2 t., in-24, 141-190 p.

(1) Nous ne donnons la liste que des écrits, comptes rendus de congrès et mémoires cités dans ce travail.

- L. BERTRAND, *Le congrès international des mineurs à Jolimont du 20 au 24 mai 1890*, dans *Revue socialiste*, 1897, t. 1, 633-646 p.
- L. BERTRAND, *Une crise au sein du P.O.B. (1887-1888)*, dans *l'Album commémoratif du 1^{er} mai 1911, 25^e anniversaire du Parti ouvrier*.
- L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, Dechenne, 1906-1907, 2 t. in^o, XIV-456, 698 p.
- L. BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique, les hommes, les idées, les faits*, Bruxelles, Dechenne, 1902-1903, 2 t. in-4^o, X-484, 726 p.
- L. BERTRAND, *Souvenirs d'un meneur socialiste*, Bruxelles, L'Eglantine, 1927-1928, 2 t., in 8^o, 365-368 p.
- A. BOUREE, *Les conditions du travail en Belgique (rapport adressé au ministère des Affaires Etrangères à Paris)*, Paris, Berger, 1890, in-8^o, 71 p.
- J. BRABANCONNE, *Réponse à M. A. Defuisseaux*, Bruxelles, Duprez, in-12, 8 p.
- P. BRIZON - E. POISSON, *La coopération*, dans *l'Encyclopédie socialiste de COMPERE-MOREL*, Paris, 1913, 12 vol. in-12.
- Catéchisme d'un anarchiste. Réponse au sieur Léon de Fuisseaux*; Bruxelles, Gutemberg, 1886, in-8^o, 8 p.
- Le Catéchisme du peuple, par un de ses amis*, Namur, rue Saint-Jacques, 1886, 16 p.
- L. COLLARD, *Un procès fameux, le Grand Complot*, Cuesmes, Imprimerie fédérale, (1931), in-8^o, 188 p.
- Compte rendu du ... congrès du Parti ouvrier tenu à ..., les ...*
- | | | | |
|----------------------------|-----------|-----|---|
| a. ... 1 ^{er} ... | Bruxelles | ... | 5 et 6 avril 1885. |
| b. ... 5 ^e | Jolimont | ... | 21 et 22 avril 1889. |
| c. ... 6 ^e ... | Louvain | ... | 6 et 7 avril 1890. |
| d. ... 7 ^e ... | Verviers | ... | 28 et 29 juin 1891. |
| e. ... 8 ^e ... | Namur | ... | 29 et 30 mai 1892. |
| f. ... 9 ^e ... | Gand | ... | 2 et 3 avril 1893. |
| g. ... extraordinaire ... | Bruxelles | ... | 25 et 26 décembre 1893 et 10 ^e ... |
| | Quaregnon | ... | 25 et 26 mars 1894. |
| h. ... 11 ^e ... | Anvers | ... | 14 et 15 avril 1895. |
- Bruxelles, Librairie du Peuple, 1885 à 1895.
- E. CORNEZ, *Cent ans de législation sociale en Belgique*, Mons, 1948, in-8^o.
- G. DESCAMPS, *Mémoire historique sur le développement et sur l'origine de l'industrie houillère dans le bassin du Couchant de Mons*, dans *les Mémoires et publications de la Société des Sciences, des Arts et Lettres du Hainaut*, 1879, 1888 et 1889.
- DECAMP, *L'évolution sociale en Belgique, ses péripéties au point de vue des classes ouvrières. L'enquête ouvrière de 1886*, Bruxelles, Bruylant, 1890, in-8^o, 308 p.
- L. DECHESSNE, *Syndicats ouvriers belges*, Paris, Larose et Ténin, 1906, in-8^o, 120 p.
- A. DEFUSSEAUX, *Le Catéchisme du cultivateur*, Pâturages, Dumont, 1894.

- A. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme de l'électeur*, Wasmes, Nazet, 1898, in-16, 16 p.
- A. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme de la femme du peuple*, Wasmes, Delattre, 1890, in-12, 15 p.
- A. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme du petit bourgeois et de l'ouvrier*, Bruxelles, Messagerie de la Presse, 1890, in-16, 32 p.
- A. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme du peuple*, Bruxelles, Maheu, 1886, in-12, 16 p.
- A. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme de la Proporz*, Cuesmes, Imprimerie fédérale, (1900), in-16, 29 p.
- A. DEFUISSEAUX, *L'esclave belge*, Wasmes, Delattre, s.d., in-12, 15 p.
- A. DEFUISSEAUX, *Le Grand Catéchisme du Peuple*, Bruxelles, Maheu, 1886, in-8°, 16 p.
- A. DEFUISSEAUX, *De grote volks catechismus. Vrij vertaald naar het Fransch*, Gand, Vooruit, 1886, in-12, 16 p.
- A. DEFUISSEAUX, *L'indemnité en cas d'accident*, Pâturages, Dumont, 1894.
- A. DEFUISSEAUX, *Les pensions des invalides*, Pâturages, Dumont, 1894.
- A. DEFUISSEAUX, *La pension des vieux houilleurs*, Pâturages, Dumont, 1894, in-12, 16 p.
- A. DEFUISSEAUX, *Mes procès*, Bruxelles, Administration du Peuple, 1866, in-12, 16 p.
- A. DEFUISSEAUX, *La réforme agricole*, Pâturages, Dumont, 1894.
- A. DEFUISSEAUX, *Les syndicats agricoles communaux*, Pâturages, Dumont, 1894.
- L. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme d'un anarchiste*, Bruxelles, 30, rue des Sables, 1886.
- L. DEFUISSEAUX, *Le deuxième catéchisme du Peuple*, Bruxelles, 30, rue des Sables, 1886, in-8°, 12 p.
- L. DEFUISSEAUX, *Les hontes du suffrage censitaire*, Bruxelles, S. Plapicot, 1887, in-8°.
- L. DEFUISSEAUX, *Le procès des socialistes républicains*, Bruxelles, Dechenne, 1889, in-8°, 23 p.
- G. DEGREEF, *L'ouvrier belge de 1853 à 1886*, Liège, 1892.
- A. DELATTRE, *Alfred Defuisseaux, un homme, une période*, Cuesmes, Impricoop, (1959), in-8°, 192 p.
- A. DELATTRE, *Souvenirs*, Cuesmes, Impricoop, 1957, in-8°, 386 p.
- C. DEMBLON, *L'affaire Beernaert-Pourbaix (Grèves de 1886, procès de Mons du Grand Complot de 1889)*, Bruxelles, Administration du Peuple, 1898, 23 p.
- C. DE PAEPE, *De l'organisation des services publics dans la société future*, Bruxelles, D. Brismée, 1874, in-12, 74 p.
- J. DESTREE, *Une campagne électorale au Pays Noir*, Bruxelles, 1895, in-8°.

- J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, Paris, Giard-Brière, 1898, in-12, 516 p.
- J. DEVALTE, *Histoire du mouvement socialiste belge*, Bruxelles, L'Eglantine, 1931, in-12, 55 p.
- Fédération nationale des ouvriers belges, fondée le 25 décembre 1889; statuts*, Bruxelles, Maheu, 1890.
- Fédération nationale des mineurs belges. Congrès national tenu à Frameries les 2 et 3 octobre 1890; rapport sur le travail parlementaire des députés mineurs pendant les années 1894 à 1898 par Maroille*, Bruxelles, Administration du Peuple, 1898, 16 p.
- La grève générale. Rapport présenté par le conseil général du Parti ouvrier*, Gand, Foucaert, 1888, in-12, 16 p.
- G. GRIMAUD, *L'action socialiste au parlement, 1894-1895*, Bruxelles, Librairie du Peuple, 1895, in-12, 32 p.
- Het Groot Complot tegen de Veiligheid van den Staat-Verslag der debatten van het proces van Bergen*, Gand, Vooruit, 1889, in-8°, 56 p.
- F. HARDYNS, *Les syndicats professionnels et le mouvement ouvrier*, Bruxelles, Librairie du Peuple, 1896, in-12, 16 p.
- Histoire du Socialisme et de la coopération dans le Centre*, La Louvière, 1894, in-8°.
- G. HOUDEZ, *Quatre-vingt-six. Vingt-cinq ans après*, Frameries, 1911, in-8°.
- A. JULIN, *Recherches sur le salaire des ouvriers des charbonnages belges (1810-1889)*, Liège, 1889, in-12.
- A. LEGER, *Les coopératives et l'organisation socialiste en Belgique*, Paris, 1903.
- P. LOUIS, *Histoire du socialisme en France; les idées, les faits, les partis ouvriers de la Révolution à nos jours*, Paris, Rivière.
- P. LOUIS, *Le parti socialiste en France*, dans *l'Encyclopédie socialiste de COMPÈRE-MOREL*, Paris, Quillet, 1912, in-8°, 408 p.
- D. MAROILLE, *Le congrès international des mineurs tenu à Liège du 6 au 11 août 1905 et les lois ouvrières belges*, Cuesmes, Imprimerie coopérative, in-4°, 269 p.
- L. PEPIN, *La grève des mineurs du Borinage en juillet 1897*, Wasmes, Delattre 1897, in-12, 15 p.
- Programme et statuts du Parti ouvrier belge*, Bruxelles, Berghmans, 1885.
- Programme et statuts du Parti ouvrier belge adoptés dans les congrès de Bruxelles de 1893 et de Quaregnon de 1894*, Bruxelles, Librairie du Peuple, 1894, in-12, 16 p.
- Les projets de lois déposés par les socialistes belges*, Bruxelles, La presse socialiste, 1898, in-16, 15 p.
- Règlement relatif à l'octroi des pensions aux anciens coopérateurs de la Société coopérative « Avenir socialiste » de Hornu*; Petit Hornu, Preux-Stasse, 1914, 13 p.

- H. ROUGER, *La France socialiste*, dans l'*Encyclopédie socialiste* de COMPÈRE-MOREL, Paris, Quillet, 1912-1921, 4 vol. in-12.
- E. ROUSSEAU, *Histoire du socialisme et de la coopération dans le Centre*, La Louvière, Imprimerie coopérative, 1895, in-8°.
- V. SERWY, *XXV^e anniversaire de la fondation de la Société coopérative « Les socialistes réunis » de Dour*, 1895-1920, Cuesmes, Imprimerie coopérative, 1920, 16 p.
- V. SERWY, *La coopération en Belgique*, Bruxelles, les propag. de la coopération, 1940-1952, 4 t., in-8°.
- V. SERWY, *La fédération des Sociétés coopératives socialistes*, Bruxelles, éd. du Peuple, 1898.
- E. VANDERVELDE, *Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique*, Bruxelles, Imprimerie des Travaux publics, 1891, 2 vol., in-8°, 259-123 p.
- E. VANDERVELDE, *Le Parti ouvrier belge, 1885-1895*, Bruxelles, L'Eglantine, 1925, in-4°, 503 p.
- E. VANDERVELDE, *Souvenir d'un militant socialiste*, Paris, Denoël, 1939, in-8°, 294 p.
- J. VOLDERS, *Le Peuple et le suffrage universel*, Gand, J. Foucaert, 1890, in-12, 16 p.
- Ch. WOESTE, *A travers 1 années (1884-1894)*, Bruxelles, 1895, 2 vol. in-8°.
- Ch. WOESTE, *Mémoire pour servir à l'histoire contemporaine de la Belgique (1859-1894)*, Bruxelles, 1927.

III. TRAVAUX (1)

- L. DELANGE, *Paul Janson, 1840-1913. Sa vie généreuse, son époque*, Liège, 1962.
- L. DELSINNE, *Le Parti ouvrier belge des origines à 1894*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1955.
- Cl. DELSTANCHE, *Vue d'ensemble de la question sociale en Belgique en 1894; Contribution à l'histoire économique et sociale*, IV, 1966-1967, pp. 9-47.
- B. SCHLEPNER, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 1956.
- D. DE WEERDT, *Bibliografie van werken over en van het socialisme en de socialistische arbeidersbeweging verschenen sedert 1844*, dans *Socialistische Standpunten*, n° 5-6, 1968, pp. 318-333.
- L. HENNEAUX-DEPOOTER, *Misères et luttes sociales dans le Hainaut 1860-1869*, Bruxelles, Institut de sociologie Solvay, 1959.

(1) Nous ne donnons la liste que des travaux utilisés. A cette liste, il convient d'ajouter tous les travaux cités dans la première note de notre texte.

- G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième République, 1875-1940*, Paris, Payot, 1963.
- M. LIEBMAN, *La pratique de la grève générale dans le Parti ouvrier belge jusqu'en 1914*, dans *Mouvement social*, janvier-mars 1967, pp. 41-62.
- L. LINOTTE, *Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. Inventaire sommaire des archives de la Sûreté publique dans la province de Liège*, Louvain-Paris, Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, 1964.
- G. MARLIÈRE, *La coopération dans le Nord et le Pas-de-Calais*, Saint-Amand-les-Eaux, Carton, 1933.
- J. PUISSANT, *La fédération socialiste républicaine du Borinage 1919-1939. Etude d'archives*, dans *Res publica*, 1968, pp. 607-679.
- M. SZTEYNBERG, *La fondation du Parti ouvrier belge et le ralliement de la classe ouvrière à l'action politique (1882-1886)*, dans *International Review of social history*, VIII, 1963, pp. 198-215.
- R. VAN SANTBERGEN, *Une bourrasque sociale. Liège, 1886*, Liège, Commission communale de l'histoire de l'ancien pays de Liège, 1969.
- C. WILLARD, *Le mouvement socialiste en France, 1893-1905. Les guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965.
- H. WOUTERS, *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeiders beweging, 1853-1965*, Louvain-Paris, Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, 1966.

SIGLES

- A.E.M. : Archives de l'Etat à Mons.
A.G.R. : Archives générales du Royaume.
F.S.B. : Archives de la Fédération socialiste boraine.
M.A.E. : Archives du Ministère des affaires étrangères.
M.R.A. : Archives du Musée royal de l'Armée.
P.J.M. : Archives du Palais de justice de Mons.

INTRODUCTION

LE BORINAGE GÉOGRAPHIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : UN MILIEU PROFONDÉMENT MARQUÉ PAR L'EXPLOITATION DE LA HOUILLE, MONO-INDUSTRIE RÉGIONALE INTENSIVE NÉE DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Le cadre géographique de notre étude est le Borinage. Les diverses études qui le concernent s'opposent les unes aux autres pour le définir et le délimiter ⁽¹⁾. Comme M.-A. Arnould, nous expliquerons l'éthymologie de ce mot par le germanique *bohren*, forer, à rapprocher du mot bure, puits de mine ⁽²⁾. Ainsi, comme J. Bourdon, nous dirons que le Borinage est le pays du charbon ⁽³⁾. Nous le limiterons au bassin houiller comprenant la partie ouest du gisement minier de la Belgique, de la frontière française à la ville de Mons ⁽⁴⁾, en distinguant bien le vieux Borinage où apparut l'exploitation du charbon ⁽⁵⁾ et le Borinage économique élargi depuis l'apparition des charbonnages au nord de la Haine ⁽⁶⁾.

Cette délimitation du cadre nous amène à envisager l'économie régionale constituée exclusivement par l'extraction de la houille ⁽⁷⁾. Toutes les études sont unanimes à faire remonter l'exploitation du

⁽¹⁾ J. BOURDON, *Le Borinage, étude de géographie humaine*, Mons, éditions de l'Institut de recherches économiques du Hainaut, 1956, in-8°, 156 p., et un atlas, in 4-4°, XVIII pl. — W. PEGRYSE, M. FAERMAN, A. LIEBMANN-WAYSBLATT, *Le Borinage*, Bruxelles, Institut de sociologie Solvay, 1958, in-8°, 292 p. — R. MARLIERE, *Aspects géographiques du Borinage*, *Revue de l'Institut de sociologie Solvay*, 1950, n° 2 et 3, pp. 61-70. — G. JACQUEMYS, *La vie sociale dans le Borinage houiller; notes, statistiques, monographie*, Bruxelles, Falk et Van Campenhout, 1939, in-8°, 490 p. — H. FAUVIAU, *Le Borinage, monographie politique, économique et sociale*, Frameries, Union des imprimeries, 1929, in-8°, 360 p. — M.-A. ARNOULD, *L'histoire du Borinage*, dans *Revue de l'Institut de sociologie Solvay*, 1950, n° 2 et 3, pp. 71-80. — M. DEHASSE, *L'industrie charbonnière (du Borinage)*, Bruxelles, Editions de la Librairie encyclopédique, 1951, in-8°, 12 p.

⁽²⁾ M.-A. ARNOULD, *L'histoire du Borinage*, p. 72.

⁽³⁾ J. BOURDON, *Le Borinage*, pp. 10-12.

⁽⁴⁾ M. DEHASSE, *L'industrie charbonnière (au Borinage)*, p. 1.

⁽⁵⁾ Il comprend les communes de Wasmuël, Quaregnon, Jemappes, Flénu, Hornu, Wasmes, Pâturages, La Bouverie, Frameries, Dour, Boussu, Warquignies, Eugies, Cuesmes, Elouges et Quévrain. — J. BOURDON, *Le Borinage*, p. 10.

⁽⁶⁾ Citons Baudour, Bernissart, Ghlin, Hainin, Harchies, Hautrages, Hensies, Mont-troeuil-sur-Haine, Pommeroeul, Saint-Ghislain, Tertre, Thulin, Villerot et Ville-Pommeroeul. — J. BOURDON, *op. cit.*, p. 12.

⁽⁷⁾ Au XIXe siècle, le Borinage se caractérise par cette unique industrie et par quelques petits ateliers de métallurgie, complémentaires de l'industrie charbonnière, apparus dans le dernier quart du siècle à partir de modestes fonderies à Dour, Jemappes et Cuesmes. — J. BOURDON, *Le Borinage*, p. 74, 94, 95, 100 et 104.

charbon au XIII^e siècle époque où elle se faisait à ciel ouvert sur les territoires des actuelles communes de Dour, Boussu, Wasmes et Hornu (1).

La Révolution industrielle transforme l'économie de la région. En 1822, ce bassin produisait 63 % de la production houillère de la province; rejoint par le bassin de Charleroi en 1860, il sera dépassé par lui fin du siècle, mais sa production n'en sera pas moins en augmentation constante. De 2.400.000 tonnes en 1846, elle va atteindre les 4.250.000 dès 1880, tonnage qu'elle ne dépassera pour ainsi dire pas au XX^e siècle (2).

J. Bourdon et L. Henneaux-Depooter ont insisté sur les progrès techniques et sur la mise en service de canaux et de réseaux ferroviaires qui favorisèrent cette transformation (3). Les techniques nouvelles d'extraction et de forage permirent d'affronter les épaisseurs de plus en plus importantes de mort-terrain et les concessions allaient s'étendre jusque sur le versant nord de la Haine (4). Le vieux Borinage allait pourtant rester le centre économique du bassin, caractérisé par un enchevêtrement des concessions sur une superficie très réduite (5). D'après J. Bourdon, en 1890, on y relève 60 sièges d'extraction en activité (6). A cette date, le nombre de sociétés s'élevait à 25 dont 18 seulement exploitaient effectivement (7). La concentration financière fut en effet importante dans cette industrie houillère au cours du XIX^e siècle et elle allait rejaillir sur la vie sociale (8). Le Borinage se caractérisait par l'existence de quelques très grosses entreprises, le Levant de Flénu et les Produits situés sur Cuesmes et Flénu, les Charbonnages belges à Frameries et le Charbonnage d'Hornu et

(1) J. BOURDON, *op. cit.*, p. 75. — H. FAUVIAU, *Le Borinage*, pp. 16 et 17. — W. PEGRYSE, M. FAERMAN, A. LIEBMANN-WAYSBLATT, *Le Borinage*, p. 30.

(2) J. BOURDON, *Le Borinage*, p. 82, n. 2; F. FABER, *Résultat de l'exploitation des mines dans le Hainaut, 1830-1874*, dans les *Annales des Travaux publics*, t. XXXV, Bruxelles, 1877, in-8°.

(3) J. BOURDON, *op. cit.*, p. 76; L. HENNEAUX-DEPOOTER, *Misères et luttes sociales dans le Hainaut, 1860-1869*, Bruxelles, 1959, p. 14; H. FAUVIAU, *Le Borinage*, pp. 38-39.

(4) J. BOURDON, *Le Borinage*, p. 76.

(5) J. BOURDON, *op. cit.*, p. 76.

(6) J. BOURDON, *op. cit.*, p. 76.

(7) W. PEGRYSE, M. FAERMAN, A. LIEBMANN-WAYSBLATT, *Le Borinage*, Bruxelles, 1958, p. 30.

(8) L. HENNEAUX-DEPOOTER a étudié cette concentration horizontale, comme la fusion du Rieu du Cœur et de la Boule en 1854, du Haut Flénu et du Levant de Flénu en 1868 et la formation des Charbonnages unis de l'Ouest de Mons également en 1868. Elle a montré aussi comment certaines sociétés charbonnières boraines comme les Produits, les Charbonnages belges de Frameries étaient patronnées par la Société générale pour favoriser l'industrie charbonnière. L. HENNEAUX-DEPOOTER, *Misères et luttes sociales dans le Hainaut*, pp. 14 et 15.

Wasmes notamment groupaient chacun de 4.000 à 2.000 ouvriers pour la période qui nous intéresse (1). L'appel de main-d'œuvre et l'importance sans cesse grandissante de celle-ci furent en effet parallèles au développement de cette exploitation au cours du XIX^e siècle. En 1846, les charbonnages borains employaient 14.980 mineurs (2), ils atteindront les 20.000 en 1860 (3) et les 30.000 en 1872 (4). Mais cette évolution, si elle fut continue, fut néanmoins marquée par les périodes de crise, elles amenaient le chômage, la réduction du nombre des ouvriers en même temps qu'une baisse de salaire (5). Cet appel de main-d'œuvre allait lui aussi transformer l'aspect géographique du Borinage. C'est alors qu'il acquit sa structure d'habitat actuel, perdant son aspect de région agricole après la période des défrichements et du développement des lieux habités (6). Au cours du XIX^e siècle, la population allait augmenter à une cadence remarquable, surtout dans les grosses communes du vieux Borinage comme Frameries, Wasmes, Jemappes, Pâturages, Quaregnon et Cuesmes (7).

Cet aperçu de l'industrie houillère, cette mono-industrie intensive, caractérisée par la concentration financière explique déjà les grandes composantes de la vie sociale du Borinage houiller. Les périodes de crise, les stagnations du marché du charbon étaient ressenties encore plus profondément par les houillères boraines qui ne possédaient pas leur propre sidérurgie comme les bassins du Centre et de Charleroi. Les ouvriers charbonniers allaient être plus que partout

(1) En 1885 par exemple, le Levant de Flénu employait 4.039 mineurs; l'Ouest de Mons 3.835, les Produits 3.106, les Charbonnages belges 2.659 et celui d'Hornu et Wasmes 2.364. *Rapport annuel de la Caisse de Prévoyance*, 1885, Mons, 1886.

(2) H. FAUVIAU, *Le Borinage*, p. 113.

(3) *Rapport annuel de la Caisse de Prévoyance*, 1860, Mons, 1861. Le nombre exact était de 22.347 houilleurs.

(4) *Rapport annuel ... 1872*, Mons, 1873. 30.232 houilleurs étaient alors employés dans le Couchant de Mons.

(5) Ce fut le cas en 1877, 78 et 79 ainsi qu'à partir de 1885. En 1877, le nombre des employés n'était plus que de 26.000 et en 1885 que de 25.000. D'après les rapports de la Caisse de Prévoyance pour ces années.

(6) J. BOURDON, *Le Borinage*, p. 23; W. PEGRYSE, M. FAERMAN, A. LIEBMANN-WAYSBLATT, *Le Borinage*, p. 36.

(7) Ce mouvement de population a été étudié par Hector Fauviau d'après les recensements du XIX^e siècle, de 1850 à 1890, la population passe à Frameries de 6.260 à 10.616; à Cuesmes, de 4.165 à 8.303; à Wasmes de 7.114 à 12.989; à Jemappes de 8.103 à 10.978; à Pâturages de 7.523 à 10.425; à Quaregnon de 6.453 à 13.481. La population totale des communes industrielles de 39.987 en 1818 va d'ailleurs passer à 152.422 en 1900. H. FAUVIAU, *Le Borinage*, p. 34. Ce peuplement massif du Borinage apparaît également dans le fait que certains hameaux se séparent de leur commune pour devenir indépendante. C'est le cas en 1845 pour la Bouverie qui faisait antérieurement partie de Frameries; et en 1870, c'est au tour de Flénu formé d'une parcelle de Jemappes et de Quaregnon. W. PEGRYSE, M. FAERMAN, A. LIEBMANN-WAYSBLATT, *Le Borinage*, p. 36.

ailleurs les tributaires de ces fluctuations économiques alors qu'aucun autre débouché ne s'offrait à eux dans la région. Les rapports annuels de la *Caisse de Prévoyance* et les réponses des directeurs gérants au questionnaire de l'enquête de 1886 démontrent les variations constantes de la moyenne du salaire journalier (1). De 1836 à 1886, elle va constamment osciller, atteignant en période de crise le minimum de 1 fr 71 (2), et en période de prospérité jusqu'à 3 fr 82 (3), c'est-à-dire une augmentation de plus de 223 %. Les contrats d'embauchage aussi, révèlent la situation précaire du mineur borain. Ils étaient uniquement oraux et ils n'engageaient les ouvriers que pour une période de 8 à 15 jours (4). Ce fait à lui seul peut expliquer la diminution du nombre des ouvriers en période de crise, diminution parallèle à la baisse des salaires comme nous l'avons déjà constaté. Les autres conditions habituelles de travail n'étaient guère plus satisfaisantes, l'enquête de 1886 révèle que la journée de travail variait entre 12 et 16 heures d'après les ouvriers (5), de 10 à 11 heures d'après les directeurs gérants (6). Quant à l'embauchage, il prenait les enfants en dessous de 12 ans et des hommes jusque passé 60 ans. Sur l'ensemble des employés en 1886, hommes et femmes pour le travail au jour et au fond, 57 % étaient âgés de 21 à 50 ans, 20 % de 16 à 20 ans, 12 % de 12 à 16 ans, 5,3 % de 50 à 55 ans, 2,8 % de 55 à 60 ans, 1,8 % de plus de 60 ans et 0,08 % de moins de 12 ans. Et sur cet ensemble, 78 % d'hommes et 19 % de femmes travaillaient au fond comme ouvriers à veine, coupeurs de voie, ouvriers aux préparations, ouvriers à l'entretien, chargeuses et bouteuses (7). L'instabilité de la condition ouvrière se reflète jusque dans les statuts de la caisse de prévoyance qui avait été établie par arrêté royal du mois de décembre 1850 pour le Borinage (8) et à laquelle adhéraient les sociétés charbonnières du bassin.

Formée par les retenues opérées sur les salaires, par le produit des amendes, les subventions des exploitants et les subsides de l'Etat

(1) *Rapport annuel de la Caisse de Prévoyance, 1841 à 1886*, Mons, 1842 à 1887. *Enquête de la Commission du travail*, Bruxelles, 1887, t. I, p. 257, 259 et 508.

(2) Ce fut le cas en 1849. *Enquête ...*, t. I, p. 508.

(3) Cette moyenne fut atteinte en 1873. *Enquête ...*, t. I, p. 259.

(4) *Enquête ...*, t. I, pp. 307, 308 et 314.

(5) *Enquête ...*, t. I, pp. 7 et 63.

(6) *Enquête ...*, t. I, pp. 69-70.

(7) *Enquête ...*, t. I, p. 2.

(8) *Rapport annuel de la Caisse de Prévoyance, 1841*, Mons, 1842. H. FAUVIAU, *Le Borinage*, p. 236 et sv.

et de la Province, cette caisse avait pour but de soutenir d'anciens mineurs par des pensions dont le tarif variait chaque année selon la situation financière de l'organisme ⁽¹⁾. Ces pensions étaient accordées aux invalides du travail, anciens ouvriers des établissements associés et aux ouvriers âgés de plus de 70 ans qui avaient accompli leur quinze dernières années de travail dans un des charbonnages affiliés. Elles étaient accordées par un comité d'administration composé de 10 membres élus tous les 2 ans par les exploitants, 6 parmi eux, 4 parmi les maîtres ouvriers. En cas de refus, les ouvriers pouvaient faire appel aux conseils de prud'hommes établis à Pâturages et à Dour ⁽²⁾, mais l'enquête de 1886 les montre hostiles et méfiants pour ces tribunaux représentant alors uniquement le patronat ⁽³⁾. Le nombre de pensions accordées aux vieux houilleurs était d'ailleurs infime; d'après les rapports de la caisse eux-mêmes, 120 pensions seulement étaient accordées en 1871 et 320 en 1886 ⁽⁴⁾. Il fallut la révision des statuts en 1892 qui fit suite à la grève des règlements d'atelier de 1890, pour voir plus de mille pensions de retraite distribuées annuellement ⁽⁵⁾.

La lutte pour le salaire a sensibilisé toute la vie du mineur borain ⁽⁶⁾. Le budget ouvrier dressé en 1886 par les charbonniers du bassin, lors de l'enquête de la commission du travail révèle en effet l'insuffisance du salaire ⁽⁷⁾ et il insiste sur l'utilisation habituelle et nécessaire du crédit qui caractérisa la vie sociale boraine et les coopératives socialistes. Ce fut cette question de salaire qui allait motiver les premières réactions ouvrières dans le Couchant de Mons. Louise Henneaux-Depooter, dans son étude des *Misères et luttes sociales dans le Hainaut*, a déjà insisté sur le fait que les ouvriers de la grande industrie hennuyère étaient issus essentiellement d'anciennes popula-

⁽¹⁾ *Statuts de la Caisse de Prévoyance établie en faveur des ouvriers mineurs du Couchant de Mons*, Mons, 1876.

⁽²⁾ *Enquête de la Commission du travail*, t. I, pp. 320, 433, 444 et 447. Ils fonctionnaient depuis 1859, date à laquelle ils avaient été institués au Borinage.

⁽³⁾ *Enquête ...*, t. I, p. 447.

⁽⁴⁾ *Rapport annuel de la Caisse de Prévoyance, 1871 et 1886*, Mons, 1872 et 1887.

⁽⁵⁾ *Rapport annuel de la Caisse de Prévoyance, 1893*, Mons, 1984.

⁽⁶⁾ *Enquête de la Commission du travail*, t. I, p. 257, 394, 395, 396, 402 et 403. Les réponses des ouvriers mineurs et des directeurs de charbonnages sont unanimes à le constater. Les rapports dressés par l'ingénieur principal des mines du premier arrondissement lors des grèves qui s'écoulèrent de 1870 à 1885 en rendent compte également. A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, rapports des grèves de juin et d'octobre 1874, d'octobre 1875, d'octobre 1876, de septembre 1877, de novembre et décembre 1879 et de janvier 1880, de juillet 1881 et d'avril, juillet et octobre 1882, de mai et juin 1884.

⁽⁷⁾ *Enquête de la Commission du travail*, t. I, p. 493. Le budget hebdomadaire dressé par Jules Delaunois pour une famille de 5 personnes s'élève à 28 fr 30 alors que le salaire moyen était de 17 fr 85, si l'ouvrier pouvait travailler 7 jours par semaine.

tions agricoles, sans tradition de lutte artisanale et sans théorie sociale. Elle y voit la cause de leur réaction « très primitive, voire parfois très violente » contre l'exploitation des patrons (1). Les mineurs borains furent, nous le verrons, extrêmement rétifs à toutes organisations ouvrières et surtout aux unions professionnelles qui n'eurent jamais de véritable stabilité au cours de la période que nous avons étudiée et ce jusqu'à la première guerre mondiale. Il y va de la mentalité du mineur, c'est une constante de l'histoire sociale; elle se retrouve en France au XIX^e siècle (2). Au Borinage, plus encore que dans les autres bassins houillers belges, on retrouve cette constante. Louis Bertrand et Emile Vandervelde ont remarqué que le mineur borain était le plus têtue, le plus hostile à toute organisation (3). Cette situation peut s'expliquer elle aussi par la mono-industrie régionale, les Borains ne possédaient pas comme les mineurs des trois autres bassins l'exemple des métallurgistes et des verriers; livrés à eux-mêmes, ils allaient se laisser guider uniquement par le mouvement des salaires. Lorsqu'une baisse était annoncée, ils se mettaient en grève sans préparation préalable. L'extrême concentration des puits sur les communes de Frameries, Cuesmes, Flénu, Quaregnon, Wasmes et Pâturages facilitait son extension dans cette partie du Borinage qui fut toujours le centre du mouvement social alors que l'ouest du bassin était rarement atteint par le chômage. C'était des grèves d'usure qui se terminaient par l'épuisement de la résistance ouvrière, sans que satisfaction ait été donnée aux revendications (4). Il fallut une intervention extérieure pour que ce mouvement ouvrier prenne consistance par la mise sur pied d'une organisation ouvrière. Louis Henneaux-Depooter a démontré l'influence venue de Bruxelles au temps de la première Internationale qui organisa les mineurs borains (5). Après 1870, nous

(1) L. HENNEAUX-DEPOOTER, *Misères et luttes sociales dans le Hainaut, 1860-1869*, p. 8.

(2) J. MONTREUIL, *Histoire du mouvement ouvrier en France*, Paris, 1947, pp. 111-116. Jean Montreuil a constaté que les houilleurs furent les derniers des ouvriers de l'industrie issue de la Révolution industrielle à se grouper.

(3) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, Bruxelles, 1907, t. II, p. 619. E. VANDERVELDE, *Enquête sur les associations professionnelles et ouvrières en Belgique*, Bruxelles, 1891, t. I, p. 189.

(4) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, rapports des grèves du bassin du Couchant de Mons de 1870 à 1885. *Enquête de la Commission du travail*, t. I, p. 257, 394, 395, 396, 402 et 403.

(5) L. HENNEAUX-DEPOOTER, *Misères et luttes sociales dans le Hainaut, 1860-1869*, p. 8, 229 à 253. A la mi-mars 1869, on comptait 10 sections de l'Internationale dans le Borinage; à Cuesmes, à Frameries, à Pâturages, à Ghlin, à Quaregnon, à La Bouverie, à Jemappes, à Eugies, à Elouges et à Ciplu.

voyons ces ligues livrées à elle-même se dissoudre (1). Une nouvelle intervention des socialistes bruxellois allait avoir lieu en 1879 au cours d'une grève qui dura trois semaines dans le bassin (2) mais elle fut sans conséquence et comme après la Première Internationale, le mouvement ouvrier borain retomba dans la léthargie. Il faudra attendre 1885 et de nouvelles influences extérieures pour qu'il se réveille et qu'il dépasse le cadre étroit des crises économiques et des baisses de salaires. Ce réveil allait d'ailleurs être marqué par une crise économique d'une extrême importance. Comme l'a écrit Chlepner, c'est en 1885 et 1886 que le cycle économique de longue durée atteint le fond de la dépression. La reprise ne s'esquisse que très lentement à partir de 1890, et c'est seulement après 1895, qu'elle allait être intense et rapide (3).

(1) D'après Louise Henneaux-Depooter, seules les ligues de Cuesmes et de Jemappes subsistèrent jusqu'en 1872; L. HENNEAUX-DEPOOTER, *op. cit.*, p. 251. Nous avons personnellement constaté l'agonie de la section de Jemappes qui avait été la plus importante, dans les archives de la commune et dans celles de l'Inspection des mines. A.E.M. *Jemappes*, II, 640. Faits de grève, lettres du bourgmestre au gouvernement de la province des 2, 8 et 15 janvier et 5 février 1872; elles constatent la dissolution de la section par ses membres vu la situation exceptionnellement prospère de ces années. A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 396, rapport de l'ingénieur principal du 17 janvier 1872.

(2) *La Voix de l'Ouvrier*, avril et mai 1879. *Le Peuple*, 20 décembre 1885; article de Louis Bertrand consacré au Borinage. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, pp. 322-324. Les socialistes bruxellois furent alors aidés dans leur propagande par Aristide Urbain, Fabien Gérard, François Fourneau, Léon Louis, J. B. Gros et Jules Delaunois.

(3) B. S. CHLEPNER, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1956, p. 109.

CHAPITRE I

LE REVEIL DU MOUVEMENT OUVRIER AU BORINAGE EN 1885 ET 1886

A. LES ÉLÉMENTS A L'ORIGINE DE CE RENOUVEAU SOCIALISTE

1. *Les meneurs borains d'origine ouvrière Fauviaux et Maroille et leur influence sur la localisation du mouvement.*

En 1885 et 1886, le nombre de meneurs borains est très limité ; c'était la conséquence directe du manque de maturité de la mentalité ouvrière dans le bassin houiller du Couchant de Mons. Le renouveau socialiste au Borinage ne naquit d'ailleurs pas spontanément de la classe ouvrière. Deux anciens mineurs borains, Elysée Fauviau et Désiré Maroille furent à l'origine du mouvement, mais Fauviau qui fut le véritable initiateur avait subi une influence étrangère ; sa formation socialiste s'était faite en France et c'est son retour au Borinage en 1884 qui produisit la première étincelle du mouvement.

En 1869, à l'âge de 17 ans après un accident de la mine, Fauviau quitta le bassin houiller du Couchant de Mons pour celui du Nord de la France (1). Il vécut dans le milieu minier d'Anzin où il fit ses débuts dans la propagande socialiste et syndicale. Il fit la connaissance du futur député mineur Basly (2), entra dans la Chambre syndicale du Nord (3) et c'est la part qu'il prit dans la grève d'Anzin de 1884 qui le fit expulser de France (4). C'est donc un peu accidentellement

(1) V. SERWY, *La coopération en Belgique*, Bruxelles, 1952, t. IV, p. 154. Il touchait une pension d'indemnité de 200 fr qui lui fut retirée après la grève du Borinage de février-mars 1885. *Compte rendu du Congrès national ouvrier du 5 et 6 avril 1885*, Bruxelles, 1885, p. 13.

(2) V. SERWY, *La coopération en Belgique*, t. IV, p. 154. Pour Basly, voir l'étude de J. MONTREUIL, *Histoire du mouvement ouvrier en France*, Paris, 1947, p. 241. HUBERT-ROUGER, *La France socialiste*, dans *l'Encyclopédie socialiste* de COMPÈRE-MOREL, Paris, 1912, t. I, p. 336-337. *Le Peuple*, 24 septembre 1893. Il était alors conseiller municipal de Denain. Le Nord socialiste était alors presque entièrement guesdiste et sous l'influence du Parti ouvrier français. Voir de nouveau J. MONTREUIL, *op. cit.*, p. 249-250.

(3) En mai 1884, il était venu jusque Peruwelz « en tant que délégué de la Chambre syndicale du Nord » afin de pousser à la formation de syndicat analogue en Belgique. A.G.R. *Première inspection générale des mines*, 306. Lettre de l'ingénieur principal au directeur divisionnaire du 13 mai 1884.

(4) V. SERWY, *La coopération en Belgique*, t. IV, p. 154. *Gazette de Mons*, 27 février 1885. A.G.R. *Parquet général*, 223, lettre du procureur du roi à Mons au procureur général du 27 février 1885.

qu'il revint à Wasmes et que son village natal devint à partir d'alors le centre de son action.

Cette influence du syndicalisme français qui fit une grande part aux problèmes économiques et professionnels des houilleurs, allait perdre peu à peu de son importance au fur et à mesure que les liens de Fauvieu avec le Parti ouvrier et Defuisseaux se consolidaient.

Fin 1884 et début 1885, Fauvieu est le seul chef, le véritable organisateur de la propagande au Borinage ⁽¹⁾. Le jeune Maroille qui fonde alors sous son influence l'Union syndicale de Frameries ⁽²⁾ n'a à ce moment qu'une importance secondaire. Il faudra l'arrestation de Fauvieu au cours de la grève salariale de février-mars 1885 pour que Maroille s'initie au rôle de meneur. Son influence dépassera dès lors les limites de sa propre commune ⁽³⁾. Lorsque Fauvieu sera libéré en août, il trouvera en Maroille un auxiliaire précieux ; ils entreprendront alors une action commune, Fauvieu à partir de Wasmes, Maroille à partir de Frameries.

Ils seront aidés dans cette œuvre par d'autres ouvriers borains, simples militants dont le rôle sera toujours secondaire. Citons Auquier, Urbain et Devrechin à Frameries ⁽⁴⁾, Delbauve et Abrassart à Wasmes ⁽⁵⁾, Godfrin à Dour et Fabien Gérard à Wihéries ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Il sera le seul chef de la grève de février 1885 et ce jusque son arrestation. A.G.R., *Parquet général*, 223, lettre du procureur du roi à Mons au procureur général du 27 février 1885. A.E.M., *Wasmes*, Police, 667, Lettre polycopiée du gouverneur de la province et envoyée à tous les bourgmestres le 26 février 1885. Son procès le mettra seul en cause.

⁽²⁾ Né à Frameries le 23 novembre 1862, il était alors âgé de 22 ans. Chassé du charbonnage où il était occupé au cours d'une grève, il était marchand de journaux socialistes. Il allait devenir un des chefs les plus influents du socialisme borain. V. SERWY, *La coopération en Belgique*, t. IV, p. 198. L. BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, Bruxelles, 1903, t. II, p. 524. L. COLLARD, *Un procès fameux. Le Grand Complot*, Cuesmes, s.d., p. 37-38.

⁽³⁾ Il donna alors des meetings dans plusieurs communes boraines, à Jemappes notamment. A.G.R. *Parquet général*, 223, lettre du procureur du roi à Mons au procureur général du 19 mars 1885. A.E.M., *Jemappes*, II 683, lettre de la commune adressée au gouverneur de la province du 20 mars. *Gazette de Mons*, 22 mars 1885.

⁽⁴⁾ Nous avons déjà relevé la présence d'Auquier aux côtés de Maroille au cours d'un des premiers meetings de celui-ci à Jemappes en mars 1885 ; on le renseigne alors comme charbonnier ; A.E.M., *Jemappes*, II, 683, lettre de la commune au gouverneur de la province, 22 mars 1885. Ils allaient faire partie tous les trois du comité de la coopérative. Voir par exemple *En avant pour le Suffrage universel*, 5 décembre 1886.

⁽⁵⁾ Ils faisaient partie du comité de la coopérative de Wasmes. A.E.M., *Wasmes*, Police, 667, Copie d'affiche du 16 mai 1886.

⁽⁶⁾ Tous les deux luttaient pour le socialisme dans l'Ouest du Borinage. Leur action remonterait au temps de la première Internationale, voir le discours de Dendal prononcé en avril 1894, un an après leur mort lors des troubles du 17 avril 1893, dans le *Suffrage universel* du 27 avril 1894. Pour Gérard voir aussi V. SERWY, *La coopération en Belgique*, t. IV, p. 153. En ce qui concerne leur intervention au cours de l'année 1886, voir A.G.R., *Parquet général*, 224, lettre du procureur du roi à Mons au procureur général, 12 août 1886 ; 225, Rapport de gendarmerie du 1er août 1886. A.E.M., *Jemappes*, II, 685, lettre au procureur du roi, 17 octobre 1886.

Ainsi à cause du nombre très restreint de meneurs, le renouveau ouvrier n'atteignit pas une force égale dans toutes les communes boraines. Alors que Wasmes et Frameries devenaient les citadelles du socialisme au Borinage, d'autres communes toutes aussi populeuses et industrielles ne se trouvaient qu'au second plan du mouvement faute de vrais organisateurs parmi les habitants. C'est le cas de Jemappes, de Quaregnon et de Pâturages dont la population ouvrière était à l'origine tout aussi sensible à ses problèmes économiques que celle de Wasmes ou de Frameries.

Impuissante devant ce manque d'unité du mouvement, Maroille et surtout Fauviau recherchèrent un appui constant dans une aide extérieure, elle vint d'un intellectuel hennuyer, Alfred Defuisseaux. Celui-ci devint peu à peu leur directeur politique en même temps qu'il acquérait un certain prestige au sein du Parti ouvrier qui venait d'être fondé.

2. *Alfred Defuisseaux, son Catéchisme du Peuple, son journal En avant pour le Suffrage universel et l'évolution de sa politique en 1886.*

Cet avocat d'origine hennuyère, que les socialistes borains appellent « le tribun légendaire » du Borinage ⁽¹⁾ et que l'opposition traîta dès 1886 de « parfait aristo » prêchant la révolution sociale ⁽²⁾, allait prendre sur le mouvement borain une influence prépondérante qu'il garda jusqu'à sa mort en 1901.

Alfred Defuisseaux était né à Baudour le 9 décembre 1843 ⁽³⁾, d'une famille dont le passé politique l'influença fortement. Son grand-père notamment avait proclamé la république à Mons en 1792 ⁽⁴⁾; ce fait déjà à lui seul expliquer ses tendances françaises et son idéal républicain. Pourtant alors que son frère aîné Léon s'engage dans la politique et est élu député de Mons sur la liste libérale en 1870 ⁽⁵⁾, il ne s'occupe pas immédiatement de politique. Inscrit au barreau de Mons dès 1868 ⁽⁶⁾, son activité n'aura qu'un caractère social.

⁽¹⁾ L. COLLARD, *Le Grand Complot*, Cuesmes, s.d., p. 32.

⁽²⁾ *Gazette de Mons*, 1er juin 1886.

⁽³⁾ L. COLLARD, *Le Grand Complot*, p. 33. A. DELATTRE, *Alfred Defuisseaux*, Cuesmes, s.d., p. 27 et 28. Baudour est situé à l'extrême Nord du Borinage.

⁽⁴⁾ *En avant pour le Suffrage universel*, 13 juin 1886. *La République Belge*, 4 novembre 1888. Son père Nicolas fut lui-même sénateur. *Le Peuple*, 4 juin 1886, biographie d'Alfred Defuisseaux par L. Bertrand.

⁽⁵⁾ A. DELATTRE, *Alfred Defuisseaux*, p. 13 à 26.

⁽⁶⁾ Il fit ses études à l'Athénée de Mons puis à l'école des Arts et Manufactures de Liège; enfin il suivit les cours de droit à l'Université de Bruxelles dont il sortit docteur en droit en 1865. A. DELATTRE, *op. cit.*, p. 27 et 28. *Le Peuple*, 4 juin 1886, article biographique par L. Bertrand.

Il se consacre à la défense des victimes du travail et gagne quelques procès retentissants. Le plus connu est celui où la Société d'Hornu et Wasmes fut obligée de verser après des procès qui durèrent depuis quatre ans, plus de cent mille francs de dommages et intérêts aux victimes d'un coup de grisou qui s'était produit à son puits n°3 (1). Cette carrière ne sera pas très longue; en 1875, après le procès Liè-tard, il sera rayé du barreau et condamné à deux ans de prison pour affaires de faux témoignage (2). Il s'exile alors pour échapper à sa peine, voyage en Roumanie, en Italie (3), avant de s'installer en France où il résida à Arcachon de 1878 au 21 novembre 1885 (4). Ce n'est qu'en 1884 qu'il apparaît dans la vie politique belge. Avec son frère qui en 1881 avait démissionné de son siège de député pour protester contre le régime censitaire (5), il participe à la fondation de la Ligue républicaine (6). Fin 1885, il s'établit en Belgique à Attres (7); dès le 2 octobre, il est en relation tout comme son frère, avec Fauvieu qui le convie à des réunions ouvrières au Borinage (8). A partir de ce moment, il parcourt cette région avec le meneur borain et donne des meetings.

La lutte politique l'attire, la formation du Parti ouvrier, le renouveau du socialisme borain lui offrent de grandes chances de se distinguer. Le 25 février 1886, il rappelle son frère de Nice pour qu'il ne le laisse pas lutter « seul » dans le nord « où la révolution et le désir de bien faire existent ». Grand défenseur de l'« action », il est aussi partisan de la « part de gloire ». « Je t'appelle à partager et la part de danger et la part de gloire ... Crois-tu mon cher Léon que la vie seule assure l'immortalité ? » lui écrit-il encore le 25 février (9).

(1) L. COLLARD, *Le Grand Complot*, p. 33. A. DELATTRE, *op. cit.*, p. 27-28. *Le Peuple* 4 juin 1886. — Voir aussi la brochure de Defuisseaux *Mes procès*, Bruxelles, 1886.

(2) *Le Peuple*, 4 juin 1886, *op. cit.*

(3) L. COLLARD, *Le Grand Complot*, p. 139, d'après un article de J. Rolland dans le *Journal de Paris. Le Peuple*, 4 juin 1886.

(4) A.G.R., *Parquet général*, 238, lettre du commissariat de police d'Arcachon et du Procureur de la République au Procureur général, avril 1886.

(5) A. DELATTRE, *op. cit.*, pp. 13-26.

(6) L. COLLARD, *op. cit.*, p. 33. En 1887, Volders l'accusa d'avoir alors signé le manifeste de la Ligue alors qu'il s'agissait d'une œuvre collective. *Le Peuple*, 28 février 1887, article de Volders intitulé *Un triste sire*.

(7) A.G.R., *Parquet général*, 224, rapport du procureur du roi à Mons au procureur général du 30 mars 1886.

(8) A.G.R., *Parquet général*, 238. Copies de correspondances et de pièces saisies lors d'une perquisition chez Defuisseaux.

(9) A.G.R., *Parquet général*, 238, copies de correspondances saisies chez Alfred Defuisseaux lors d'une perquisition.

Ce désir de s'imposer dans la lutte sociale apparaît très nettement dans sa propagande qui ne se limitera pas à un programme de revendications, mais qui veillera constamment à sa popularité personnelle auprès des travailleurs. En 1886, il publie sa brochure *Mes procès*. En s'y présentant en victime comme l'ouvrier, il s'attire habilement sa sympathie (1). Il brosse le procès Liétard comme une machination de la magistrature et des charbonnages contre celui qui « avait osé s'attaquer au capital des actionnaires et leur enlever quelques centaines de mille francs pour les répandre parmi les veuves et les orphelins des ouvriers tués dans les mines » (2). Sa propagande gardera toujours ce caractère personnel. Réfugié en France, de nombreux articles de ses journaux successifs seront de véritables lettres aux Borains, ce qui lui donna un ascendant sur les ouvriers que n'eurent jamais les simples meneurs (3).

Par Defuisseaux, c'est une nouvelle influence française qui va atteindre le Borinage. Celle-ci, toute politique et idéologique, sera plus durable et plus profonde. Pour Defuisseaux, la France c'est avant tout la république, le pays du suffrage universel, c'est la révolution de 1789 et c'est la Commune. Il va être un partisan acharné de la lutte immédiate et inconditionnelle en faveur du suffrage universel. Défenseur de l'action violente (4), il est opposé à toute transaction et sa politique ne cessera d'évoluer dans ce sens dès 1886. Par ses conceptions, il se heurtera au Parti ouvrier au sein duquel il entra dans la lutte en 1885. Immédiatement il se « distingue » avec sa brochure le *Catéchisme du Peuple*, qui parut en mars 1886 en français et en flamand et qui fut distribuée en plus de 200.000 exemplaires dans tous

(1) A. DEFUISSEAUX, *Mes procès*, Bruxelles, Administration du Peuple, 1886, in-12, 16 p. Cette brochure est reproduite dans le livre de Collard consacré au Grand Complot, mais dans son édition de 1893. Il y déclare notamment que l'injustice qui l'a exclu du barreau en 1875 l'a rendu solidaire du travailleur. « Mes souffrances... m'ont fait comprendre d'une manière intime les douleurs des déshérités, des humbles indignement frappés ». A. DEFUISSEAUX, *op. cit.*, p. 3.

(2) A. DEFUISSEAUX, *op. cit.*, p. 8.

(3) Lors de sa fuite en France après sa condamnation pour son *Catéchisme du Peuple* en juin 1886, il écrira dans son journal après avoir expliqué les raisons qui l'ont poussé à prescrire sa peine « En avant donc mes chers amis du Borinage et du Centre, mes écrits se répandront encore et vous porteront la bonne parole d'espérance et de liberté ». *En Avant pour le Suffrage universel*, 13 juin 1886.

(4) Ce fait aura de nombreuses conséquences notamment pour l'organisation ouvrière qu'il néglige tout à fait. Les meneurs borains ne trouveront près de lui aucun appui dans ce domaine.

les centres ouvriers, sa propagande frappe toute la Belgique (1). Cette brochure que l'accusation qualifia de « bélier destiné à briser dans l'âme populaire le respect des institutions et des lois désignées par la force même à l'assaut des foules soulevées » (2), le désigne aux regards de l'autorité; il fut poursuivi et condamné en assises après un procès retentissant. Rédigée très clairement sous forme de questions et de réponses, cette brochure met à la portée de tous la défense de l'égalité de vote. *La Nation*, journal parisien, écrira en juin « ce que l'on reproche à Defuisseaux, ce n'est pas les idées qu'il émet mais on lui fait un crime de les avoir mises à la portée de l'intelligence de la foule » (3). Ses idées en effet n'avaient rien de personnel ni d'original. Comme l'ont dit Vandervelde et Destree dans leur étude consacrée au *Socialisme en Belgique*, « il ne faisait que répéter sous une forme plus heureuse et plus saisissante les vérités banales de la propagande révisionniste » (4). C'était en effet surtout dans la forme, dans le développement du sujet, dans le choix des exemples, dans l'opposition constante de deux classes, les riches et les pauvres, que se trouvait toute l'originalité, toute la violence de Defuisseaux. En pleine crise industrielle, il dénonce l'exploitation du travailleur par le gouvernement; « les lois se font maintenant en Belgique par les riches, pour les riches et contre les pauvres » (5) dit-il et il critique constamment le roi, les hommes au pouvoir et les partis politiques qui « malhonnêtement ne recherchent que leurs intérêts » (6). D'après la correspondance adressée par Fauviau à Defuisseaux, il semble que cette propagande fut prévue pour agir immédiatement sur le peuple et le pousser à la révolte. Le 1^{er} mars, Fauviau écrivait à Defuisseaux « pour le catéchisme, faites tout ce qui est possible pour pouvoir tout soulever »,

(1) A. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme du Peuple*, Bruxelles, 1886, 16 p. *De groote volks-catechismus*. Vrij vertaald naar het fransch, Gand, Vooruit, 1886, in-12, 16 p. Il fut imprimé en 200.000 exemplaires d'après l'accusation, en plus de 250.000 d'après L. COLLARD; l'acte d'accusation fut publié au moment du procès par tous les journaux voir notamment *la Gazette de Mons* du 1^{er} juin 1886 et *En avant pour le Suffrage universel*, du 2 mai 1886.

(2) *La Gazette de Mons* du 1^{er} juin 1886.

(3) *La Nation*, 8 juin 1886.

(4) J. DESTREE, É. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, Paris, 1898, p. 72-73. Il démontre à l'ouvrier l'avantage qu'il retirera du suffrage universel. D'esclave, il deviendra l'homme libre qui vit sous le « régime des lois qu'il s'est volontairement donné ». Le député qu'il se sera choisi combattra l'injuste répartition des impôts, le système de la conscription et il établira des lois qui fixeront les taux des salaires. La solution qu'il propose pour acquérir le suffrage universel n'a alors rien d'anarchiste, il faut adhérer au Parti ouvrier et participer à la manifestation qu'il organise à Bruxelles le 13 juin.

(5) A. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme du Peuple*, p. 2.

(6) A. DEFUISSEAUX, *op. cit.*, p. 8.

quant à lui, il se promettait d'en surveiller la distribution au Borinage car ajoutait-il, « il faut porter les coups aux endroits convenables » (1).

Très vite, les autorités mirent en relation la distribution massive de cette brochure dans tous les centres ouvriers et les troubles de mars (2). Les procureurs du roi à Liège et à Charleroi y voient l'occasion des troubles qui se déroulèrent dans leur département (3). Le 22 mars, le procureur général engage l'enquête contre son auteur (4); à partir de ce moment, Defuisseaux sera sous la surveillance constante de la police (5). Le 7 avril, le procureur général obtient du ministre de la justice l'autorisation de le poursuivre devant la Cour d'assises (6) et le 8, il requiert l'instruction immédiate contre l'auteur et l'imprimeur de cette brochure, inculpés d'avoir attaqué la force des lois et outragé le roi (7).

Le procès qui eut lieu aux assises du Brabant et qui fut présenté par la défense comme le type même du procès de tendance (8), eut

(1) A.G.R., *Parquet général*, 238. Copies de correspondances et de pièces saisies chez Defuisseaux lors d'une perquisition.

(2) D'après les pièces du Parquet et l'acte d'accusation, il fut surtout distribué à Liège, Charleroi, dans le Centre et le Borinage, à Verviers, à Bruxelles et à Gand. Dans la région de Charleroi, il fut distribué à Gosselies, Dampremy, Jumet, Lodelinsart, Châtelineau et Monceau-sur-Sambre. Plus de mille exemplaires auraient été vendus dans cette dernière commune; A.G.R., *Parquet général*, 238. Rapport du parquet de Charleroi du 18 au 26 avril 1886. A Liège, il fut notamment distribué le dimanche 14 mars par les socialistes anarchistes Bernard Bähr et Roman au quai de la Batte; A.G.R., *op. cit.*, rapport du commissariat de police de Liège du 13 mai 1886. A Bruxelles, ce fut « à des milliers d'exemplaires » qu'il fut distribué; A.G.R., *op. cit.*, lettre du procureur général du 22 mars 1886. Pour le Borinage enfin, le 1er mars, Fauviau en réclamait le plus grand nombre possible à son auteur tandis que le lendemain, Maroille en demandait 2.000 pour Frameries; A.G.R., *op. cit.*, copies de correspondances saisies chez Defuisseaux.

(3) A Liège, « il a contribué à surexciter les esprits des anarchistes et des grévistes et a ainsi exercé une action » sur les excès qui furent commis. A Charleroi où le malaise était général, « il ne fallait qu'une allumette pour allumer l'explosion, c'est la brochure qui a produit cet office »; A.G.R., *Parquet général*, 238, les deux rapports datent respectivement du 14 mai et du 7 avril 1886. Voir aussi L. LINOTTE, *Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. Inventaire sommaire des archives de la Sécurité publi- que dans la province de Liège*; Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1964.

(4) A.G.R., *op. cit.*, lettre à tous les procureurs du roi du 22 mars 1886.

(5) A.G.R., *op. cit.*, lettre du procureur du roi à Mons au procureur général du 30 mars 86. Il était surveillé dans tous ses déplacements.

(6) A.G.R., *op. cit.*, lettre du 7 avril 1886.

(7) *Gazette de Mons*, 1er juin 1886. *En avant pour le Suffrage universel*, 2 mai 1886. *Le Peuple*, 4 juin 1886.

(8) Les plaidoiries d'Eugène Robert et de Léon Defuisseaux s'efforcèrent d'établir que « ce n'était pas un homme qu'on voulait frapper mais bien une idée, un principe, le suffrage universel ». Voir notamment *Le Peuple* du 6 juin 1886.

un énorme retentissement dans la presse ⁽¹⁾ et contribua encore à faire connaître le Catéchisme ⁽²⁾.

La condamnation de Defuisseaux à une peine de 6 mois de prison à laquelle il se soustrait en se réfugiant en France, augmenta encore sa popularité dans les milieux ouvriers. Privé d'action directe dans le Borinage et le Centre ⁽³⁾, il se consacra désormais à la propagande écrite grâce à son journal. *En avant pour le suffrage universel* qu'il dirigea de l'étranger. Cet organe hebdomadaire dont le premier numéro était paru le 11 avril ⁽⁴⁾ était imprimé chez Maheu à Bruxelles et avait pour éditeur Plapied ⁽⁵⁾. Il était distribué dans tout le Hainaut mais c'était par excellence le journal du Borinage et du Centre ⁽⁶⁾.

Les meneurs borains Fauviau et Maroille surtout collaboraient à sa rédaction ⁽⁷⁾ et sa vente en gros au Borinage se faisait à Wasmes chez l'imprimeur Théotime Delattre ⁽⁸⁾. Defuisseaux soutenu par son frère Léon ⁽⁹⁾, mène une propagande toujours plus violente. De plus en plus opposé à toutes conciliations, il attaque et dénonce tous les moyens pacifiques qui pourraient amener une amélioration du sort de l'ouvrier. Dès le 25 juillet, il traite la commission d'enquête « de grande mystification dont l'ouvrier sera encore la victime » ⁽¹⁰⁾. Petit à petit, il formule sa politique de la grève générale, seul moyen de résoudre le problème. Cette propagande ininterrompue semble débiter

(1) Les journaux belges, quelle que fut leur opinion, firent une place importante à ce procès et à tous ses débats. *La Gazette de Mons, Le Hainaut, La Réforme, Le Peuple* ... et aussi certains journaux français comme *La Nation*.

(2) L'opposition politiques s'était emparée de ce type de propagande extrêmement simplifiée sous forme de question et de réponse. Il parut notamment *Le nouveau catéchisme du peuple* par J. BELGE, Bruxelles, 9, rue d'Assaut, 1886 (retrouvé aux A.G.R., *Parquet général*, 238) Léon Defuisseaux publia lui aussi son catéchisme; L. DEFUISSEAUX, *Le Catéchisme d'un anarchiste*, Bruxelles, 30, rue des Sables, 1886, in-12, 8 p.

(3) A la demande des autorités belges, les cinq départements français limitrophes de la Belgique lui furent interdits. Cette mesure fut rapportée à la suite des démarches des députés radicaux français auprès du ministère. *La Gazette* (de Bruxelles), 26 février 1887.

(4) *En avant pour le Suffrage universel*, n° 1, 11 avril 1886.

(5) A.G.R., *Parquet général*, 223, lettre du procureur général au procureur du roi à Bruxelles. Dès le 11 août le journal est remarqué en haut lieu pour le caractère violent de sa propagande.

(6) A.G.R., *op. cit.*, d'après les divers documents de l'enquête. Il était très répandu dans l'Est du Borinage; 200 à 300 exemplaires se vendaient à Boussu, Hornu, Quaregnon, Cuesmes, Jemappes, Flénu, Pâturages ... Dans l'Ouest à Dour, Elouges, Wihéries, il était colporté, mais très peu vendu. A.G.R., *op. cit.*, lettre du procureur du roi du 23 août 1886.

(7) Voir notamment les numéros des 18 juillet et 26 décembre 1886.

(8) A.G.R., *op. cit.*, lettre du procureur général au procureur du roi à Mons du 11 août 1886.

(9) Léon Defuisseaux outre ses articles dans le journal de son frère et son propre catéchisme, avait publié en 1887 *Les hontes du suffrage censitaire*, Bruxelles, 1887, in-8°.

(10) *En avant* ..., 25 juillet 1886.

réellement le 21 novembre dans un article intitulé « Les discours du roi et la révolution » (1). Le 5 décembre, il écrit notamment « Cette révolution qui devient pour nous un devoir sacré, nous la ferons par la grève générale, par la grève noire qui ruinera nos conservateurs et les forcera à capituler » (2). Cette révolution politique et sociale n'est pas pour lui une éventualité lointaine, il la veut dans un avenir prochain et la prépare par ses articles. « La grève noire, la grève générale est proche » déclare-t-il le 23 janvier 1887, « il nous faut nous y préparer. C'est la dernière ressource qu'a le peuple pour conquérir ses droits politiques avant de prendre les armes et de se jeter résolument à la gorge des conservateurs qui vivent *par lui et de lui* ». Pour la première fois, il aborde le problème de l'organisation ouvrière et expose sa théorie sur les coopératives qui ne doivent être que des caisses de résistance, des réserves de vivres pour le moment de la grève générale. Selon lui, les bénéfices ne doivent nullement être distribués aux actionnaires, ils doivent uniquement être employés pour « *établir un fonds de réserve pour donner aux ouvriers quand ils seront en grève le pain, la viande, les épiceries pour rien* » (3).

Cette évolution de la politique de Defuisseaux que l'exil semble avoir accélérée, sa propagande et son action sur l'esprit des masses qu'il voulait initier aux idées révolutionnaires eurent des conséquences importantes que nous ne ferons qu'esquisser ici. Tout d'abord son éditeur et son imprimeur furent poursuivis et son journal cessa de paraître (4). Mais surtout, la tactique de Defuisseaux pour l'obtention immédiate du suffrage universel l'opposa au Parti ouvrier dès le mois de février 1887; c'est de cette opposition que naquit le Parti socialiste républicain.

(1) *En avant ...*, 21 novembre 1886.

(2) *En avant ...*, 5 décembre 1886.

(3) *En avant ...*, 23 janvier 1887. Pour faciliter la pénétration de l'idée de grève générale dans la masse, il ira jusqu'à la convaincre de la désaffection de l'armée gagnée assure-t-il aux idées républicaines, « le gouvernement » assure-t-il « n'a plus d'autre solution que la garde civique ». *En Avant ...*, 5 décembre 1886.

(4) Comme le *Catéchisme*, le journal de Defuisseaux attira immédiatement l'attention des autorités. Nous l'avons déjà vu, le 11 août 1886, le procureur général organise les premières recherches à son propos alors qu'il demande d'en recevoir un exemplaire chaque semaine. Devant l'évolution de la politique de Defuisseaux, les autorités n'auront pour but que de faire cesser la parution d'*En Avant*. Le 19 novembre, le procureur général écrivait au ministre de la Justice « A défaut de Defuisseaux actuellement en fuite, il sera fort possible d'atteindre l'imprimeur du journal *En Avant* et de mettre fin ainsi à cette publication dangereuse », A.G.R., *Parquet général*, 225, 19 novembre 1886. L'instruction, le procès eut un retentissement moins grand que celui du *Catéchisme*, ce fut surtout l'occasion pour la presse avancée de critiquer le manque de liberté de presse en Belgique. Voir par exemple *La Réforme* du 4 février.

3. Les délégués du Parti ouvrier et leur propagande au Borinage.

La fondation du Parti ouvrier au début de 1885 ⁽¹⁾ réveilla le mouvement ouvrier au Borinage. Les meneurs borains virent dans cet organisme qui rassemblait tous les groupes ouvriers du pays un gage de force et d'unité pour l'avenir du socialisme borain. En réalité, cette union ne fut pas sans inconvénients. Comme nous le verrons, dès le moment où Fauviau et Maroille acceptèrent le programme du Parti ouvrier qui avait été conçu par des ouvriers bruxellois et flamands dont la situation économique et par conséquent la mentalité étaient différentes de celles des mineurs borains, ils s'éloignèrent des véritables revendications des leurs. Une faiblesse allait ainsi en engendrer une autre.

La première trace d'un lien entre les socialistes borains et les délégués de ce parti date de mars 1885 ; c'est la venue au Borinage de Jean Volders qui continua le propagande et la direction du mouvement de grève ⁽²⁾. Nous n'avons pu déterminer si cette relève était due à des liens préexistant entre le meneur borain et le rédacteur de *La Voix de l'Ouvrier* ou si elle n'en fut que l'origine ⁽³⁾. Nous n'avons pu que constater l'évolution du mouvement dès l'arrivée du Bruxellois. Il va en effet introduire un principe nouveau au Borinage, celui de la solidarité ouvrière. Il propose aux grévistes d'envoyer des émissaires dans les autres bassins miniers afin de les faire adhérer à leur mouvement et à leurs revendications ⁽⁴⁾. Pour éveiller cette idée de solidarité, il organise des distributions de pommes de terre et de pains provenant des boulangeries coopératives existant déjà ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ On considère comme date de sa fondation le 9 avril 1885, c'est-à-dire quelques jours après le premier congrès ouvrier qui se tint à Bruxelles les 5 et 6 avril 1885 ; J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, Paris, 1898, p. 11. *Compte rendu du Congrès national ouvrier du 5 et 6 avril 1885 à Bruxelles*, Bruxelles, 1885.

⁽²⁾ A.G.R., *Parquet général*, 223, lettre du procureur du roi à Mons au procureur général du 19 mars 1885. Il accuse Volders d'entretenir le mouvement par des meetings journaliers dans les communes où sévissait la grève.

⁽³⁾ Les socialistes bruxellois et flamands avaient coutume de venir organiser des meetings au Borinage, lorsqu'il y avait de fortes grèves. C'est en 1879 qu'ils y vinrent pour la première fois lors de la grève qui suivit le coup de grisou de l'Agrappe à Frameries. *Le Peuple*, 20 décembre 1885, article de L. Bertrand sur le Borinage. L. COLLARD, *Le Grand Complot*, Cuesmes, 1931., p. 30 Nous pouvons donc peut-être voir ici une simple décision du Parti socialiste tout comme antérieurement, sans qu'il y avait eu appel de la part des Borains.

⁽⁴⁾ A.E.M., *Wasmès, Police*, 667, rapport du bourgmestre sur un meeting prononcé dans sa commune par Volders le 3 mars 1885, rapport envoyé au gouverneur le même jour.

⁽⁵⁾ D'après Bertrand, 33.000 kilos de pains furent distribués provenant de Gand, de Bruxelles et de Verviers ; L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, Bruxelles, 1907, t. II, p. 370. Voir aussi A.E.M., *Wasmès, Police*, 667, dépêche du bourgmestre au gouverneur du 18 mars 1885. *Gazette de Mons*, 18 mars 1885, d'après cette dernière la boulangerie du Vooruit envoya 10.000 pains.

Soutenu par Falleur, Ansele et Destrée, il prêche la nécessité de solides groupements ouvriers et de la fondation d'une fédération de mineurs (1). Il deviendra ainsi pour le Borinage houiller et surtout pour ses meneurs socialistes le symbole d'un nouveau parti pour qui il ne peut y avoir de victoire ouvrière sans une solide organisation professionnelle. Aussi en 1885 et 1886, Fauviau et Maroille en espèrent surtout une aide pour organiser solidement les charbonniers.

Désormais, le lien est établi et il n'allait plus être interrompu. En avril, cinq groupements borains sont représentés au premier congrès du parti et ils lui réclament son aide et son appui (2). En août, Fauviau organise des meetings où il défend le Parti ouvrier et son programme (3). Fin de l'année, l'union s'affirme davantage. Fauviau est en relation constante avec Ansele et Volders (4). Le 12 décembre, il écrit à Defuisseaux « je crois ne plus avoir rien à demander aux partis les plus avancés, notre force personnelle nous suffira » (5). En réalité, il se rapprochait de plus en plus du Parti ouvrier au sein duquel il était certain de trouver le soutien le plus efficace pour l'organisation des travailleurs. Cette union entre les mineurs borains et le Parti fut concrétisée en février par l'adresse votée par les coopérateurs du Pâturages sur la proposition de Fauviau et de Defuisseaux. Envoyée aux Gantois du Vooruit et aux ouvriers des Flandres, elle les assure de l'appui des mineurs borains dans leur lutte pour l'obtention du suffrage universel (6). Dès ce moment, la plupart des sociétés ouvrières qui furent créées s'affilièrent au Parti (7) et le Borinage fut représenté au Conseil général par Fauviau.

L'année 1886 vit de nombreux échanges entre le Borinage et Bruxelles pour la propagande. De nombreux meetings furent donnés dans le Couchant de Mons grâce à la collaboration des délégués du

(1) A.E.M., *Jemappes*, II, 683, rapport des autorités communales sur les meetings des 12 et 14 mars 1885.

(2) *Compte rendu du Congrès national ouvrier du 5 et 6 avril 1885 à Bruxelles*, Bruxelles, 1885, p. 58.

(3) A.E.M., *Jemappes*, II, 684, rapport dressé par l'administration communale sur un meeting donné à Jemappes le 31 août 1885 et envoyé au Procureur du roi à Mons ... « Le suffrage universel doit être l'objectif de tous nos efforts » y déclara Fauviau.

(4) A.G.R., *Parquet général*, 238, copies de correspondances saisies chez Defuisseaux lors d'une perquisition.

(5) *Ibidem*.

(6) *Le Peuple*, 19 février 1886.

(7) Outre celles de Wasmes et de Frameries, citons les coopératives de Quaregnon ; *Le Peuple*, 15 août 1886 ; de Jemappes, A.Z.M., *Jemappes*, II, 685 ; de Pâturages qui fut la seule à participer au congrès des coopératives socialistes de Gand en février 1887 ; *Le Peuple*, 21 février 1887.

parti : Verrycken (1), Defnet (2), Van Loo (3), Brynaert (4), Renard (5), Bonne (6), Minne (7), Moreau (8), Maheu (9), Pishout (10) et Rochette (11) Mais ces délégués ne vinrent pas au Borinage pour organiser une fédération nationale des mineurs que Volders avait préconisée en mars 1885, ni pour soutenir les Borains dans leur lutte économique. Ils limitèrent leur propagande à leur propre programme, c'est-à-dire le suffrage universel et la lutte à long terme pour son obtention. Cette politique n'allait pas sourire au Borinage ouvrier; fin 1886, il avait derrière lui deux ans de crise industrielle et de misère. En avril 1886, Fauviau déjà avait attiré l'attention du congrès ouvrier sur la situation économique du mineur; en le poussant à des grèves partielles successives, elle l'empêchait de soutenir et d'approuver une lutte de longue durée (12). On se trouve ici devant une des causes de l'adhésion du Borinage socialiste à la politique de grève générale immédiate de Defuisseaux.

B. L'ADAPTATION D'UNE ORGANISATION OUVRIÈRE INSPIRÉE DU PARTI OUVRIER AU MOUVEMENT BORAIN LA SUPRÉMATIE DES BOULANGERIES COOPÉRATIVES

Le mouvement ouvrier se concrétisa en 1885 et 1886 par la création d'associations ouvrières toutes inspirées par l'exemple du Parti ouvrier (13).

Au Borinage, ce fut la coopération qui l'emporta sur les autres types d'organisation; la première fédération des sociétés ouvrières

(1) A.E.M., *Jemappes*, II, 685, rapport sur une manifestation de Jemappes du 17 octobre 1886.

(2) A.G.R., *Parquet général*, 225, rapport de gendarmerie sur les meetings du 1er août 1886 à Cuesmes et à Frameries.

(3) *Le Peuple*, 29 septembre 1886.

(4) A.E.M., *Jemappes*, II, 685, *op. cit.*

(5) A.E.M., *Jemappes*, II, 685, *op. cit.*

(6) *Le Peuple*, 4 septembre 1886.

(7) A.E.M., *Jemappes*, II, 685, meeting du 8 août.

(8) *Gazette de Mons*, 2 juin 1886, meeting du 30 mai.

(9) A.E.M., *Wasmes*, Police, 667, copie d'affiche d'un meeting donné le 16 mai 1886.

(10) *Le Peuple*, 11 août 1886, meeting du 8 août.

(11) A.G.R., *Parquet général*, rapport de gendarmerie sur un meeting ayant eu lieu le 8 août.

(12) *Le Peuple*, 15 juin 1886, rapport du congrès.

(13) Celui-ci groupait et fondait alors des syndicats, des ligues ouvrières politiques et des coopératives. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, Bruxelles, t. 1, pp. 380-381. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, Paris, 1898, pp. 23-54.

boraines qui fut définitivement établie le 2 janvier 1887 groupait presque uniquement des boulangeries coopératives (1).

Les groupements syndicaux remportèrent en effet très peu de faveur dans le bassin du Couchant de Mons (2). La mentalité ouvrière du mineur borain n'avait encore aucune maturité. Ce fait joint à son manque d'instruction et à sa situation économique l'empêchait d'adhérer à un organisme qui ne lui aurait rapporté un avantage qu'en cas de grève (3).

C'était exiger de lui un effort dont il n'était pas encore capable que de lui demander de verser régulièrement une cotisation pour lui constituer une réserve qui l'aiderait à supporter une grève encore lointaine. Ajoutons à cette première cause l'opposition des patrons charbonniers à la formation d'associations professionnelles ouvrières. Les délégués ouvriers en 1886 y insistèrent fortement lors des séances de la commission d'enquête au Borinage, lorsqu'ils réclamèrent la reconnaissance par la loi de ce type d'association (4). Tout ceci explique l'existence éphémère des caisses de résistance. Bien souvent formées en cas de grèves, elles se disloquaient et disparaissaient avec elles, car elles n'avaient alors plus de raison d'être pour la plupart de ceux qui y avaient adhéré. C'est ce que Vandervelde et Destree appellent le « flux et le reflux » des syndicats de mineurs (5). Ce fut le sort des groupes professionnels de la Chambre syndicale qui fut ébauchée par Fauviau au Borinage fin 1884 (6), et quelque peu renforcée sous la pression de Volders en mars 1885 (7). L'Union Minière de Frameries, l'Union des mineurs de Jemappes, les Ouvriers mineurs de Pâturages et l'Union des mineurs de Wasmes s'effritèrent après la grève de février-mars 1885 ; en avril, leurs délégués au premier congrès du Parti ouvrier lui réclament son aide pour organiser solidement les mineurs. Ces demandes d'aide vont se répéter constamment au cours

(1) *Le Peuple*, 5 janvier 1887.

(2) Ce fait sera une constante dans l'histoire sociale du Borinage de la fin du XIXe et du début du XXe. En 1904, au congrès de la fédération nationale des mineurs. A. Cantineau qui faisait un rapport sur l'organisation syndicale dans le bassin de Mons déclara « De tous les groupements ouvriers, c'est l'organisation syndicale qui semble avoir le moins de prise sur l'ouvrier borain ». *L'Ouvrier Mineur*, décembre 1904.

(3) Les syndicats étaient évidemment à l'origine de simples caisses de résistance. Les syndicats à base multiple n'apparaîtront au Borinage qu'au début du XXe siècle.

(4) *Enquête de la Commission du travail*, Bruxelles, 1887, t. II, section E, pp. 1 et 2.

(5) J. DESTREE et E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, p. 33.

(6) *Compte rendu du congrès national ouvrier du 5 et 6 avril 1885 à Bruxelles*, Bruxelles, 1885, p. 2.

(7) *Compte rendu ...*, p. 57.

de ces deux années. Dès sa libération en août 1885, Fauviau secondé par Maroille se consacra à la réorganisation des caisses de résistance ⁽¹⁾, cette lutte sera longue et stérile, le Parti ouvrier n'y contribuant en aucune manière. En juillet 1886, Fauviau n'est encore parvenu à aucun résultat, les associations syndicales ne sont toujours qu'en voie de formation ⁽²⁾. Maroille, dans le *Peuple* ⁽³⁾ et dans le journal de Defuisseaux *En avant pour le Suffrage universel* ⁽⁴⁾ ne cesse de demander l'aide du parti pour constituer au Borinage une solide organisation syndicale qui permettrait au mouvement ouvrier de prendre réellement son essor.

Entretemps, devant les difficultés qu'ils rencontraient dans la formation de tels groupements et le peu d'aide qu'ils leur apportaient pour l'extension du socialisme au Borinage, Fauviau et Maroille vont se tourner vers la coopération, association existant au sein du Parti ouvrier ⁽⁵⁾. Sous l'impulsion et la propagande de Fauviau, des coopératives seront créées dans la plupart des communes boraines ; adaptées à la mentalité du mineur borain, ces boulangeries seront à la fois caisses de résistance et ligues politiques.

Pour le houilleur, la boulangerie avait plus d'attrait qu'une simple caisse de résistance, car elle offrait des avantages immédiats et continus.

(1) A.E.M., *Jemappes*, II, 684, rapport des autorités communales sur un meeting qui avait été donné le 2 août dans la commune par Fauviau et Maroille. Les deux meneurs y prêchèrent la nécessité de l'union des mineurs et conviaient les mineurs à un meeting qui devait avoir lieu le dimanche suivant à Wasmes pour « former les groupes pour la caisse de résistance ». Ces meetings attiraient peu de monde ; à Jemappes notamment une centaine d'ouvriers seulement étaient présents.

(2) *Enquête de la Commission ...*, t. II, section E, pp. 1 et 2. Des meetings qu'il donna à Wasmes à cette période, c'est-à-dire en juillet, il ressort également que ses nouvelles tentatives avaient encore échoué. Il avait même tenté de grouper les petits commerçants dans cette chambre syndicale. A.G.R., *Parquet général*, 225, rapport de gendarmerie sur un meeting qui fut tenu à Wasmes le 1er août 1886 par Fauviau.

(3) *Le Peuple*, 21 juin 1886.

(4) *En avant ...*, 26 décembre 1886.

(5) Il ne faut pas voir ici une influence de Defuisseaux. Il n'a jamais pris à l'organisation effective des ouvriers et, de plus, il était opposé à ce type d'association. D'après lui, elles auraient pour conséquence de faire encore baisser les salaires, les patrons se disant que l'ouvrier peut désormais se nourrir d'une façon moins coûteuse. « ... le patron, dans son égoïsme féroce, dira : l'ouvrier peut se nourrir, se vêtir, à meilleur compte ; nous allons donc diminuer le salaire de l'ouvrier » expose-t-il dans *En avant pour le Suffrage universel* du 23 janvier 1887 dans un article intitulé *Le But des sociétés coopératives*. Il ne faut pas voir ici non plus d'influence française ; ce type d'association existait dans le Nord de la France depuis 1880, année où la première coopérative fut fondée à Roubaix. Mais, fait intéressant, cette initiative avait été due à des ouvriers de Gand, anciens adhérents du Vooruit étaient venus travailler en France. G. MARLIERE, *Les coopératives du Nord et du Pas-de-Calais*, Saint-Amand-les-Eaux, 1933, p. 29.

Tout d'abord, du pain et de la farine ⁽¹⁾ au meilleur prix. A Wasmes, les socialistes auraient été jusqu'à vendre leur pain 7 centimes moins cher que dans les autres coopératives du Parti ouvrier ⁽²⁾. Les statuts coopératifs furent rédigés et élaborés au Borinage avec le dessein d'attirer le plus grand nombre possible d'actionnaires en leur offrant plus d'avantages que dans n'importe quelle autre boulangerie du parti; ils prévoyaient la distribution de la moitié des bénéfices annuels aux membres au prorata de leurs achats ⁽³⁾ et ils acceptèrent le principe du crédit ⁽⁴⁾. De plus, en temps de grève, elle se transforme en caisse de secours selon la théorie de Defuisseaux; au cours de sa propagande en faveur de la coopération, Fauviau la préconise « comme seul moyen de résistance au moment de la grève générale » ⁽⁵⁾.

Pour les organisateurs du mouvement ouvrier borain, la coopération avait aussi des avantages. En attirant et en groupant les mineurs en tout temps, elle facilitait le recrutement des ouvriers au mouvement socialiste. Le 21 novembre 1885, alors qu'il vient de fonder la coopérative de Wasmes, Elysée Fauviau écrit à Alfred Defuisseaux « par ce moyen, je connais les hommes d'initiative » ⁽⁶⁾. La coopération permettait aussi aux meneurs d'occuper et de donner du travail à ceux qui, pour leur action ouvrière, avaient été exclus des charbonnages où ils étaient employés.

Ainsi, pour Fauviau et Maroille, les coopératives devaient devenir les piliers du socialisme, les centres de propagande et de l'action ouvrière de toutes les communes où elles seraient créées. Dès la fin de 1885, en effet, ce fut le système de la décentralisation qui préva-

(1) La vente de la farine était importante au Borinage; d'après Bertrand, de nombreuses ménagères cuisaient alors leur pain chez elles. L. BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, t. II, p. 523.

(2) *Avenir social*, novembre 1901, p. 646. Destrée et Vandervelde ont montré les politiques différentes des coopératives flamandes et wallonnes. Les premières tendaient à faire de gros bénéfices pour accélérer leur propagande. Les autres essayaient surtout d'attirer la clientèle en réduisant les prix de vente. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, p. 39.

(3) L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, pp. 527-528.

(4) Le système du crédit resta très vivace dans les coopératives boraines, jusqu'à la première guerre mondiale. *La coopération*, 15 juillet 1911.

(5) A.G.R., *Parquet général*, 225, rapport de gendarmerie sur un meeting de Fauviau à la Bouverie le 12 juillet 1886.

(6) A.G.R., *Parquet général*, 238, copies de correspondances et de pièces saisies chez Defuisseaux lors d'une perquisition.

lut (1). Fauvieu créa la première boulangerie à Wasmes (2). Le 22 septembre, Maroille suivit son exemple à Frameries où il fonda l'Union Progrès et Economie avec le capital de 35 ouvriers (3). La fin de l'année voit naître les coopératives de Pâturages et de Cuesmes (4). En 1886, Fauvieu continua sa propagande coopérative dans les communes voisines, à Quaregnon (5), Hornu (6), Boussu (7), La Bouverie (8), Wasmuel (9). Elle aboutit à Quaregnon (10), Jemappes (11), Bois-de-Boussu (12) et Dour (13). D'autres furent ébauchées cette année-là à Hornu, Eugies, Flénu et La Bouverie (14) mais elles n'eurent alors aucune existence réelle et on considère leur fondation comme ultérieure (15). La coopération socialiste se localisa ainsi dans la région centrale du Borinage; Dour mis à part, l'Ouest n'eut que quelques ligues ouvrières (16).

Nouvelle conséquence de la pénurie de meneurs, toutes ces coopératives eurent des destinées bien différentes selon la valeur de leur organisateur. Si celles de Frameries et de Wasmes eurent à leur

(1) Les meneurs attendaient de ces organismes un contact direct et journalier du socialisme et des ouvriers au sein de chaque commune boraine. Par ailleurs, le mouvement n'était pas financièrement assez fort pour créer une coopérative unique qui aurait pu rayonner dans tout le Borinage.

(2) Nous ne connaissons pas la date exacte de sa fondation, mais toutes les sources la considèrent comme la première coopérative qui fut créée au Borinage. Voir notamment L. BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, t. II, p. 523.

(3) L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, pp. 526-527. V. SERWY, *La coopération en Belgique*, Bruxelles, 1952, t. IV, p. 198.

(4) *Le Peuple*, 10 janvier 1886; il les renseigne toutes les quatre et annonce l'ouverture prochaine d'une cinquième à Jemappes.

(5) A.G.R., *Parquet général*, 224, rapport de gendarmerie d'un meeting tenu à Quaregnon le 10 mai 1886 par Fauvieu.

(6) A.G.R., *Parquet général*, 225, rapport de gendarmerie d'un meeting tenu à Hornu le 20 juin 1886 par Fauvieu.

(7) A.G.R., *op. cit.*, 225, rapport de gendarmerie d'un meeting tenu le 4 juillet à Boussu par Fauvieu.

(8) A.G.R., *op. cit.*, 225, rapport de gendarmerie d'un meeting tenu le 12 juillet à La Bouverie par Fauvieu.

(9) A.G.R., *op. cit.*, 225, rapport de gendarmerie d'un meeting tenu le 12 juillet à Wasmuel par Fauvieu.

(10) *Le Peuple*, 11 juillet 1886.

(11) A.E.M., *Jemappes*, II, 685, rapport du 3 juin et 17 octobre 1886.

(12) *Avenir social*, 1905, p. 187.

(13) *En avant pour le Suffrage universel*, 4 novembre 1886.

(14) *Le Peuple*, 9 juin 1886.

(15) L. BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, t. II, p. 523.

(16) Ce fut le cas à Wihéries où agissait Fabien Gérard; *En Avant ...*, 19 décembre 1886. Et à Thulin, *Le Peuple*, 5 mars 1887; à Monsville, à Wasmes et aussi à Flénu; A.E.M., *Jemappes*, II, 685, rapport du 17 octobre 1886.

tête des hommes capables qui surent faire face aux difficultés ⁽¹⁾, la plupart n'eurent comme organisateurs que de simples militants ⁽²⁾ incapables de s'occuper sérieusement de la comptabilité et surtout d'organiser une propagande active. Les sociétés de Wasmes et de Frameries n'eurent déjà qu'une importance tout à fait modeste comparée à celles du parti. Leurs premiers bilans se clôturaient respectivement par un bénéfice de 3.111 ⁽³⁾ et 4.029 frs ⁽⁴⁾. Leur seul mérite fut de se maintenir en luttant et en organisant une propagande effective.

Dès la fin de l'année, Maroille, dans le journal de Defuisseaux, accuse la faiblesse du mouvement dans certaines communes où rien n'est fait pour propager le socialisme dans la classe ouvrière ⁽⁵⁾. Il accuse certains militants de n'organiser ni meeting ni réunion. Ce fut pour remédier à la faiblesse du mouvement ouvrier et à son manque d'unité que fut tentée une fédération des sociétés ouvrières du Borinage. Cette fédération est définitivement établie le 2 janvier 1887 ⁽⁶⁾, ses préoccupations se limitent à un renforcement du socialisme dans le bassin par une nouvelle campagne de propagande ⁽⁷⁾ et la création de cercles de jeunes socialistes ⁽⁸⁾. Pour établir un lien entre toutes

(1) Tout comme les syndicats, elles rencontrèrent dans certaines communes, l'opposition des charbonnages. Certaines administrations houillères avaient d'ailleurs organisé leur coopérative ouvrière. A Dour notamment, une coopérative fut créée sur la proposition de Liga, ingénieur en chef au charbonnage de l'Ouest de Mons. Les actions y étaient de 100 fr payables 5 fr par mois; *En Avant* ..., 21 novembre 1886. Dans cette commune, l'opposition semble avoir été plus forte. En avril 1887, Mascart, directeur au charbonnage de l'Ouest de Mons aurait sommé Drouzie, secrétaire de la boulangerie coopérative socialiste de Dour, de quitter sa place de porion au charbonnage ou celle de secrétaire; *Le Combat*, 3 avril 1887. Ces coopératives s'attiraient en plus l'antipathie des petits commerçants. L. BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, t. II, p. 527.

(2) Citons Auguste Capron, ouvrier mineur à Cuesmes; V. SERWY, *La coopération en Belgique*, t. IV, p. 109. Eliévin Capron ouvrier mineur à Jemappes; V. SERWY, *op. cit.*, t. IV, p. 110. Alfred Dendal, ouvrier mineur à Boussu-Bois; V. SERWY, *op. cit.*, t. IV, p. 130. Stiévenart à Dour; *En Avant* ..., 21 novembre 1886.

(3) *En Avant pour le Suffrage universel*, 26 décembre 1886. La coopérative de Frameries en juillet ne groupait que 200 membres; *Enquête* ..., t. II, section E, p. 2 et 3. Déclaration de Maroille à la séance régionale tenue à Pâturages le 18 juillet 1886. Maroille, préoccupé par l'absence de syndicat, créa la première mutualité boraine au sein de sa propre coopérative en juillet 1886; *La Liberté*, 8 janvier 1888. Ce système allait prendre une grande extension dans la suite au Borinage.

(4) *Gazette de Mons*, 7 février 1887. En 1886, cette coopération acquit un nouveau local. D'après L. Bertrand, début 1887, elle aurait groupé un millier de membres. Nous estimons ce chiffre tout à fait exagéré. L. BERTRAND, *Histoire de la coopération* t. II, p. 523.

(5) *En Avant* ..., 26 décembre 1886.

(6) *Le Peuple*, 1er et 5 janvier 1887.

(7) *Le Peuple*, 5 janvier 1887; *En Avant* ..., 23 janvier 1887.

(8) La fin du mois de janvier vit naître de ces groupes à Cuesmes, Wasmes, Quaregnon et Frameries. *Le Peuple*, 23 janvier 1887.

les coopératives et pallier ainsi le manque d'unité du mouvement, le comité fédéral devait s'adresser aux meuneries afin d'acheter en bloc et à des conditions avantageuses la farine dont les sociétés avaient besoin (1). Mais la scission qui se dessina au sein du Parti ouvrier dès le mois de février brisa net cette action, le mouvement perdit momentanément l'unité que ses meneurs voulaient lui donner.

C. LA MENTALITÉ OUVRIÈRE AU BORINAGE ET LES CONSÉQUENCES DE LA PRÉDOMINANCE DU POLITIQUE SUR L'ÉCONOMIQUE DANS LE PROGRAMME DES SOCIALISTES BORAINS

Le programme des socialistes borains fut caractérisé et ce, dès le mois d'août 1885, par la prédominance du politique sur l'économique. L'entrée des meneurs au sein du parti ouvrier, l'influence de Defuisseaux orientèrent le Borinage vers la lutte pour le suffrage universel. Nous l'avons vu lors de l'historique des liens entre le Parti et Fauviau dès le mois d'août 1885, des meetings furent donnés avec à l'ordre du jour le programme du nouveau parti (2). La propagande qui fut menée à partir de cette date avait surtout pour but de familiariser le mineur avec l'idée de la nécessité de l'égalité de vote. Elle se fit surtout oralement par des meetings (3), mais aussi par la presse et les écrits de Defuisseaux ; elle correspondait d'ailleurs aux grandes lignes du *Catéchisme* : toute réforme, toute amélioration du sort économique de l'ouvrier comme l'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail ne viendrait que du suffrage universel, et c'était donc par la conquête de celui-ci que devait commencer la lutte ouvrière

Pour le Parti, la lutte ne devait pas être immédiate, il fallait une sérieuse préparation afin d'assurer la victoire. Comme l'écrivit César de Paepe en 1887 lors de la scission du Parti ouvrier, c'est par « l'organisation et la discipline » que « les travailleurs belges pourront met-

(1) *Le Peuple*, 2 janvier 1887.

(2) A.E.M., *Jemappes*, II, 684, rapport dressé par l'administration communale sur un meeting donné à Jemappes le 31 août 1885 et envoyé au procureur du roi à Mons ... « Le Suffrage universel doit être l'objectif de tous nos efforts » y déclara Fauviau.

(3) Nous avons relevé 51 meetings pour l'année 1886 au Borinage, les réunions de comités de coopératives ou ligues ouvrières étant exclues. Sur cette cinquantaine de meetings, 10 furent donnés à Frameries, 13 à Wasmes, 5 à Quaregnon, 4 à Pâturages, 3 à Jemappes, 3 à Hornu, 2 à Cuesmes, 2 à Boussu, 2 à La Bouverie, 2 à Wasmuel, 1 à Eugies, 2 à Dour, 1 à Wiheries. Ces chiffres témoignent exactement de l'importance du socialisme dans chaque commune du bassin. Pour les meetings, voir *Le Peuple, En Avant pour le Suffrage universel, la Gazette de Mons* de 1886. A.E.M., *Jemappes*, II, 684-685; *Wasmes, Police*, 667. A.G.R., *Parquet général*, 224-225.

tre au service de la conquête des droits politiques cette arme de la grève légale et générale » (1). Profitant ainsi « des diverses occasions qui lui furent offertes pour indiquer les différences capitales de principes et de tactiques qui le distinguaient des anarchistes révolutionnaires » (2), le parti organisa, en 1886 à Bruxelles, une manifestation nationale de tous les travailleurs en faveur du suffrage universel. D'abord fixée au 13 juin mais ayant été interdite par le bourgmestre de Bruxelles, elle fut reportée au 15 août. Cette revendication d'ordre politique eut au Borinage un certain retentissement. Les meetings, surtout dans les périodes de propagande active qui précédèrent le 13 juin et puis le 15 août, réunissaient facilement un millier de personnes (3); et les manifestations qui furent organisées à Wasmes et à Frameries pour préparer la manifestation nationale de Bruxelles en rassemblèrent plusieurs milliers.

Le 15 août vit lui-même un millier de Borains à Bruxelles. Le procureur du roi à Mons estime le nombre de Borains ayant pris le départ pour la capitale à 1.300 (4). Le 12 déjà, il avait donné la répartition des inscriptions (5); la liste n'était pas encore complète, elle néglige certaines communes comme celle de Jemappes dont la coopérative délégua 50 houilleurs (6); pourtant, elle est intéressante car elle révèle le résultat de la propagande au sein de chaque commune et les réactions de la population ouvrière de chacune d'elles à la date du 12 août. Elle nous permet de constater une nouvelle fois l'opposition entre l'Est et l'Ouest du Borinage et l'importance à l'Est des communes comme Frameries et Wasmes. Frameries venait en tête avec 400 inscrits qui devaient être conduits par Maroille et Auquier, suivaient Wasmes et Pâturages avec 290 ouvriers et Fauviau; étaient encore inscrits 20 mineurs à Cuesmes, 20 de Boussu et 10 d'Hornu; enfin à la date du 12, l'Ouest déléguait 40 houilleurs de Dour, Elouges et Wihéries.

(1) J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, Paris, 1898, pp. 87-88.

(2) J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *op. cit.*, p. 83.

(3) *Le Peuple, En Avant pour le Suffrage universel, La Gazette de Mons*, mai, juin, juillet et août 1886. A.E.M., *Jemappes*, II, 685; *Wasmes, Police*, 667. A.G.R., *Parquet général*, 224 et 225.

(4) A.G.R., *Parquet général*, 224, télégramme du procureur du roi à Mons au procureur général du 15 août 1886.

(5) A.G.R., *op. cit.*, 224, rapport du procureur du roi à Mons au procureur général du 12 août 1886.

(6) A.E.M., *Jemappes*, II, 685, télégramme de la commune au procureur du roi à Mons le 15 août 1886.

L'action de Fauviau et de Defuisseaux n'était pas dénuée de violence et n'était pas faite pour calmer les esprits, il semble d'ailleurs que toute revendication et toute effervescence étaient faites pour plaire aux Borains (1). Les troubles de mars 1886 furent cependant peu importants au Borinage. Le rapport sur la répression des troubles dans les provinces de Hainaut et de Liège, de mars et d'avril 1886, rédigé par Vandersmissen, donne très peu d'importance aux désordres qui eurent lieu dans le Couchant de Mons (2). La grève qui se déclencha alors fut courte et ne prit aucune extension. C'est le 27 mars qu'elle débuta (3) et le 2 avril, le procureur la considère comme terminée (4). Le mouvement qui était parti des charbonnages de Jemappes et de Cuesmes se propage presque uniquement aux puits de Frameries et de Wasmes (5). L'arrivée immédiate des troupes (6), les mesures de Vandersmissen qui visaient à empêcher Defuisseaux et Fauviau de continuer leur propagande pour le suffrage universel (7), les augmentations de salaires qui furent accordés aux charbonnages des Produits, au Levant de Flénu à Cuesmes et à Crachet Picquery à Frameries (8), arrêtaient le mouvement.

Cette prédominance du politique dans le programme des socialistes borains fut facilitée par l'échec des grèves économiques de 1885 et 1886.

(1) Dans certains meetings, Fauviau se déclarait révolutionnaire. « Je suis révolutionnaire ... et je veux la révolution. J'ai fait six mois de prison pour la cause de l'ouvrier et je suis prêt d'en faire plus encore pour la gagner » disait-il à Wasmes dans le meeting du 21 avril 1886. A.G.R., *Parquet général*, 225, rapport du procureur du roi à Mons au procureur général.

(2) M.R.A., *Troubles en 1886*, 42.

(3) M.R.A., *Troubles en 1886*, 42.

(4) A.E.M., *Parquet général*, 224, rapport du procureur du roi à Mons au procureur général du 2 avril 1886. A la même date, le commandant des troupes qui avaient été réparties dans le Borinage demandait par courrier à tous les bourgmestres, leur « opinion sur l'opportunité de retirer les troupes de leur commune ». A.E.M., *Wasmes, Police*, 667.

(5) M.R.A., *Troubles en 1886*, 42, rapport de gendarmerie. Voir aussi la presse. *Le Peuple, La Gazette de Mons ...*, du 27 mars au 2 avril. Voir aussi les archives communales. A.E.M., *Wasmes, Police*, 667; *Jemappes*, II, 685. Ainsi que les archives des mines. A.G.R., *Inspections générales des mines*, 307.

(6) M.R.A., *Troubles en 1886*, 42. Rapport de Vandersmissen et rapports de gendarmerie; ces troupes furent cantonnées dans tout le Borinage, à Wasmes, à Hornu, Pâturages, Boussu, Frameries, Bois-de-Boussu, Dour, Wasmes, Warquignies, Flénu, Jemappes, Quaregnon (village), Cuesmes et Frameries. Il y avait ainsi 99 officiers et 2.528 soldats.

(7) Vandersmissen avait décrété que « tout anarchiste connu trouvé sur le territoire d'une commune en grève sera reconduit à son domicile ». *La Gazette de Mons* du 6 et 7 avril 1886. C'est le 4 avril que la mesure fut appliquée pour Fauviau et Defuisseaux. Ils furent arrêtés et reconduits chacun dans leur commune respective. M.R.A., *Troubles en 1886*, 42, télégramme de Vandersmissen au ministre de la Guerre du 4 avril 1886.

(8) *Le Peuple*, 3 avril 1886.

En effet, à l'origine, la fluctuation des salaires guidait essentiellement le mineur dans le Couchant de Mons (1). Son manque de maturité ouvrière, nous l'avons vu, l'empêchait d'adhérer à un groupement professionnel; de plus, il le poussait à des grèves soudaines, grèves de misère qui éclataient subitement, sans préparation préalable. Fauviau avait bien compris cette attitude de l'ouvrier borain. Dès son retour de France, il adapta sa propagande à la situation économique des mineurs. La commission de la Chambre syndicale qu'il tenta de créer « défendrait les griefs et les droits des houilleurs borains » (2). La grève de février et mars qu'il « suggéra et entretint » (3) fut donc très proche des grèves antérieures. L'élément nouveau fut l'unification et la centralisation du mouvement grâce à une propagande ininterrompue. Cette grève fut surtout intense dans l'Est du bassin, là où les plus fortes densités de population et d'industrie étaient concentrées. Elle dura six semaines, et eut un énorme succès parmi la classe ouvrière parce qu'elle correspondait à sa mentalité. Partie du charbonnage du Levant de Flénu à Cuesmes le 18 février (4), elle s'étendit rapidement et d'autant plus facilement que les ouvriers subissaient les premières séquelles de la crise industrielle (5) et qu'il se trouvait un meneur pour formuler leurs revendications. A Frameries, le 22 (6), à Cuesmes (7) et à Jemappes le 23 (8), le 25 à Wasmes (9) et le

(1) D'après les déclarations des directeurs des charbonnages du Couchant de Mons et du Levant de Flénu, la plupart des grèves qui eurent lieu au Borinage de 1866 à 1886 avaient pour cause la question des salaires. Les déclarations provenant des ouvriers sont identiques. *Enquête de la Commission du travail ...*, t. I, pp. 394, 395, 396, 402 et 403.

(2) *Enquête de la Commission du travail ...*, t. II, section E, p. 1.

(3) A.G.R., *Parquet général*, 223, lettre du procureur du roi de Mons au procureur général du 27 février 1885. Une lettre photocopiee du gouverneur de la province envoyée à tous les bourgmestres du Borinage fin février a le même sens. A.E.M., *Wasmes, Police*, 667.

(4) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, rapport du 20 février 1885.

(5) D'après les rapports annuels de la Caisse de Prévoyance du Couchant de Mons, le salaire moyen à la journée diminua respectivement de 1883 à 1885 de 3.04 à 2.90 et enfin à 2.66. En 1886, il sera de 2.55; *Rapport annuel*, 1184, 1885, 1886 et 1887. Dès le début de l'année, les salaires commencèrent à subir des baisses successives. Le 10 février notamment au charbonnage de Belle et Bonne à Quaregnon, ils avaient été réduits de 10 centimes au mètre d'abatage; A.E.M., *Jemappes*, II, 683, lettre de l'administration communale du 12 février au procureur du roi à Mons et au gouverneur. Toute la presse libérale fit une grande place à cette grève dans ses articles et insista fortement sur la situation économique des borains. D'après le *Journal de Charleroi* dont le rédacteur séjourna au Borinage durant la grève, les salaires étaient de 1.60 au minimum et de 2.50 au maximum. De plus, les ouvriers n'étaient occupés, d'après cet article, que 3 ou 4 jours sur 8; *Journal de Charleroi*, 9 mars 1885.

(6) *Gazette de Mons*, 24-25 février 1885.

(7) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, rapport de l'ingénieur en chef au directeur divisionnaire du 26 février 1885.

(8) A.E.M., *Jemappes*, II, 683; *Gazette de Mons*, 26 février 1885.

(9) A.E.M., *Wasmes, Police*, 667.

26 à Jemappes (1), dans des meetings qui réunissaient facilement un millier d'ouvriers, Fauvieu attaque le taux des salaires et pousse les mineurs à adhérer au mouvement (2). Dès le 27, toute la section est en grève alors que le mouvement prend de l'extension vers l'Ouest (3). Le directeur divisionnaire estime alors le nombre des grévistes à 20.000 (4). Parallèlement à sa propagande, Fauvieu organisa pour assurer le succès de ses revendications, plusieurs délégations ouvrières auprès des autorités, d'abord auprès des charbonnages (5), ensuite auprès de gouverneur (6) de la province pour qu'il intervienne comme médiateur. Il avait même projeté de réunir à Quaregnon le 1^{er} mars des délégués houilleurs de chaque commune boraine afin qu'ils envoient un rapport sur leur situation à la chambre des Représentants (7). Mais, dès le 27, le mouvement qui devait durer encore un mois (8), était condamné. Fauvieu avait été arrêté la veille (9), mais surtout les négociations n'avaient donné aucun résultat, la crise économique empêchait les charbonnages d'augmenter les salaires (10).

Désormais, Fauvieu renonça à la grève pour remédier à la situation économique du travailleur et il adopta la politique commune de Defuisseaux et du Parti ouvrier qui présentaient le suffrage universel comme le seul remède possible. C'est pourquoi, la grève de juin 1886 fut le type même de la grève boraine, surgissant de la classe ouvrière et rencontrant l'opposition des meneurs socialistes (11). Immédiate-

(1) A.E.M., *Jemappes*, II, 683.

(2) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, rapport de l'ingénieur en chef directeur au directeur divisionnaire du 26 février 1885.

(3) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, section Ouest, rapport du 26 et 27 février 1885; section Est, rapport du 27 février.

(4) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, rapport du 27 février 1885.

(5) A.E.M., *Jemappes*, II, 683, rapport sur le meeting du 23 février 1885.

(6) Le gouverneur refusa officiellement de participer à l'arbitrage du conflit; A.E.M., *Jemappes*, II, 683, rapport sur le meeting tenu le 23 février 1885. Pourtant, il convia à Mons tous les directeurs de charbonnages et leur fit part des griefs des mineurs, sans résultat; A.E.M., *Wasmès*, police, 667, lettre photocopiée envoyée à tous les bourgmestres borains le 2 février 1885.

(7) *Gazette de Mons*, 1^{er} mars 1885.

(8) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 306, section Est; c'est le 26 mars seulement que la grève fut considérée comme entièrement terminée. Rapport du 26 mars 1885.

(9) Arrêté le 26 février 1885, il comparaitra au tribunal correctionnel de Mons le 7 mars, prévenu d'avoir commis des violences et des injures pour porter atteinte à la liberté du travail. Voir notamment la *Gazette de Mons* du 9 mars 1885.

(10) « Dans l'état actuel des choses, l'augmentation des salaires est reconnue impossible » déclare le gouverneur dans sa lettre aux bourgmestres du 26 février 1885. A.E.M., *Wasmès*, Police, 667.

(11) Volders la définit exactement dès le 18 juin. « Comme la grève de 1885, celle d'aujourd'hui est une grève de misère ». *Le Peuple*, 18 juin 1886.

ment, Fauviau donna des meetings pour conseiller aux charbonniers de reprendre le travail (1). Aussi la grève n'eut pas l'ampleur de celle de 1885 qu'il avait soutenu ; la première avait rallié 20.000 grévistes, la seconde n'en eut pas 10.000 (2). Partie de l'extrême Est du bassin, comme tout mouvement social, elle débuta au charbonnage des Produits à Flénu (3), à la suite d'un surcroît de besogne qui avait été imposé par la direction aux mineurs. Très vite, elle gagna Cuesmes, Jemappes et Quaregnon qui furent les centres du mouvement ; Wasmes et Frameries où l'emprise des meneurs était plus forte, ne furent que très légèrement atteints (4). Très vite aussi, ses revendications prennent la forme de revendications économiques, ils veulent des augmentations de salaires mais aussi la diminution des heures de travail (5). Mais une fois de plus, la grève économique n'atteindra pas ses objectifs. Le 5 juillet, le travail a repris partout sans condition (6).

Cette grève fut pour les deux meneurs une nouvelle preuve de la faiblesse de leur mouvement. Elle attira aussi leur attention sur la situation économique des mineurs qui ne semblait pas pouvoir attendre une solution à longue échéance. Impuissants à fonder de solides syndicats, ne pouvant contenir les grèves partielles qui ne faisaient qu'affaiblir le mouvement et ayant fait l'expérience d'une grève économique en pleine crise industrielle, le socialisme borain se trouvait dans l'impasse. Début juillet, il mit tous ses espoirs dans la commission d'enquête, et ce, malgré l'opinion de Defuisseaux (7).

Des conférences furent données par les deux meneurs, des délégations ouvrières furent organisées dans chaque commune (8), pour

(1) *Le Peuple, La Gazette de Mons*, du 15 juin au 7 juillet 1886. A.G.R., *Inspections générales des mines*, 307.

(2) *Le Peuple, La Gazette de Mons*, du 15 juin au 7 juillet 1886. A.G.R., *Parquet général*, 225, rapports de gendarmerie. Voir notamment celui du 17 juin sur le meeting du 16 à Pâturages. Il y « démontra que la grève actuelle n'apporterait aucune amélioration du sort de l'ouvrier » et « il exhorta les ouvriers à attendre quelques temps encore ». Tous les rapports témoignent de l'exaspération des ouvriers qui voulaient la grève « immédiate ».

(3) *Le Peuple*, 19 juin 1886. A.G.R., *Inspections générales des mines*, 307.

(4) A.G.R., *Inspections générales des mines*, 307. Dès le 17 juin, le procureur du roi dénonçait le caractère sérieux de la grève. A.G.R. *Parquet général*, 224. La presse elle aussi fit une grande part à cette grève, aux incidents et aux désordres que causaient les troupes de grévistes qui parcouraient les communes essayant de faire cesser le travail là où ils le pouvaient ; *Gazette de Mons*, 16 juin au 7 juillet 1886.

(5) A.G.R., *Parquet général*, 224, rapport du procureur du roi du 17 juin.

(6) A.G.R., *Inspections générales des mines*, 307.

(7) *En Avant pour le Suffrage universel*, 25 juillet 1886.

(8) Le premier meeting semble avoir été donné à Wasmes, le 28 juin 1886. « Contrairement à certains journaux socialistes, j'engage les ouvriers à faire connaître tous leurs griefs à la commission du travail instituée par le gouvernement » y déclara Fauviau ; A.G.R., *Parquet général*, 225, rapport de gendarmerie. D'autres meetings furent tenus le 12 juillet à la Bouverie et à Frameries ; A.G.R., *op. cit.*, 225, rapport de gendarmerie.

les séances de la commission au Borinage. Certaines sociétés comme celle de Wasmes répondirent au questionnaire écrit ⁽¹⁾, d'autres, comme la ligue ouvrière de la Bouverie, remirent une liste de leurs principales revendications ⁽²⁾. Ce fut le seul élan du mouvement socialiste borain en l'année 1886 pour ses revendications économiques et professionnelles. Il fit surtout valoir la question des salaires et certaines conditions de travail ⁽³⁾. Mais une nouvelle fois, la solution ne fut pas immédiate, et bientôt les Borains virent dans cette commission la « mystification » que Defuisseaux avait prévue ⁽⁴⁾. Aussi ces Borains et leurs meneurs se raccrochèrent-ils à la seule issue qui se présentait encore à eux, la politique de grève générale immédiate en faveur du suffrage universel que prônait alors Defuisseaux.

⁽¹⁾ Fauviau fut lui-même présent à toutes les séances ouvrières de la Commission au Borinage, à Pâturages et à Dour. Maroille ne se présenta qu'à celles de Pâturages. *Enquête ...*, t. II, section E, p. 1 et sv. Voir aussi les comptes rendus dans la presse, *Le Peuple*, 19, 20, 21 et 26 juillet et aussi la *Gazette de Mons* qui fit une place très importante au débat de cette commission et aux dépositions des ouvriers, 22 et 28 juillet 1886.

⁽²⁾ *Enquête ...*, t. II, section E, p. 4.

⁽³⁾ Ils critiquèrent le taux des salaires, le manque de travail, la surveillance exercée dans les fosses, l'administration de la caisse de prévoyance. Ils protestèrent également énergiquement contre le travail des femmes et des enfants au fond. Comme nous l'avons vu, ils revendiquaient enfin le droit d'association.

⁽⁴⁾ *En Avant pour le Suffrage universel*, 25 juillet 1886.

LA LENTE MATURATION DU MOUVEMENT OUVRIER
BORAIN, LE BORINAGE ET LE PARTI SOCIALISTE
RÉPUBLICAIN (1887-1889)

A. LE PARTI SOCIALISTE RÉPUBLICAIN

1. *Son origine, la politique d'action immédiate de Defuisseaux et le problème des mineurs belges au sein du Parti ouvrier.*

Le réveil du mouvement ouvrier au Borinage allait évoluer dans un autre cadre dès 1887, année de la fondation du Parti socialiste républicain auquel, comme nous l'avons déjà dit, les meneurs borains se rallièrent avant même sa fondation.

Né d'une scission au sein du Parti ouvrier, il fut fondé à Mons les 14 et 15 août 1887 ⁽¹⁾ et son premier congrès de Châtelet du mois de décembre de la même année adopta définitivement ses statuts ⁽²⁾. Alfred Defuisseaux, son directeur politique, lui donna son caractère essentiel, il fut le parti de l'action immédiate ⁽³⁾.

Dès sa constitution, la presse y vit un différend entre les socialistes wallons et les socialistes flamands. La *Gazette de Mons* écrivait dans son numéro du 16 et 17 août 1887 : « ce sont les Wallons luttant contre les Flamands » ⁽⁴⁾ et *La Réforme* du 15 août dénommait le parti de Defuisseaux ou fédération wallonne ou parti ouvrier wallon ⁽⁵⁾ Dans leurs livres consacrés au Parti ouvrier, Emile Vandervelde et

⁽¹⁾ L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, Bruxelles, 1907, t. II, p. 406 et sv. *Une crise au sein du Parti ouvrier (1887-1888)*, Album commémoratif du 1er mai 1911 fêtant le 25e anniversaire de la naissance du Parti ouvrier. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, Paris, 1898, p. 91 et sv. L. COLLARD, *Un procès fameux, le Grand Complot*, Cuesmes, s.d., p. 45. *La République belge*, 25 décembre 1887, publication du rapport sur la situation du Parti socialiste républicain fait lors du congrès de Châtelet et donnant sa version sur l'histoire de la scission. Voir aussi *Le Peuple*, *La Réforme* et *La Gazette de Mons*.

⁽²⁾ Voir *La République belge* du 25 janvier 1887. Reconnu lors de ce congrès de Châtelet comme l'organe officiel du Parti, il donne un compte rendu très détaillé des débats et publie les statuts qui y furent adoptés.

⁽³⁾ Les statuts du Parti qui se définissait lui-même de révolutionnaire se donnaient comme but l'amélioration du sort de l'ouvrier dans « le plus bref délai possible » ; *La République belge*, 25 décembre 1887.

⁽⁴⁾ *La Gazette de Mons*, 16 et 17 août 1887.

⁽⁵⁾ *La Réforme*, 15 août 1887.

Jules Destrée ainsi que Louis Bertrand ont également insisté sur le caractère de cette opposition. Les premiers parlent notamment « d'antagonisme de race, de tempérament » et de « compréhension opposée de tactique » (1). Le problème en réalité, n'est pas aussi simple et cet élément ethnique semble avoir été plus une des nombreuses composantes de la propagande de Defuisseaux qu'une des causes réelles du conflit (2). A la base de celui-ci se trouvaient surtout la répartition géographique de l'industrie en Belgique liée à la structure et à la genèse du Parti ouvrier et un élément humain, Alfred Defuisseaux, dont nous avons déjà esquissé la personnalité et la politique au cours de notre premier chapitre.

En effet, les Wallons dont il est question dans la presse de 1887 et dans les histoires du Parti ouvrier étaient en réalité les mineurs des quatre bassins houillers belges (3), et plus spécialement encore ceux du Hainaut où Defuisseaux rallia jusqu'au groupe des Chevaliers du Travail de Jean Callewaert (4). Le 14 août 1887, l'assemblée dissidente du Parti ouvrier choisit son bureau parmi les délégués « des bassins miniers de Charleroi, du Centre, de Liège et du Borinage » (5) et le premier congrès de Châtelet, d'après le journal du parti *La République belge*, réunit 35 ligues de Charleroi, 18 du Centre, 6 du Borinage et 2 de Liège (6). L'occasion du conflit au sein du Parti ouvrier fut d'ail-

(1) J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, p. 85. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 454.

(2) Cette propagande ira sans cesse en s'accroissant; en 1888, elle opposera même la race latine à la race germanique; *La République belge* du 28 octobre 1888 publia un appel à l'union des races latines d'Amilcar Cipriani, un ancien soldat de la Commune.

(3) Le Parti socialiste républicain eut des liens avec le mouvement ouvrier de la région de Verviers. Une correspondance verviétoise rédigée par V. Réty paraissait assez régulièrement dans *La République belge*. Mais aucune des sociétés de cette région ne prit part aux congrès du parti, car elles n'y furent jamais affiliées; *La République belge* du 9 décembre 1888. Sans doute attendaient-elle le moment favorable pour le faire. Le dossier du Grand Complot contient en effet une lettre d'un certain Douffet de Verviers adressée à Georges Defuisseaux lui affirmant « que si une émeute sérieuse éclatait », bien des compagnons de Verviers seraient avec le Parti socialiste révolutionnaire; P. J.M., *Le Grand Complot*.

(4) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 475. D'après lui, après le procès qui mit fin au Parti socialiste républicain, seuls les Chevaliers du Travail du bassin de Charleroi ne rentrèrent pas au sein du Parti ouvrier. Jean Callewaert, leur chef, fut un des rédacteurs de la *Republique belge*. Sa propagande y était surtout économique et professionnelle; voir notamment ses articles sur le Mineur belge du 12 août, 16 septembre et 23 décembre 1888. Il fut présent au second congrès de Châtelet où la grève générale fut votée. P.J.M., *Grand Complot*, rapport du commissariat de police de Jumet du 28 décembre 1888 adressé au procureur du roi à Mons.

(5) *La Réforme*, 14-15 août 1887.

(6) *La République belge*, 25 décembre 1887. Le comité du parti se divisait alors en trois sections, une pour le pays de Charleroi, une pour le Centre et une pour le Borinage, mais il avait été décidé de fonder quatre fédérations, une par bassin minier.

leurs le refus du conseil général du parti de reconnaître la décision des représentants des mineurs des quatre bassins miniers qui, lors de leur premier congrès à Jolimont en février 1887, avaient voté la grève générale sous l'inspiration de Defuisseaux ⁽¹⁾. Ces associations de mineurs, en effet, n'avaient pas trouvé auprès du Parti ouvrier la solution que leur situation matérielle exigeait. Il existait des différences très nettes parmi toutes les ligues qui, en 1885, constituèrent le P.O.B. Nous avons déjà esquissé l'esprit du mineur et son manque d'aptitude à s'organiser. Les ligues flamandes et bruxelloises représentant dans leur grande majorité des métiers de longue tradition artisanale ⁽²⁾, avaient au contraire un passé social fort ancien; leur lutte sur le plan politique en faveur du suffrage universel notamment remontait à l'échec de la première Internationale. C'est alors que se constituèrent le Parti socialiste flamand et le Parti socialiste brabançon qui fusionnèrent en 1879 pour former le Parti socialiste belge qui s'élargit lui-même en 1885 sur l'initiative des groupes de Bruxelles en Parti ouvrier ⁽³⁾. Ces groupements furent donc prépondérants dans l'organisation du nouveau parti. Son conseil général, en 1887, était composé essentiellement par cet élément flamand et bruxellois; sur 14 membres, il y avait 9 flamands pour 5 wallons ⁽⁴⁾. Il lui fut donc facile d'orienter sa politique vers la lutte à long terme pour le suffrage universel ⁽⁵⁾. Une des causes de cette scission fut donc ainsi presque une lutte entre parti et syndicats d'une même profession, les problèmes

(1) Le Congrès qui s'était réuni le 6 février sur l'initiative de la fédération du Centre avait voté la grève générale immédiate à une majorité de deux tiers des voix, d'après le journal *Le Peuple* lui-même; pourtant, le conseil général se prononça le 13 contre ce principe. Voir *Le Peuple* du 21 janvier, 8 février et 15 février 1887.

(2) A. Bruxelles, c'était les syndicats et associations de marbriers, de sculpteurs et tailleurs de pierre, des ébénistes, des bijoutiers, des teinturiers en peaux, des tailleurs et des cordonniers; L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 295. A Gand, c'était l'association des tisserands; L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 298; J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, pp. 11-14.

(3) L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, pp. 295-306 et pp. 370-374; J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *op. cit.*, pp. 19-22.

(4) *Le Combat*, 10 avril 1887; voici quelle était la composition: Volders, Verrycken, J. Mahieu, C. Minne, Van Loo et Ténard pour Bruxelles, Ansele pour Gand, Daniels pour Anvers et Foutrel pour Louvain; la partie wallonne était représentée par Abel Wart pour le Centre, Fauviau pour le Borinage, Roucloux pour Charleroi, Blanvalet pour Liège et Maigret pour la Vesdre.

(5) Après la fondation du Parti socialiste républicain, le rédacteur de *La Réforme* attribua la cause de la crise à « l'excès de centralisation » et au fait que la part proportionnelle qui revenait à chaque industrie n'avait pas été respectée. *La Réforme*, 19 août 1887.

économiques immédiats des uns nécessitant ⁽¹⁾ une solution et une action contraire au programme général établi.

Le problème aurait déjà pu se résoudre par la création d'une fédération de mineurs ce fut le cas dès 1889 après la dissolution du Parti socialiste borain ⁽²⁾. Mais l'influence et l'intervention de Defuisseaux eurent comme conséquence d'entraîner ce mouvement d'origine économique vers la fondation d'un nouveau parti. Après ce congrès de Jolimont, sa propagande, en effet, n'eut plus uniquement comme cible le seul gouvernement et le système législatif d'alors. Il attaqua le Parti ouvrier et son conseil général qui d'ailleurs venait de l'exclure pour l'influence qu'il avait eue sur les mineurs ⁽³⁾. Dans son manifeste de la fin février, il l'accusa de ne pas représenter des ouvriers, mais bien « des pseudo-ouvriers » qui « appartiennent à des corporations où les salaires varient entre 6 et 8 francs » ⁽⁴⁾. Son nouveau journal *Le Combat* dont le premier numéro parut le 13 mars ⁽⁵⁾, défendit en plus du principe de la grève générale immédiate ⁽⁶⁾ la nécessité de

(1) Les mineurs avaient décidé de se réunir à Jolimont pour examiner « les mesures à prendre pour obtenir les réformes urgentes que demande la classe des ouvriers de la mine ». *Le Peuple*, 21 janvier 1887.

(2) Il y eut alors déjà des projets pour créer une telle fédération. Le militant P. Loor du Centre publia notamment un projet de règlement dans *Le Combat* du 20 mars 1887.

(3) Cet arrêt du conseil général fut publié dans *Le Peuple* du 15 février en même temps que la décision de ne pas reconnaître le vote de l'assemblée des mineurs du 6 février 1887. Voir les articles de Volders publiés dans *Le Peuple*, le 27 et 28 février. Des explications et Un triste sire.

(4) Nous avons trouvé ce manifeste dans les archives du Parquet général, le procureur du roi à Mons l'ayant envoyé au procureur général le 1er mars alors qu'il venait d'être distribué « à profusion depuis deux jours » dans son arrondissement. C'est un format in folio imprimé chez Cambier à La Louvière, dans lequel Defuisseaux demandait à toutes les ligues wallonnes de se réunir et de voter un blâme au conseil général pour sa conduite envers les mineurs. A.G.R., *Parquet général*, 238.

(5) Ce journal était publié chez Cambier, rue Neuve du Commerce à La Louvière; voir notamment *Le Peuple* du 26 mai 1887. Cet organe bi-hebdomadaire était vendu à Liège, Seraing, Verviers, Bruxelles, Charleroi ainsi que dans le Centre et le Borinage. Son éditeur, Pierre Loor du Centre ayant été arrêté au cours de la grève de mai 1887, il cessa de paraître du 15 mai au 10 juillet. A partir d'alors, il fut confié à un syndicat de marchands de journaux et pour des raisons économiques, il cessa de paraître après le 15 septembre, les fonds manquant à l'imprimerie coopérative et le matériel de l'imprimerie Cambier ayant été saisi par les créanciers le 29 septembre; *Le Peuple*, 15 septembre et 1er octobre 1887; et le rapport sur la situation du Parti socialiste républicain fait lors du premier congrès de Châtelet et publié dans *La République belge* du 25 décembre 1887.

(6) Le premier et le second numéro du *Combat* contenaient des articles de Defuisseaux en faveur de la grève générale et du suffrage universel; *Le Combat*, 13 et 20 mars 1887. Expliquant pourquoi il avait choisi ce titre pour ce journal, la rédaction affirmait, le 10 avril « Pourquoi ce titre? Il sent la poudre. Oui, il sent la poudre et la rédaction le dit franchement. Le droit et la justice sont pour nous, pourquoi dès lors ne pas affirmer notre pensée? *Le Combat!* mais c'est ce que demande l'ouvrier, l'ouvrier opprimé. *Le Combat!* c'est ce que chaque grève proclame ... c'est la pensée qui est au fond des cœurs des 1.600.000 Belges non électeurs ».

réformer ce conseil général sur de nouvelles bases ⁽¹⁾. Aussi les tentatives de conciliation n'aboutirent pas, le troisième congrès annuel du Parti ouvrier n'ayant admis à son ordre du jour que l'affaire de l'exclusion de Defuisseaux et celle de la grève générale. La proposition qui y fut faite de voter un blâme au conseil général pour sa conduite envers le défenseur de l'action immédiate et de réintégrer celui-ci dans le parti fut d'ailleurs rejeté par 120 voix contre 60 ⁽²⁾. Les partisans de Defuisseaux s'étant retirés après cette décision, le vote au sujet de la grève générale fut remis à un prochain congrès qui devait avoir lieu à la Pentecôte. Finalement, il n'eut lieu que le 14 août et il ne fit que consacrer la scission. En effet, dès le congrès de Charleroi qui l'excluait définitivement du parti ouvrier, Defuisseaux travailla ouvertement à la fondation d'un nouveau parti. Le 17 avril, il écrivait dans *Le Combat* : « La constitution d'un nouveau parti socialiste vraiment ouvrier est indispensable, ... l'union des Flandres et de la Wallonie, nous l'avions rêvée forte et puissante mais nous ne voulons pas d'union stérile, improductive » ⁽³⁾. Il annonçait pour le jour même la réunion à Mons de délégués du Borinage, du Centre et de Charleroi « pour jeter les bases d'un nouveau parti » ⁽⁴⁾ et dès le mois de mai, une première tentative de grève générale en faveur du suffrage universel était tentée sous sa direction ⁽⁵⁾. S'étant déclenchée dans le Centre, elle atteint le bassin du Borinage, celui de Charleroi et quelque peu

⁽¹⁾ *Le Combat*, 10 avril 1887, article de Defuisseaux consacré au congrès de Charleroi. Selon lui, la question la plus importante qui devait être discutée était celle de la réorganisation du conseil général. Selon lui, il ne représentait que la minorité; car la plus grande partie des travailleurs se trouvait dans les pays wallons.

⁽²⁾ Ces chiffres sont ceux donnés par *La Gazette de Mons* du 12 et 13 avril 1887. *Le Peuple* donne ceux de 120 et de 68; *Le Peuple*, 11 et 12 avril 1887.

⁽³⁾ *Le Combat*, 17 avril 1887. Le rédacteur de *La Réforme* avait vu juste lorsqu'il écrivit après le congrès de Charleroi : « ... la scission entre ouvriers wallons et flamands est à peu près décidée et vous pouvez être certains que, quoi qu'on fasse ou qu'on dise, lors du prochain congrès, on n'évitera pas cette fâcheuse éventualité à laquelle Defuisseaux et ses adhérents poussent de toutes leurs forces ». Repris dans *La Gazette de Mons* du 18 avril 1887.

⁽⁴⁾ *Le Combat*, 17 avril 1887.

⁽⁵⁾ La correspondance de la Légation de France en Belgique est d'une importance considérable pour cette grève et sa direction qui fut assurée par Defuisseaux. Elle révèle, en effet, les pourparlers qui eurent lieu entre le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le prince de Chimay, et le ministre de France en Belgique pour éloigner Defuisseaux de Maubeuge d'où « il centralisait et dirigeait les manœuvres des anarchistes les plus turbulents ». Le ministre de France à Bruxelles faisant remarquer à son supérieur l'apaisement dont le départ de Defuisseaux avait été presque aussitôt suivi, affirmait encore « nous avons rendu au gouvernement royal un service très réel ». Note du 26 mai 1887. M.A.E., *Correspondance politique de la Légation de France en Belgique*, microfilm 1300, DF 885 vol. 80, p. 77-83.

celui de Liège (1). Elle persista trois bonnes semaines et c'est alors qu'elle était sur le point de se terminer, ses principaux meneurs ayant été arrêtés, que le général Vandersmissen écrivit au ministre de la Guerre une lettre qui témoigne de toute l'importance du mouvement.

« Qu'on ne s'y méprenne pas », disait-il, « nous finirons par voir se dérouler dans notre pays des événements autrement graves que ceux de ces jours derniers ... l'attitude des ouvriers, les cris qu'ils poussent, tout indique qu'il ne s'agit nullement de grève mais d'un mouvement social qui n'en est qu'à ses débuts » (2). L'importance de ce mouvement, Vandersmissen ne fut pas le seul à le constater ; une partie de la presse belge tout comme la correspondance des légations étrangères à Bruxelles en témoignent également (3). Ce début de mouvement social dont parle Vandersmissen était en réalité l'éveil de la conscience ouvrière collective des mineurs belges, éveil que la crise économique et la fondation du Parti ouvrier avaient accéléré. C'était l'origine de la fondation de la fédération nationale des mineurs belges qui fut fondée en 1889 après la dissolution du Parti socialiste républicain. Ce fut aussi le début de la lente maturation de la mentalité ouvrière de l'énorme masse des houilleurs belges, maturation que permit à leurs délégués dès leur rentrée au Parti ouvrier, d'adhérer avec plus de discipline au programme établi pour la conquête du suffrage universel. Ce fut le seul apport et résultat tangible du Parti socialiste républicain.

(1) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, pp. 456-460. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, p. 86. *Le Peuple*, *La Gazette de Mons*, *La Réforme*, 15 mai au 10 juin 1887. A.G.R., *Parquet général*, 226. M.R.A., *Grèves, troubles*.

(2) M.R.A., *Grèves, troubles*, rapport du général Vandersmissen du 25 mai 1887.

(3) Ce fut le cas de *La Réforme* notamment qui, dans son numéro du 24 mai, constatait l'attitude nouvelle des mineurs, et aussi d'une note du ministre de France à Bruxelles du 26 mai. Il écrivait en effet à cette date : « sous cette agitation qui prend pour prétexte l'insuffisance des salaires et la dureté des patrons, il y a tout autre chose que ce dont on parle en faisant bruyamment état. Les douloureuses plaies sociales ... ne constituent plus que de vieux clichés qu'on relègue au rang des accessoires, dans des réunions d'initiés, où l'on va au fond des choses et où s'élaborent des programmes sérieux. Aujourd'hui ce qu'il s'agit d'obtenir c'est le suffrage universel ... le pays s'achemine progressivement mais sûrement vers une redoutable crise populaire dans laquelle pourraient bien s'effondrer ses institutions actuelles ». M.A.E., *Correspondance politique de la Légation de France en Belgique*, microfilm 1300 DF 885, vol. 90, pp. 77 à 83.

2. *Le « Grand Complot » ou l'échec de la politique de violence et d'intimidation.*

L'existence du Parti socialiste républicain fut brève. Son premier congrès de Châtelet de décembre 1887 le prépara à la grève générale et le second qui eut lieu un an plus tard la décréta ⁽¹⁾. Mais ce mouvement ne put se développer, dès les premiers signes de grève, les principaux meneurs furent arrêtés et ces arrestations aboutirent au procès dit du « Grand Complot » qui marqua l'échec de la politique de l'action immédiate, la dissolution du parti dissident et la rentrée de la plupart de ses membres au sein du Parti ouvrier. Comme l'a écrit avec raison Léo Collard, ce procès marqua la « fin d'une action inspirée plus par la tradition romantico-bourgeoise de 1789 et 1848 que par une tactique vraiment socialiste » ⁽²⁾.

Les conditions dans lesquelles le Parti socialiste républicain fut constitué déterminèrent les caractéristiques essentielles de son programme : l'économique fut étroitement lié au politique dans la perspective d'une lutte immédiate afin d'entraîner encore plus facilement les houilleurs, les statuts, approuvés en décembre 1887, le prouvent aisément. Sur le plan économique, le parti avait comme but « de pourvoir toujours à ce que, dans l'état social actuel, le salaire des ouvriers ne souffre pas de pression du capital » ⁽³⁾. Sur le plan politique, il décrétait une propagande constante pour le suffrage universel « pour abolir les lois nuisibles à l'état des ouvriers et en introduire d'autre dont l'existence est une nécessité » ⁽⁴⁾. L'organisation du parti, extrêmement simple elle aussi, visait à préparer une grève générale dans les quatre bassins miniers. Aussi, l'accent fut mis sur la nécessité

⁽¹⁾ *La République belge*, 9 décembre 1888. *Le Peuple*, 5 décembre 1888. D'après une dépêche de l'agence Havas concernant le vote de ce congrès dont les débats furent secrets, ce fut par 35 voix contre 17 que fut votée la grève générale immédiate.

⁽²⁾ L. COLLARD, *Un procès fameux. Le Grand Complot*, Cuesmes, s.d., p. 84.

⁽³⁾ *La République belge*, 25 décembre 1887. La grève qui fut déclenchée en décembre 1888 après le second congrès de Châtelet avait été préparée par des congrès de houilleurs qui avaient à leur ordre du jour la question des salaires; elle eut donc un but économique en même temps qu'un but politique.

⁽⁴⁾ *La République belge*, 25 décembre 1887. Pour familiariser les houilleurs avec cette idée du suffrage universel et pour en faire valoir les bienfaits, Alfred Defuisseaux esquisse, dès le mois d'avril 1887, le fameux projet de pension aux vieux mineurs qu'il développa dans la suite et qu'il déposa lui-même à la Chambre en 1895; *Le Combat*, 10 avril 1887.

de rassembler des fonds de résistance ⁽¹⁾ et sur la propagande ⁽²⁾. Le journal de Defuisseaux, *La République belge*, qui avait succédé au *Combat* depuis le 9 octobre, devint l'organe officiel du parti ⁽³⁾. Le Parti socialiste républicain organisa également des cycles de conférences. La direction du Parti était assumée par un conseil général s'occupant de l'administration et d'un comité central représentant les différentes fédérations affiliées ⁽⁴⁾. De simples meneurs que nous retrouvons parmi les 27 accusés du Grand Complot composaient ces organismes ; citons notamment Paul Conreur ⁽⁵⁾, François Mignon ⁽⁶⁾,

(1) L'article VIII des statuts, consacré au rôle des coopératives dans le parti, proposait selon la théorie de Defuisseaux que les bénéfices ne soient plus distribués, mais qu'ils soient employés « à soutenir » la lutte. *La République belge*, 25 décembre 1887.

(2) Pour que le Parti puisse atteindre le but qu'il se proposait, c'est-à-dire « l'émancipation complète du travail », le conseil général se chargeait « de donner des séances publiques, des meetings ; de publier des journaux, des brochures afin d'éclairer la masse et de cimenter l'union ». *La République belge*, 25 décembre 1887.

(3) Rappelons que *Le Combat* avait cessé de paraître fin septembre pour des raisons financières. *La République belge* eut plusieurs éditeurs successifs ; tout d'abord François Mignon, cabaretier à Châtelet, un des membres du parti qui fut parmi les accusés du Grand Complot ; puis, dès le mois de janvier 1888, ce fut Georges Defuisseaux, neveu du directeur politique, alors étudiant à Bruxelles. De même, il eut plusieurs imprimeurs ; jusqu'au 13 janvier, il fut imprimé chez Eustache Fischlin qui habitait rue du Damier n° 13 à Bruxelles et que nous n'avons pu identifier ; A.G.R., *Parquet général*, 238, le procureur du roi de Bruxelles au commissaire de police, 10 novembre 1888. Dans la suite, le journal étant, comme les précédents, l'objet d'une surveillance du Parquet et plusieurs de ses numéros ayant été saisis, le nom et l'adresse de son imprimeur fut gardé secret, le procureur du roi à Charleroi estimait qu'il s'imprimait à la Louvière chez Conreur ; A.G.R., *Parquet général*, lettre du 12 novembre 1888. Il cessa de paraître fin décembre 1888 après l'arrestation des principaux socialistes républicains.

(4) *La République belge*, 25 décembre 1887. Le conseil général se composait d'un secrétaire général organisateur des conférences, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier et de deux contrôleurs.

(5) Paul Conreur était originaire de La Louvière. Il fut secrétaire adjoint du conseil général et, lors de la deuxième tentative de grève générale en décembre 1888, il s'enfuit en France et fut recueilli chez Alfred Defuisseaux à Bondy près de Paris. Il fut un rédacteur assidu de *La République belge* ; *La République belge*, 25 décembre 1887, rapport et compte rendu du premier congrès de Châtelet. *La République belge*, 18 mars 1888 publie notamment un des articles consacré à la Révolution sociale. L'acte d'accusation du Grand Complot rédigé par Janssens est très important quant aux renseignements concernant les principaux membres du parti. P.J.M., *Le Grand Complot*.

(6) François Mignon, cabaretier à Châtelet. Il fut nommé trésorier du conseil général lors du premier congrès de Châtelet ; il représentait également la fédération de Charleroi dans le comité central ; il était présent chez Laloi lorsqu'en novembre 1888 le second congrès de Châtelet fut décidé ; *La République belge*, 25 décembre 1887 ; P.J.M., *Grand Complot*, acte d'accusation.

Alfred Malengret ⁽¹⁾, Emile Adant ⁽²⁾, Jean-Baptiste Laloi ⁽³⁾, et Désiré Maroille ⁽⁴⁾ qui furent parmi les socialistes républicains les plus influents. En réalité, cette direction paraît avoir été assez lâche, car elle résulta beaucoup plus des liens personnels qu'Alfred Defuisseaux entretenait de l'étranger avec ceux qui s'appelaient ses « lieutenants », que d'un simple mécanisme de parti ⁽⁵⁾. Le prestige du directeur politique fut, en effet, l'essence même du Parti ⁽⁶⁾, il s'était fait représenter au conseil général par son neveu Georges ⁽⁷⁾ et son frère Léon donna lui-même plusieurs meetings dans les centres socialistes républicains ⁽⁸⁾. La propagande qui n'eut qu'un faible caractère économique fut vraiment l'expression de toute l'idéologie politique d'origine française de Defuisseaux. Ses articles dans *La République belge* et dans *La Liberté* ⁽⁹⁾ avaient comme principes de base la répu-

(1) Alfred Malengret, houilleur à Carnières, représentait le Centre au comité central, il était également présent chez Laloi début novembre; *La République belge*, 25 novembre 1887. P.J.M., *Grand Complot*, acte d'accusation.

(2) Emile Adant, appareilleur à Morlanwelz, deuxième contrôleur du conseil général et représentant du Centre dans le comité central; présent aussi chez Laloi lorsque fut décidé le second congrès de Châtelet qui devait se prononcer sur la grève générale immédiate. *La République belge*, 25 décembre 1887. P.J.M., *Grand Complot*, acte d'accusation.

(3) Nous verrons l'importance de cet homme au sein du parti alors qu'il était depuis mai 1887 un des agents de la Sûreté.

(4) Maroille représentait le Borinage au comité central; *La République belge*, 25 décembre 1887. Et il était également présent chez Laloi en novembre 1888. P.J.M., *Grand Complot*, acte d'accusation.

(5) Plusieurs des socialistes républicains belges se rendirent à Bondy où résidait Alfred Defuisseaux. Ce fut le cas notamment pour Jean-Baptiste Laloi. Et ce fut à la suite de ce voyage que Laloi réunit chez lui des principaux membres du parti pour décider de la date du second congrès de Châtelet. Ce Laloi était également en relation épistolaire avec Alfred Defuisseaux. Une lettre de ce dernier lui donne, fin novembre, les dernières recommandations pour le second congrès de Châtelet. P.J.M., *Grand Complot*.

(6) Nous avons déjà signalé l'habileté avec laquelle Defuisseaux s'attirait la sympathie du peuple au cours de notre premier chapitre. Nous citerons ici un passage de l'acte d'accusation qui confirme notre opinion et qui démontre toute l'influence de Defuisseaux : « Georges Defuisseaux ... son influence était grande à raison de son ardeur ... mais encore à raison du nom qu'il portait et qui rappelait à ses partisans son oncle Alfred que Conreur appelait « vénéré », que Fabien qualifiait de « bien-aimé » qui envoyait son portrait avec dédicace aux chefs du parti quand il ne le faisait pas graver en tête de ses brochures ». P.J.M., *Grand Complot*, acte d'accusation.

(7) Georges Defuisseaux, étudiant à l'Université de Bruxelles était entré dans le parti en octobre 1887; *La République*, 12 mai 1889, compte rendu de son interrogatoire au procès du Grand Complot. Au premier congrès de Châtelet, il fut nommé secrétaire général, organisateur des conférences mais dans la suite, en janvier 1888, il donna sa démission et ce fut Laloi qui le remplaça à cette fonction, lui-même devenant éditeur de *La République belge*. *La Liberté*, 4 mars 1888; P.J.M., *Grand Complot*, acte d'accusation.

(8) Il donna notamment des conférences en août à La Louvière, à Charleroi, à Liège et à Frameries; *La Liberté*, 19 août 1888. Il était aussi parmi les rédacteurs de *La République belge*; voir notamment son article consacré à La République et à la monarchie du 25 mars 1888.

(9) Ce journal de la fédération boraine dont le premier numéro parut en décembre 1887 devint, à partir du mois d'avril 1888, le deuxième organe du Parti socialiste républicain.

blique et le suffrage universel ⁽¹⁾ et, pour favoriser l'idée de grève générale et de lutte violente qui les introduiraient en Belgique, sa propagande s'engagea résolument dans la voie révolutionnaire. *La République belge* du 18 mars 1888 fut toute entière consacrée à sa glorification de la Commune de Paris ⁽²⁾.

Un ancien communard, Emmanuel Chauvière, alors membre du Comité révolutionnaire central ou parti blanquiste ⁽³⁾, fut l'invité du parti en octobre 1888 et il donna quelques conférences avant d'être expulsé de Belgique ⁽⁴⁾. En plus, afin de donner encore plus d'essor à son mouvement, Defuisseaux hissa sa propagande jusqu'à la politique générale tout en lui laissant son caractère francophile. Faisant choeur en effet avec une partie de la presse française, il dénonça et accusa Léopold II d'avoir signé un traité secret avec l'Allemagne, aux termes duquel la Belgique aurait été livrée à celle-ci en cas de guerre franco-allemande ⁽⁵⁾. Ce fut ainsi que sa propagande, qui faisait feu de tout bois, finit par prendre un caractère nettement racial qui opposa non plus les Flamands aux Wallons mais la race germanique à la race latine ⁽⁶⁾. La propagande orale des lieutenants de Defuisseaux

⁽¹⁾ Il publia notamment en juillet toute une série d'articles intitulés *La république protège les travailleurs*. Il y étudiait les lois qui grâce au suffrage universel avaient du être votées en France pour les ouvriers. *La République belge*, du 1er au 29 juillet 1888.

⁽²⁾ *La République belge*, 18 mars 1888.

⁽³⁾ Sur Emmanuel Chauvière (1850-1910), blanquiste, voir *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, sous la direction de J. Maitron, t. V. *Deuxième partie 1864-1871*, pp. 88-89; H. ROUGER, *La France socialiste*, Paris, t. I, pp. 145-146. *La République belge*, 23 septembre 1888. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique*, t. II, pp. 338, 339, 358 et 647. P. LOUIS, *Le Parti socialiste en France*, Paris, 1912 et J. MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en France*, Paris, 1965.

⁽⁴⁾ Il devait donner des conférences le 5, 6, 7 et 8 octobre respectivement à Verviers, à Jumet-Gohyssart, à La Louvière et à Frameries et le thème essentiel de ses discours devait être la comparaison du Parti blanquiste français et du Parti socialiste républicain belge. Arrêté le 6, il fut reconduit à la frontière française. *La Liberté*, 30 septembre et 14 octobre 1888. *La République belge*, 23 septembre, 6 et 28 octobre 1888.

⁽⁵⁾ Cette affaire eut son origine dans la décision prise en 1887 de faire construire les forts de Liège et de Namur. L'opinion française craignait que ces forteresses ne soient cédées à l'Allemagne en cas de guerre. La Belgique elle aussi s'émut et plusieurs interpellations eurent lieu à la Chambre des représentants en 1888. Le prince de Chimay, alors ministre des Affaires étrangères, dut réaffirmer la neutralité de la Belgique. M.A.E., *Relations politiques de la Belgique avec la France*, 83, II et III. *Légation de France en Belgique*, archives de quai d'Orsay, microfilms 1300 DF 885, vol. 90. Cette affaire de forts de Meuse fut une des sources de la propagande de Defuisseaux. Citons dans *La République belge*, La Belgique vendue, le 8 janvier 1888; Léopold II accusé de haute trahison, le 15 janvier; la Belgique livrée à l'Allemagne, le 12 août; La Belgique livrée à l'Allemagne par Léopold II le 30 septembre. Dans *La Liberté*, Les Belges et M. Cobourg, le 5 août 1888; Léopold II et Bismarck le 9 septembre; La Belgique livrée à Bismarck, le 7 octobre. Defuisseaux avait publié plusieurs de ces articles dans les journaux français *La Lanterne* et *La France*.

⁽⁶⁾ *La République belge* du 28 octobre 1888 publia un appel à l'union des races latines d'Amilcar Cipriani, ancien soldat de la Commune.

qui se localisa surtout dans le Centre et dans le pays de Charleroi ⁽¹⁾, eut le même caractère révolutionnaire. La grève générale y devenait synonyme de révolution et les orateurs, pour exhorter les ouvriers à l'action violente, reprenaient les thèmes qui avaient symbolisé les révolutions françaises, notamment le fameux « mieux vaut mourir en combattant que de mourir de faim en travaillant » de 1831 ⁽²⁾. Le drapeau français était arboré dans ces meetings et l'on assurait les ouvriers du secours de la France ⁽³⁾. A la base de cette excitation générale à la violence se trouvait la conscience et la ferme opinion de Defuisseaux selon laquelle seule la peur amènerait les milieux gouvernementaux à la révision constitutionnelle ⁽⁴⁾. Sa campagne n'était donc pas uniquement destinée à préparer les mineurs à la grève générale, elle devait également intimider les conservateurs. En réalité, cette volonté d'intimidation manqua tout à fait de lucidité; suscitant la méfiance de la Sûreté publique, elle se retourna contre le parti lui-même. L'affaire du *Catéchisme du Peuple* avait mis « l'intelligence et l'énergie » ⁽⁵⁾ de Defuisseaux en lumière, la première tentative de grève politique de mai 1887 les firent redouter. Ce fut d'ailleurs en mai 1887 que plusieurs des lieutenants de Defuisseaux devinrent les agents rétribués de la Sûreté publique ⁽⁶⁾. Pourbaix et Rouhette

⁽¹⁾ Parmi les comptes rendus des meetings les plus violents retenus par l'accusation pour l'année 1888, nous avons retrouvé 7 meetings pour le Centre, 9 pour le bassin de Charleroi et 5 pour le Borinage; les orateurs borains Maroille, Fabien Gérard et Emile Auquier n'en furent pas moins dans ces trois bassins parmi les meetingistes socialistes républicains des plus violents. P.J.M., *dossier du Grand Complot*.

⁽²⁾ C'était un des thèmes de la propagande de Defuisseaux; *La République belge*, 25 décembre 1887. Il fut repris dans les meetings notamment par Maroille; P.J.M., *dossier du Grand Complot*, compte rendu du meeting tenu à Farciennes le 4 décembre. Pour la révolution de 1831, voir J. MONTREUIL, *Histoire du mouvement ouvrier en France*, Paris, 1947, p. 74.

⁽³⁾ Compte rendu du meeting tenu à Wasmes le 5 décembre par André et Mayence, deux militants du Centre. P.J.M., *dossier du Grand Complot*.

⁽⁴⁾ L'acte d'accusation lui-même a repris cette thèse. Il cite un article écrit par Defuisseaux dans *Le Combat* du 15 août 1887, et basé sur une phrase qui avait été prononcée à la Chambre « avant qu'une nécessité imprévue se manifeste, ne touchons pas à l'édifice si péniblement élevé par nos pères ». P.J.M., *dossier du Grand Complot*, acte d'accusation.

⁽⁵⁾ M.A.E., *Correspondance de la Légation de France en Belgique*, archives du Quai d'Orsay, microfilm, 1299 DF 885, note du 25 mars 1886. Le ministre français en France écrivait déjà alors à son supérieur « cet ancien avocat ... joint à une grande énergie une intelligence qui lui donne sur les masses une influence dangereuse ... on paraît redouter son action dans les centres industriels ».

⁽⁶⁾ Déclarations de Paul Noteltiers, chef de bureau à l'administration de la Sûreté publique à Bruxelles. P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, pièce de l'instruction de janvier 1889 et les procès-verbaux des audiences du procès (séance du 9 mai 1889).

n'avaient pas d'importance réelle au sein du parti (1). Mais Jean-Baptiste Laloï qui, en mai 1887, n'était que secrétaire de la ligue de Châtelaineau (2), avait pris peu à peu une influence grandissante dans l'organisation du mouvement socialiste républicain. En février 1887, à la suite du désistement de Georges Defuisseaux, il était devenu le secrétaire général du parti chargé d'organiser la propagande (3). *La Liberté*, l'organe de la fédération boraine, rappelait dans chacun de ses numéros en quatrième page que pour les conférences et les meetings, on devait s'adresser à Laloï qui fixerait la date et désignerait les orateurs (4). C'est chez lui et à la suite du voyage qu'il fit à Bondy, près de Paris, chez Defuisseaux fin octobre, que fut décidé le second congrès de Châtelet qu'il présida tout comme le premier (5). D'après la déclaration de Paul Noteltiers, chef de bureau à l'administration de la Sûreté publique à Bruxelles, ce fut d'ailleurs à la suite du rapport que Laloï fit de ce voyage chez Defuisseaux que « les autorités crurent bon de devoir prendre des mesures pour déjouer le complot » (6). Ces mesures après le déclenchement de la grève (7) aboutirent, nous l'avons dit, à l'arrestation des principaux socialistes républicains dont Georges Defuisseaux, Maroille, Gérard, Mignon et Laloï (8). Ces arrestations maintenues, une instruction fut ouverte et elle se termina par la rédaction d'un important acte d'accusation qui, le 6 mars, renvoya l'affaire à la cour d'assises du Hainaut (9). Les 27 accusés dont Alfred Defuisseaux, étaient inculpés de complot contre l'Etat pour avoir tenté de détruire ou de changer la forme du gouvernement belge et d'avoir excité à la guerre civile. Mais, dès le mois

(1) Pourbaix, le demi-frère de Rompf l'imprimeur de La Louvière et Léopold Rouhette ouvrier peintre, ancien agent du gouvernement catholique à Schaerbeek n'eurent que de simples rôles de meneurs dans le bassin du Centre. L. COLLARD, *Un procès ...*, pp, 60 et 65.

(2) P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, déclarations de Paul Noteltiers, pièces de l'instruction de janvier 1889 et procès-verbaux des audiences du procès (séance du 9 mai 1889).

(3) *La Liberté*, 4 mars 1888.

(4) Cette annonce paraît à partir du 22 avril 1888.

(5) P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, déclarations de Paul Noteltiers.

(6) P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, déclarations de Paul Noteltiers. Pourbaix, lui aussi, adressa un rapport à la Sûreté publique, mais plus tard, le 10 décembre, après le congrès de Châtelet; nous ne l'avons pas retrouvé dans le dossier mais nous le trouvons renseigné parmi les pièces à conviction dans les procès-verbaux des séances du procès.

(7) Il fut assez violent dans le pays de Charleroi où il fut marqué par plusieurs attentats à la dynamite notamment sur le pont du chemin de fer industriel de la Société de Bonne Espérance à Farcienne. P.J.M., *Grand Complot*, acte d'accusation.

(8) *Le Peuple, La République belge, La Liberté et la Gazette de Mons*, décembre 1888.

(9) Rédigé pour le Procureur général pour Janssens, c'est un important imprimé d'une cinquantaine de pages retraçant un historique du Parti socialiste républicain confirmant la thèse de la préparation d'un complot.

de décembre et les premières arrestations, la presse avancée et le *Peuple* en tête ⁽¹⁾, avait elle aussi dénoncé un complot qui n'était plus celui de Defuisseaux, mais celui de l'Etat et de ses agents provocateurs. L'affaire s'annonçait sensationnelle et le procès qui eut lieu en mai et qui dura trois semaines eut un retentissement européen ⁽²⁾. Peu à peu, sous les attaques de la défense menée par Janson ⁽³⁾, l'accusation s'écroula, ses bases essentielles étant les déclarations des agents de la Sûreté payés selon la déposition de Noteltier d'après l'importance de leur révélation ⁽⁴⁾. Aussi ce procès qui avait pour base l'imprévoyance et le manque de lucidité de Defuisseaux se termina finalement par une défense du socialisme et de la cause ouvrière contre le gouvernement belge ⁽⁵⁾. L'acquittement des meneurs socialistes républicains ne mit pas fin à l'affaire. Le 28 mai, une interpellation eut lieu à la Chambre, elle dura trois jours et prit fin après de violents discours de Frère-Orban et de Bara contre le ministère par un ordre

⁽¹⁾ *Le Peuple*, 9 au 31 décembre 1888.

⁽²⁾ Une partie de la presse européenne fut unanime à critiquer la politique du gouvernement Beernaert. La légation de Belgique à Berlin écrivait au prince de Chimay le ministre des Affaires étrangères le 4 juin 1889 « le journal le *Fremden Blatt* de Berlin qui prend la défense du gouvernement belge dans l'affaire du procès de Mons ... est le premier dans ce sens trouvé jusqu'ici ». La légation de Belgique à Constantinople écrivait à son tour le 7 juin « la presse de Vienne et de Budapest a pris prétexte de ce procès pour attaquer avec violence le ministre belge ». M.A.E., *Socialisme, Communisme et Anarchisme*, 186, II.

⁽³⁾ P.J.M., *Grand Complot*, procès-verbaux des audiences. L. COLLARD, *Un procès ...*, pp. 80-85. Paul Janson tira de cette affaire un succès personnel; le 3 juin, une élection partielle devait avoir lieu à Bruxelles pour remplacer un député catholique décédé; choisi comme candidat par l'Association libérale, c'est lui qui fut élu. L. BERTRAND *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 474 A.E.M., *Correspondance de la Légation de France en Belgique*, archives du Quai d'Orsay, microfilm 1300 DF 885, note du 7 décembre 1889 qui constate elle aussi le succès personnel que Janson avait tiré de l'affaire.

⁽⁴⁾ P.J.M., *Grand Complot*, déclarations de P. Noteltiers.

⁽⁵⁾ Le gouvernement belge fut évidemment fort critiqué dans cette affaire. Citons à ce sujet une note du ministre français en Belgique du 21 mai 1889. « Il me paraît difficile de contester que dans toute cette affaire, le gouvernement n'ait tenu une conduite tout au moins imprudente et sans accepter intégralement le thème de ses adversaires qui le représente comme ayant de propos délibéré cherché à provoquer des troubles pour se donner le mérite facile de les réprimer après avoir entraîné dans des poursuites de malheureux ouvriers coupables surtout de s'être laissé égarer par ses agents, sans dis-je, admettre un machiavélisme aussi odieux de la part du cabinet de M. Beernaert, on ne peut s'empêcher de trouver que les conseillers du Roi n'aient tout au moins montré bien peu de clairvoyance dans l'usage qu'ils ont fait d'aussi dangereux perturbateurs ». M.A.E., *Correspondance de la Légation de France en Belgique*, archives du Quai d'Orsay, microfilm 1300, DF 885.

du jour de confiance qui fut voté par 78 voix contre 32 ⁽¹⁾. Enfin, une nouvelle instruction s'ouvrit ayant cette fois pour accusés Laloï, Pourbaix et Rouhette; elle se termina fin de l'année par leur condamnation et par un arrêté royal révoquant Gautier de Rasse, l'administrateur de la Sûreté publique ⁽²⁾. Pour le socialisme belge, le Parti socialiste républicain avait été l'école de la discipline et le Grand Complot ramena l'union au sein du Parti ouvrier.

B. L'INFLUENCE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES HOUILLEURS BORAINS SUR L'ADHÉSION DU BORINAGE OUVRIER AU PARTI SOCIALISTE RÉPUBLICAIN MAROILLE ET LA FÉDÉRATION BORAINNE OPPOSÉS A LA POLITIQUE MODÉRÉE DE FAUVIAU

Lors de l'examen du renouveau socialiste au Borinage en 1885 et 1886, nous avons déjà souligné combien la situation du mouvement socialiste borain s'accordait avec la politique d'action immédiate de Defuisseaux. Le manque de maturité, la situation économique des charbonniers qui empêchaient la formation des syndicats et favorisaient les grèves partielles, ne permettaient pas aux meneurs, d'ailleurs trop peu nombreux à cette époque, d'envisager une politique de longue haleine aux côtés du Parti ouvrier. Les années 1887 et 1888 furent encore des années de crise industrielle et la moyenne générale des salaires des mineurs dans le Couchant de Mons ne subit aucune augmentation par rapport à la période précédente ⁽³⁾. Ce fut la cause principale de l'adhésion du socialisme borain à la politique d'action immédiate de Defuisseaux lors des deux tentatives de grève générale de 1887 et 1888.

⁽¹⁾ *Annales Parlementaires*, 1889. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, pp. 474 et 475.

⁽²⁾ L'avocat général Janssens déclara à Gautier de Rasse, lors de ce deuxième procès « Un simple scrupule de conscience dont vous bénéficiez m'a seul empêché de demander à Monsieur le ministre de la Justice votre chef hiérarchique, de changer votre rôle de témoin en celui d'accusé ». M.A.E., *Correspondance de la Légation de France en Belgique*, archives du Quai d'Orsay, microfilm 1300 DF 885, note du 7 décembre 1889. Gautier de Rasse avait été révoqué fin novembre 1889.

⁽³⁾ Les rapports annuels de la Caisse de prévoyance du Couchant de Mons donnent pour ces deux années les chiffres de 2,56 fr et de 2,64 fr alors que la moyenne générale pour 1885 et 1886 était respectivement de 2,66 fr et 2,55 fr; *Rapport annuel ...*, Mons, 1886, 1887, 1888, 1889,, et 1890. Pour les conditions de travail détaillées propres à chaque puits de chaque charbonnage en mai 1887, voir le rapport dressé à ce sujet par l'administration du 1^{er} arrondissement des mines du Couchant de Mons le 27 mai 1887; A.G.R., *Administration des mines*, 1018.

La première tentative de grève générale de mai 1887 avait été précédée de nombreuses « grèvelettes » économiques qui, comme celles de 1886, avaient pour unique but l'augmentation des salaires (1). De plus, un coup de grisou qui avait fait 150 victimes au puits de la Boule des 24 Actions de Quaregnon au début mars secoua fortement la mentalité ouvrière (2). L'effet s'en fit rapidement sentir ; le 10, une grève plus importante que les précédentes toucha Quaregnon et les communes voisines de Wasmes et de Pâturages. Ses revendications, cette fois, ne se limitent plus aux salaires, elles concernent également les conditions de travail ; pour les meneurs, ce fut, en effet, l'occasion de faire valoir les avantages du suffrage universel qui devait permettre l'établissement de lois protégeant le travail des houilleurs par une surveillance effective des travaux souterrains (3). On comprend dès lors l'adhésion du Borinage ouvrier à la lutte politique immédiate en faveur de l'égalité de vote, d'autant plus que le nouveau journal de Defuisseaux, *Le Combat*, fut comme le prédécent l'organe du socialisme borain (4). La première grève politique du Borinage qui s'inscrivit dans le mouvement déclenché par Defuisseaux en mai 1887, fut largement suivie. Dès le 14, alors qu'elle débutait dans le Centre (5), les premières réunions eurent lieu dans les sociétés ouvrières afin de décider de la marche à suivre (6). Le 17, la grève éclatait (7), inspirée comme celle de 1885, par la propagande des meneurs qui, cette fois, était de caractère nettement politique (8). Le 23, le général

(1) Il y eut notamment une grève à la mi-février à Frameries au puits du Grand Traits de l'Agrappe pour augmentation de salaire *Le Peuple*, 17 février 1887.

(2) *Le Peuple*, 6 mars 1887.

(3) *Le Peuple*, 11 et 13 mars 1887. *La Gazette de Mons*, 11 et 13 mars. Le nombre des grévistes monta jusqu'à 4.000 d'après la *Gazette de Mons*. Ils réclamaient outre une augmentation de salaire, l'adjonction au corps des mines de délégués par les ouvriers pour la surveillance des travaux du fonds.

(4) Il se vendait chez un certain Bruniaux à Wasmes, chez Audin cabaretier, habitant rue des Dames à Frameries et chez Cardinal, militant socialiste à Cuesmes. Indiqué en annonce dans chaque numéro du *Combat*.

(5) *Le Peuple*, 14 mai 1887. *La Réforme*, 14 mai 1887. *La Gazette de Mons*, 14 mai 1887. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 456 et sv. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, p. 83.

(6) *Le Peuple*, 17 mai 1887. M.R.A., *Grève de 1887*, télégrammes envoyés par le quartier général à Mons le 17 mai 1887. Ces réunions avaient eu lieu à Frameries, Wasmes et Quaregnon.

(7) A.G.R., *Première Inspection générale des mines*, 307. Les rapports concernant les grèves furent dressés dès le 17 mai. Le mouvement débuta comme d'habitude à Flénu et à Quaregnon.

(8) Le caractère purement politique de la grève fut sans cesse affirmé au cours des meetings. Voir notamment les déclarations de Maroille dans les meetings de Frameries à Cuesmes et à La Bouverie. A.E.M., *Wasmes, police*, 667. *La Gazette de Mons*, 25 et 28 mai 1887.

Lemaire chiffrait le nombre des grévistes à 13.070 ⁽¹⁾, c'est-à-dire plus de 66 % du nombre total des mineurs borains ⁽²⁾ et *La Réforme* constatait presque à la même date « que jamais mouvement aussi décidé ne s'était manifesté chez les Borains » ⁽³⁾. Signe de son importance, ce mouvement s'étendit jusqu'à l'Ouest du bassin si rarement atteint par les grèves ⁽⁴⁾ et soutenu par le crédit des coopératives ⁽⁵⁾, il se maintint jusqu'au 8 juin ⁽⁶⁾, alors que toute résistance avait cessé depuis une semaine dans les autres bassins ⁽⁷⁾.

Ce fut encore le facteur économique qui présida à la deuxième tentative de grève générale après la fondation du Parti socialiste républicain. Il fut, en effet, à la source de la politique de Maroille et de la Fédération boraine, et c'est à cause de la situation matérielle des houilleurs et des « grèvelettes » continues que la plupart des sociétés ouvrière s'y rallièrent. En effet, si les meneurs borains Maroille et Fauviau furent parmi les membres dissidents du Parti ouvrier à fonder le Parti socialiste républicain et à participer aux deux congrès de Châtelet, l'évolution du mouvement ouvrier fut néanmoins très mouvante au Borinage fin 1887, début 1888. Sa direction résulta en effet d'une lutte d'influence entre Maroille et Fauviau qui s'opposèrent sur l'orientation qu'il fallait donner au socialisme borain.

Partisan du principe de la grève immédiate, Fauviau était pourtant adversaire d'un parti qui limiterait étroitement son action à celle-ci. Lors du congrès de Mons, il s'opposa déjà aux projets de statuts de

(1) M.R.A., *grève de 1887*, lettres du général Lemaire au ministre de la Guerre. *La Gazette de Mons* donne le répartition par commune de ces 13.700 grévistes, chiffre qui dut être officiel. Jemappes : 530, Flénu : 2.025, Cuesmes : 1.395, Frameries : 1.938, Quaregnon : 3.700, Wasmes : 1.037, Pâturages : 190, Hornu : 1.000; *Gazette de Mons*, 25 mai 1887. La grève était pour ainsi dire totale dans cette partie orientale du bassin. A.G.R., *Première Inspection des mines*, 307, rapport du 23 mai.

(2) Le nombre total d'ouvriers mineurs employés alors dans les charbonnages du Bassin du Borinage s'élevait à 19.599. A.G.R., *Administration des Mines*, 1018, rapport sur les salaires et le nombre d'ouvriers dressé pour le Couchant de Mons le 27 mai 1887.

(3) *La Réforme*, 24 mai 1887.

(4) Cette fois sans doute grâce à l'action de Fabien Gérard le mouvement s'étendit vers l'Ouest dès le 26 mai. A.G.R., *Administration des mines*, 1018, rapport de l'ingénieur en chef des 25, 26 et 27 mai 1887.

(5) Durant cette grève l'Union ouvrière de Frameries distribua pour 400 frs de bons de pain; *La Liberté*, 8 janvier 1888.

(6) A.G.R., *Administration des mines*, 1018, rapport de l'ingénieur en chef du 8 juin 1887. Une nouvelle fois, il fallut, comme en 1885, l'arrestation de Fauviau qui était encore le meneur le plus influent du socialisme borain pour stopper le mouvement. A.E.M., *Jemappes*, II, 686, compte rendu de l'arrestation du 4 juin 1887. L'agence Havas écrira le 6 juin : « depuis l'arrestation de Fauviau, les Borains sont comme un troupeau sans berger ». *Gazette de Mons*, 7 et 8 juin 1887.

(7) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 458. *Le Peuple*, 3 et 4 juin 1887.

Defuisseaux qui définissaient le parti comme celui des violents, et il défendit le principe de la lutte sur tous les plans et notamment sur le plan légal des élections communales et provinciales (1). Ce fut sous son influence que le Borinage socialiste présenta dans plusieurs communes des listes complètes lors du renouvellement des conseils communaux d'octobre 1887 (2). Cette tendance modérée qu'il voulait imposer au socialisme borain apparaît toute entière dans l'éditorial du journal qu'il créa pour le Borinage ouvrier en décembre 1887, pour combattre l'influence de *La République belge* (3). Se déclarant socialiste dans « le bons sens du terme », la rédaction de *La Liberté* dont il était alors le seul éditeur responsable (4), affirmait qu'elle ne présenterait et n'appuyerait que « des revendications justes et équitables, possibles et applicables dans le moment présent » (5). Partisan du suffrage universel, elle déclarait le vouloir « honnêtement, successivement, par étapes » (6). Cette modération le poussa même à mener campagne en vue d'un rapprochement des deux partis socialistes. On le vit au premier congrès de Châtelet réclamer un conseil d'arbitrage qui rétablirait l'entente entre tous les ouvriers belges (7). Ayant gardé le contact avec les dirigeants du Parti ouvrier, il organisa même en septembre et octobre 1888 au Borinage, plusieurs meetings contradic-

(1) *Gazette de Mons*, 18 août 1887.

(2) Cette première tentative ne fut pas victorieuse, il n'y eut aucun élu.

(3) En mai 1887, le rédacteur de *La Réforme* pour le Borinage déclarait déjà que Fauviau était opposé au journal de Defuisseaux alors *Le Combat* qui d'après lui ne convenait pas aux ouvriers. *La Réforme*, 20 mai 1887.

(4) Ce journal dont le premier numéro parut le 25 décembre 1887 s'intitulait organe de la démocratie ouvrière. Il était imprimé chaque semaine à l'imprimerie de Théotime Delattre rue du Dragon à Wasmes, et il se vendait chez Jules Audin à Frameries et chez Elysée Fauviau à Wasmes. Au mois de février, alors qu'il avait pris plus d'extension, il avait également un dépositaire à Pâturages chez un certain Labrousche et à Warquignies chez Hennaert que nous n'avons pu identifier; il se vendait aussi grâce à des colporteurs à Cuesmes, Flénu, Jemappes, Quaregnon, La Bouverie, Eugies, Genly, Dour et Elouges; n'ayant fait l'objet d'aucune recherche de la part du parquet, nous ne savons pas quelle était l'importance de ces ventes; nous ne connaissons ces renseignements que par les annonces faites en 4e page de *La Liberté*. Jusqu'au 22 avril, son éditeur responsable fut Fauviau; par après ce fut Maroille et comme nous le verrons ce journal perdit ce caractère modéré pour devenir l'organe du Borinage socialiste républicain.

(5) *La Liberté*, 25 décembre 1887.

(6) *La Liberté*, 25 décembre 1887.

(7) *La Liberté*, 1er janvier 1888.

toires au cours desquels Defnet, Verrycken et Volders prirent la parole au sujet de la grève générale (1).

Moins théorique et opportuniste, s'adaptant plus habilement à la situation du mouvement ouvrier borain, la politique de Maroille fut au contraire toute empreinte de l'influence de Defuisseaux. Aidé par deux militants, Emile Auquier et Jules Urbain (2), Maroille fit de Frameries le centre du socialisme républicain borain (3). Secondé par Fabien Gérard de Wihéries (4), par Cardinal et André de Cuesmes (5) et par Adelson Balles de Wasmes (6), il maintint l'idée de la lutte immédiate et fit du Borinage un des bastions de Defuisseaux. Dès le 22 avril, devenant le seul éditeur responsable de *La Liberté*, il fit de ce journal le deuxième organe du parti dissident (7). Ayant reconstitué la fédération boraine qu'ils dénommèrent socialiste républicaine (8), ses dirigeants Auquier et Urbain (3) rallièrent peu à peu toutes les

(1) Ces meetings eurent lieu à la Bouverie et à Wasmes dans les coopératives où Fauviau avait le plus d'influence. Celui de La Bouverie eut lieu le 23 septembre 1887 fut donné par Defnet, le second à Wasmes le 21 octobre par Volders. Chaque fois l'assistance fort nombreuse, 1.500 ouvriers étaient présents au meeting du 23 septembre d'après *Le Peuple* du 26 septembre 1888, fit très mauvais accueil aux membres du Parti ouvrier et une bonne partie de la presse belge en rendit compte; *La Gazette, La Tribune de Mons, Le Soir, Le Patriote*, 22 et 23 octobre 1888; n'oublions pas cependant que cette division des socialistes belges faisait l'affaire des journaux conservateurs.

(2) Tous deux originaires de Frameries, Jules Urbain et Emile Auquier allaient être respectivement le président et le trésorier de la fédération socialiste républicaine du Borinage. *La Liberté*, 21 juin 1888.

(3) Les accusés borains du Grand Complot, à part Fabien Gérard de Wihéries étaient tous de Frameries; Maroille et ses deux militants Urbain et Auquier mais aussi Nicolas Godart alors secrétaire à la boulangerie coopérative. P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, acte d'accusation.

(4) Fabien Gérard était lui-même rédacteur de *La République belge* dans laquelle il fit plusieurs appels aux Borains; *République belge* de janvier 1888. Ce fut sur son initiative que des conférences furent organisées à Wihéries et à Elouges; *La République belge*, 8 juillet 1888.

(5) Ils étaient tous les deux, ainsi que Manfroid, à la tête de la coopérative de Cuesmes et assistèrent aux deux congrès de Châtelet. P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, rapport du maréchal des logis commandant de la brigade de Mons du 31 décembre 1888.

(6) Il était l'organisateur de la mutuelle qui avait été créée à Wasmes en 1888 sur la pression de la Fédération socialiste républicaine. Il fut lui aussi présent au second congrès de Châtelet; P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, rapport de la brigade de Pâturages du 26 décembre 1888.

(7) Nous ignorons la cause de ce changement, nous ne pouvons que le constater; dès le 22 avril, ce journal change totalement, le mois suivant, les premiers articles de Defuisseaux y paraîtront concernant la grève générale et le nécessité d'intimider les milieux conservateurs. *La Liberté*, notamment le numéro du 3 juin 1888.

(8) La fédération boraine fut reconstituée le 20 mai à Jemappes. Fait remarquable qui prouve l'instabilité de cette direction socialiste républicaine, ses statuts n'avaient qu'un simple caractère administratif, il ne fixait aucune ligne de conduite sur le plan politique. *La Liberté*, 24 juin 1888; *La République belge*, 3 juin 1888.

(9) Jules Urbain en était le président en même temps que le secrétaire. Emile Auquier en était le trésorier. *La Liberté*, 24 juin 1888.

organisations socialistes du Couchant de Mons, en travaillant à l'élargissement de l'association ouvrière dans l'optique d'une amélioration du sort économique de l'ouvrier (1). Enfin, à la suite des grèves partielles qui se succédaient sans arrêt dans le bassin (2), ils réunirent le 21 octobre à Pâturages un congrès des mineurs du Borinage qui, vu leur situation économique, émirent le voeu de voir se réunir le plus tôt possible une assemblée des houilleurs des quatre bassins belges (3). Désormais, la partie était gagnée pour les socialistes républicains du Borinage ; dans sa réunion mensuelle de novembre, la fédération vota à l'unanimité moins une voix, l'exclusion de Fauviau (4) et la plupart des sociétés s'affilièrent au parti de Defuisseaux afin de pouvoir participer au Congrès de Châtelet qui venait d'être fixé au 2 décembre (5). Une fois de plus, le facteur économique avait décidé du sort du socialisme borain ; immédiatement après le décision du congrès de Châtelet qui avait voté la grève immédiate tout en acceptant la rentrée de Fauviau dans le parti (6), des papiers rouges furent distribués au fond des fosses qui convoquaient les mineurs aux réunions de Wasmes et

(1) Assistèrent régulièrement aux séances de la Fédération les sociétés de Frameries, Cuesmes, Jemappes, Wasmes, avec surtout le syndicat mutuel d'Adelson Ballez, Flénu, Eugies, La Bouverie, Pâturages, Warquignies et Bois-de-Boussu ; vers la fin de l'année, on constate aussi la présence des associations de Dour, Elouges, Wihéries et Hornu. *La République belge*, 2 septembre et 17 juin 1888. *La Liberté*, 17 juin, 9 septembre et 11 novembre 1888.

(2) Une fois la dépression causée par la première tentative de grève générale passée, les « grèvelettes » reprirent dès le mois de novembre 1887. A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 307, les rapports recommencent dès le 3 novembre 1887 ; comme précédemment ces grèves se localisaient toujours aux charbonnages des Produits et du Levant de Flénu dans l'Est du bassin.

(3) *La République belge*, 28 octobre 1888. Ce congrès réunit des délégués des fosses de Frameries (Crachet et Agrappe), de Flénu, de Cuesmes, de Jemappes (Produits et Levant du Flénu), de Quaregnon (Rieu du Cœur), de Pâturages et de Wasmes. Après avoir constaté que la situation des charbonnages permettait une augmentation des salaires, ils prirent cette décision afin que l'ensemble des mineurs belges prenne de commun accord des mesures que cette situation exigeait. Pendant ce temps, la Fédération boraine rédigeait une demande d'augmentation de 20 % des salaires qu'elle adressa à tous les directeurs de charbonnage du bassin et qui resta sans réponse ; *La Liberté*, 11 novembre 1888.

(4) Ce fut un des ordres du jour de la réunion fédérale de novembre 1888. *La Liberté*, 11 novembre 1888 ; *La République belge*, 11 novembre 1888.

(5) Les associations ouvrières de Cuesmes, Frameries, Jemappes, Pâturages, Quaregnon et Wasmes furent présentes au second congrès de Châtelet ; *La République belge*, 9 décembre 1888. Les groupes de Wasmes et de Pâturages venaient tout juste de s'affilier au parti ; *La Liberté*, 18 et 25 novembre 1888.

(6) Fauviau reentra dans le parti après avoir fait profession de foi républicaine à la demande de Georges Defuisseaux ; *La République belge*, 9 décembre 1888 ; *Le Soir*, 4 décembre 1888. Pour *Le Peuple* qui n'accorda que 23 lignes de texte à ce congrès de Châtelet, l'affaire Fauviau y fut la seule ayant eu quelque intérêt. *Le Peuple*, 4 déc. 1888.

de Frameries où la grève devait être organisée (1). A partir du 7, le mouvement débutait aux charbonnages du Rieu du Cœur, du Couchant de Flénu et des Produits (2); le même jour, Maroille et Fabien Gérard étaient arrêtés compromettant pour le Borinage la réussite de cette deuxième grève qui, effectivement, dura à peine une semaine dans le bassin (3).

C. L'ÉVOLUTION CONTINUE DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE : POUR REMÉDIER A L'ABSENCE DE SYNDICAT, LA COOPÉRATIVE ÉTEND SES ACTIVITÉS A LA MUTUALITÉ

L'entrée du Borinage au sein du Parti socialiste républicain qui prévoyait avant tout la préparation de la grève générale n'endigua et ne freina pas l'évolution de l'organisation ouvrière dans la voie qui avait été tracée dès la fin de 1885. Malgré la théorie de Defuisseaux concernant le système coopératif et les statuts de son parti qui considéraient ces organismes comme des sources de revenus, la coopération resta le noyau du groupement ouvrier tel qu'il avait été conçu lors du réveil du mouvement borain (4).

Nous constatons même que c'est au cours de ces deux années 1887 et 1888 que la boulangerie coopérative s'implanta définitivement dans le bassin du Couchant de Mons. La fondation de telles associations dans les communes de La Bouverie (5), d'Hornu (6) et d'Eugies (7)

(1) P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, rapports de la brigade de Pâturages des 26 janvier 1888 et 2 janvier 1889. La grande majorité des ouvriers s'y déclarèrent partisans de la grève immédiate; *Le Peuple* lui-même le reconnaît dans son numéro du 12 décembre 1888.

(2) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 307, les rapports seront dressés journalièrement du 7 au 15 décembre 1888.

(3) P.J.M., *Dossier du Grand Complot*, télégrammes de gendarmerie confirmant l'arrestation des deux meneurs.

(4) Les statuts qui avaient été rédigés pour donner aux membres le plus d'avantages possibles furent maintenus et respectés. La moitié des bénéfices annuels furent distribués aux actionnaires. La coopérative de Frameries ayant clôturé son bilan de 1887 par un bénéfice de 7.473 fr, la moitié de cette somme fut distribuée aux membres; *La Liberté*, 15 janvier 1888. Ce fut ainsi le cas à Pâturages la même année; 3.350 fr furent répartis entre les actionnaires alors que la même somme était versée au fond de réserve; *La Liberté*, 29 janvier 1888. Le crédit lui aussi fut maintenu; le bilan de la coopérative de Frameries témoigne d'une avance s'élevant à 4.709 fr faite aux sociétaires en pain et en farine pour l'année 1887; *La Liberté*, 15 janvier 1888.

(5) Elle avait été fondée début 1887; *La Liberté*, 2 janvier 1888. Elle avait pour président C. Quenon, J. Huart pour secrétaire et P. Laurent pour trésorier; *La Liberté*, 23 septembre 1888.

(6) Elle avait été ébauchée en 1886 par Fauviau mais elle n'eut une existence réelle qu'après avoir été réorganisée en 1888 sur l'initiative de la fédération boraine. *La Liberté*, 8 juillet 1888 et *La République belge*, 15 juillet 1888.

(7) *La Liberté*, 4 mars 1888.

termina l'expansion du mouvement dans le Borinage central. En même temps, parallèlement à la progression du socialisme vers l'ouest du bassin (1), les coopératives firent leur apparition à Elouges, Wiheries, Quiévrain et Warquignies (2). Ce fut également à partir de ce moment que le chiffre d'affaires de la plupart d'entr'elles commença à augmenter (3). Ce fut le cas pour des sociétés importantes comme celle de Frameries qui, en 1888, ouvrit un second magasin (4); mais ce fut aussi le cas pour d'autres plus modestes comme celle de Bois-de-Boussu qui, la même année, fit l'acquisition d'un local plus spacieux (5).

Mais surtout, ce qui caractérise la coopérative boraine au cours de ces deux années, c'est qu'elle ne cesse d'évoluer pour s'adapter d'une façon encore plus étroite à la situation du mouvement ouvrier. Maroille, Auquier et Urbain allaient, en effet, trouver dans la mutualité la solution momentanée à l'impossibilité de fonder des syndicats; en adjoignant une caisse de secours à la coopérative boraine, ils complétèrent ainsi son rôle de groupement unique pour les mineurs (6). Comme les boulangeries, ces associations offraient aux houilleurs des avantages plus sérieux et plus attirants que les simples caisses de résistance. Pour une cotisation hebdomadaire de 10 centimes, chaque ouvrier membre depuis trois mois avait l'assurance de recevoir 8 pains par semaine en cas de maladie ou de blessure (7). Aussi ce système qui

(1) Cette extension, nous l'avons déjà soulignée, est due à l'action du militant Fabien Gérard de Wiheries.

(2) L. BERTRAND, *Histoire de la Coopération en Belgique*, Bruxelles, 1903, t. II, p. 524. Toutes ces coopératives sont renseignées dans le compte rendu de la réunion de la fédération boraine qui eut lieu à Dour en novembre 1888; *La Liberté*, 11 novembre 1888.

(3) Pour 1887, les bénéfices s'élevaient respectivement à 7.473 fr à Frameries, 6.700 fr à Pâturages, 5.381 à Wasmes, 2.886 à La Bouverie, 1.889 fr à Jemappes, 1.643 fr à Bois-de-Boussu et 539 fr à Quaregnon; *La Liberté*, 15 janvier 1888, *La Liberté*, 29 janvier 1888, *La Liberté*, 8 janvier 1888, *La Liberté*, 15 janvier 1888, *La Liberté*, 12 février 1888; *L'Avenir social*, 1905, p. 187; *La Liberté*, 12 février 1888.

(4) *La Liberté*, 5 février 1888. Ce deuxième magasin était situé dans la rue de Genly afin de desservir le quartier de la Maladrée. Le 15 décembre 1888, on ouvrit également un deuxième four à Pâturages; *La Liberté*, 25 décembre 1887.

(5) *L'Avenir social*, 1905, p. 187.

(6) C'était toujours le comité des coopératives qui décidait de l'installation de caisse de secours mutuel dans leur attribution. En effet, les secours étant distribués en bons de pain, il fallait une coopérative assez puissante et assez organisée pour mener ces deux activités de front. A Frameries, la caisse de secours investissait ses capitaux en actions de la boulangerie; *La Liberté*, 15 janvier 1888.

(7) Voir les statuts de la caisse de secours de La Bouverie et de Pâturages; *La Liberté*, 22 janvier et 26 février 1888. Ces secours qui étaient délivrés 8 jours après la déclaration de maladie ou de blessure pouvaient durer jusqu'à 3 mois. Ils pouvaient être prolongés et leur importance pouvait être augmentée sur la décision du comité. Le certificat médical n'était pas exigé, mais un contrôle était assuré par l'administration de la mutuelle.

avait été inauguré par la coopérative de Frameries en juillet 1886⁽¹⁾, s'étendit-il aux communes voisines en 1888 sous l'impulsion d'Emile Auquier et de Jules Urbain⁽²⁾. Ces militants avaient bien compris l'avantage que de tels organismes apporteraient au mouvement ouvrier borain. Ces caisses de secours qui préfiguraient en quelque sorte les syndicats à bases multiples qui furent leur apparition au Borinage début du XX^e siècle⁽³⁾, avaient en effet un caractère professionnel du fait qu'elles ne groupaient que des mineurs. L'Union ouvrière de Frameries avait été organisée comme un véritable syndicat, par sections, chacune d'elles correspondant à une rue importante ou à un quartier⁽⁴⁾ et à plusieurs reprises, lors de grèves, elle s'était muée en caisse de résistance en distribuant des secours aux grévistes⁽⁵⁾. Ce caractère syndical, Jules Urbain ne fit que l'accentuer; pour le secrétaire fédéral, en effet, la coopérative boraine et sa caisse de secours mutuel ne devaient pas se limiter à n'être que de simples centres de propagande, elles devaient se consacrer également aux questions des salaires et aux problèmes professionnels des houilleurs⁽⁶⁾. Ce fut donc au niveau de ces organismes que les socialistes borains menèrent leur lutte économique pour une amélioration immédiate du sort du travailleur. A Frameries, à l'Union ouvrière, un

⁽¹⁾ *La Liberté*, 8 janvier 1888.

⁽²⁾ Leur propagande fut menée notamment par la voie de *La Liberté*; voir son numéro du 15 janvier 1888. Dans les communes trop peu importantes comme celles de Flénu, ils fondirent des caisses de secours qui étaient affiliées à celle de Frameries; *La Liberté* du 22 avril 1888. Dans les autres communes, ils intervinrent directement par des meetings ou par l'intermédiaire de la fédération boraine auprès des comités de coopératives. Fin 1888, outre celles de Frameries et de Flénu, il avait encore quatre autres caisses de secours mutuel au Borinage. Une à Wasmes; *La Liberté*, 2 janvier 1888. Une à La Bouverie; *La Liberté*, 22 janvier 1888. Une à Pâturages; *La Liberté*, 19 février 1888. Et une à Cuesmes; *La République belge*, 9 septembre 1888.

⁽³⁾ *L'Ouvrier mineur*, décembre 1904. Discours d'A. Cantineau sur l'organisation syndicale dans le bassin du Couchant de Mons, lors d'une séance de la fédération nationale des mineurs belges. Ces syndicats à bases multiples avaient notamment une caisse de pension pour les vieux mineurs.

⁽⁴⁾ Elle se composait de 12 sections (Grand-rue, rue de l'Eglise, rue d'Eugies, rue de Mons, la Chasse, la Maladrée, la rue du Marais, rue des Ecluses basses, rue des Ecluses hautes, rue de Jemappes, rue Donaire, rue de la Garde). Les cotisations se relevaient par section; cette administration devait non seulement favoriser l'implantation du syndicat mais aussi faciliter l'organisation des grèves. *La Liberté*, 19 août 1888.

⁽⁵⁾ En mai 1887, elle distribua pour 400 fr de bons de pain aux grévistes; *La Liberté*, 8 janvier 1888. Elle ne limita pas toutefois cette action aux grèves générales, elle appliqua ce principe aux grèves partielles, notamment lors des « grèvelettes » de novembre 1887; *La Liberté*, 15 janvier 1888.

⁽⁶⁾ *La République belge*, 17 juin 1888. Il fut décidé à la réunion fédérale qui s'était tenue à Eugies le 10 juin que les coopératives devaient s'occuper « des questions de salaires, des retenues illégales et arbitraires dont les mineurs étaient victimes ainsi que des accidents de mines, si fréquents ».

bureau spécial pour les plaintes et les réclamations des mineurs fut créé et fonctionna dès le mois de mars sous la direction de Jules Urbain (1). En août, il intervint notamment au puits n° 2 de l'Agrappe au cours d'un différend survenu entre les coupeurs de voie et l'administration à propos des conditions de travail (2). A Wasmes, l'évolution fut similaire; en août, le comité de cette caisse de secours, dirigé par Adelson Ballez et Ruper Cornez, s'adressa aux autorités communales pour leur recommander l'urgence de la formation d'un conseil de l'industrie et du travail dans le village (3).

Dans les communes de Wasmes et de Frameries où le mouvement ouvrier était le mieux organisé et le plus fort (4), la coopérative resta donc le centre et le pilier du socialisme. A ses fonctions de centre de propagande qu'elle développa encore durant ces deux années, elle joint celle de caisse de secours et devint aussi au sein de la population ouvrière, le point de rencontre du politique et de l'économique. La faiblesse initiale du mouvement qui empêcha la formation du syndicat au côté des coopératives, amena donc une très forte centralisation des différentes activités du socialisme dans le Couchant de Mons. C'était un gage de force et de succès pour la formation de la mentalité du mineur borain.

Désormais pour lui, le suffrage universel était étroitement lié à ses propres préoccupations car il lui était présenté par les meneurs qui le guidaient dans sa lutte professionnelle comme le moyen suprême d'améliorer sa condition d'ouvrier. Comme nous le verrons dans la suite de notre travail, ce fut l'apport essentiel de cette période.

(1) *La Liberté*, 11 et 18 mars 1888.

(2) *La République belge*, 5 août 1888.

(3) A.E.M., *Wasmes*, police, 667; une loi avait en effet été votée le 21 octobre 1887 qui permettait l'institution de tel conseil pour les ouvriers.

(4) C'est dans ces deux communes que les caisses de secours se développant parallèlement aux coopératives dont elles dépendaient, eurent le plus d'adhérents; toutes deux, en effet, en 1888 en comptaient plus de 500; A.E.M., *Wasmes*, police, 667; lettre de la société de secours mutuels de Wasmes du 16 août 1888; *La Liberté*, 15 avril, 19 août 1888.

CHAPITRE III

LA FEDERATION SOCIALISTE BORAINA A LA CONQUETE DU SUFFRAGE UNIVERSEL (1889-1893)

A. LES NOUVEAUX HORIZONS DU BORINAGE SOCIALISTE, LE PARTI OUVRIER ET LES FÉDÉRATIONS NATIONALE ET INTERNATIONALE DE MINEURS

Le Grand Complot avait amené le socialisme belge à abandonner toute idée de révolution violente et toute méthode insurrectionnelle pour la conquête de ses revendications. Le Parti ouvrier avait vu se confirmer l'opportunité de sa méthode de lutte échelonnée où la grève générale restait l'ultime ressource à laquelle il ne fallait recourir qu'après avoir épuisé tous les autres moyens de pression ⁽¹⁾. Les socialistes républicains eux-mêmes et leur journal, qui reparut le 7 avril sous le titre de *La République* ⁽²⁾, abandonnèrent toute violence et toute volonté d'intimidation. Avant et après le procès, des meetings furent organisés ⁽³⁾, des articles parurent ⁽⁴⁾ où la grève générale était définie comme devant être pacifique et légale afin d'assurer sa réussite et l'obtention du suffrage universel. Les deux partis se retrouvaient donc en 1889 avec un même but, le suffrage universel ⁽⁵⁾ et une

⁽¹⁾ Vandervelde et Destrée voient dans les révélations du Grand Complot une des causes de la « prudence » qui caractérisa sa lutte en faveur du suffrage universel de 1889 à 1893. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, Paris, 1898, p. 101.

⁽²⁾ *La République* avait pour éditeur Pierre Loor, socialiste républicain d'Haine-St-Pierre, mais son bureau se trouvait au Borinage à Wasmes où il était imprimé chez Théotime Delattre. Après le procès du Grand Complot, nous verrons comment il devint le journal de la fédération boraine. Comme la *République belge*, il devait se vendre dans les quatre bassins miniers ainsi qu'à Bruxelles et dans la vallée de la Vesdre, *La République*, 7 avril 1889.

⁽³⁾ Voir notamment le compte rendu d'un meeting organisé par Pierre Loor à Cuesmes dans *La République* du 14 avril 1889. Il y parla essentiellement de la grève générale sans violence pour l'obtention du suffrage universel.

⁽⁴⁾ Un article de la *République* du 28 avril 1889 consacré à la conférence de Quaregnon où avait été reconstituée la fédération boraine définit la grève générale pacifique comme « la suppression du travail sans manifestation populaire, sans provocation, sans violence ». Un autre article sur le suffrage universel, intitulé Dissolution, Démission, Révision, de la *République* du 30 juin 1889, conclut en disant « employons le grand moyen, la grève, mais la grève légale et implacable, la grève calme mais durable ».

⁽⁵⁾ Une série d'articles intitulés Le socialisme, parurent en juillet dans la *République*; ils démontraient les avantages qui seraient procurés par l'égalité de vote. *La République*, 7 et 14 juillet 1889.

méthode de lutte presque identique, la grève générale sans violence (1). On était donc plus très éloigné de leur réunion. Il est difficile de déterminer avec exactitude l'initiative qui la produisit; il faut cependant souligner dans la politique du conseil général du Parti ouvrier une volonté constante de conciliation qui laisse supposer que tout le mérite lui en revient. N'oublions pas que les socialistes bruxellois dès 1885, avaient poussé à l'extension du Parti socialiste belge et à la fondation du Parti ouvrier dans le but de réunir le plus grand nombre possible de travailleurs que leur tendance ait été modérée ou avancée. En 1888, on vit l'un deux, Jean Volders, prendre la parole au Borinage au cours de meetings contradictoires et, dès les premières arrestations, ses articles dans *Le Peuple* rejetèrent habilement la responsabilité des événements sur l'activité des agents provocateurs. Préparant la réaction contre le procès, la majorité du Parti ouvrier, dans son congrès annuel d'avril 1889, adopta à l'unanimité une protestation contre l'emprisonnement des socialistes républicains (2). Ce désir de conciliation mènera encore plus loin le P.O.B. Le fait que la fondation du parti dissident résultât en partie de heurts entre les syndicats de mineurs et le conseil général (3), produisit au sein du parti un véritable choc qui l'amena à envisager sa réorganisation. En avril 1889, le congrès de Jolimont discuta d'un projet qui tendait à donner plus d'importance et plus d'autonomie aux intérêts professionnels. Cette motion qui proposait de scinder le parti en quatre grands groupes, les syndicats, les mutualités, les coopératives et les ligues politiques, fut pourtant repoussée, la majorité y voyant une menace pour l'unité du parti (3).

Ce désir de conciliation, les socialistes républicains le partagèrent surtout à partir du mois de mai, lorsque leur conseil général fut reconstitué et après une première entrevue entre Georges Defuisseaux et Jean Volders (4). Dès son premier numéro, *La République* en avait appelé à l'union de tous les travailleurs belges pour la conquête du

(1) Il est intéressant de faire remarquer que c'est en Belgique que la théorie de la grève générale apparut d'abord avec une telle intensité. C'est aussi en Belgique qu'elle fut utilisée pour la première fois dans un but politique. Voir G. SOREL, *Réflexions sur la violence*, Paris, réédition de 1946 de l'œuvre parue en 1901, pp. 227-230; J. MONTREUIL, *Histoire de mouvement ouvrier en France*, Paris, 1947, pp. 243-249.

(2) *Compte rendu du 5e congrès annuel du Parti ouvrier tenu à Jolimont les 21 et 22 avril 1889*, Bruxelles, 1889. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Histoire du socialisme en Belgique*, p. 97. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 474.

(3) *Compte rendu du 5e congrès ...* J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Histoire du socialisme en Belgique*, p. 96.

(4) *La République*, 23 juin 1889, article intitulé L'Union.

suffrage universel et, le 23 juin, abandonnant définitivement ses attaques contre *Le Peuple*, elle déclare consacrer sa propagande à la nécessité de l'union. Le 14 juillet, sa rédaction proposera aux conseils généraux des deux partis de réunir au plus vite un congrès afin d'y élaborer un programme commun. Et enfin, début septembre, pour atténuer toute différence entre les deux tendances du socialisme belge, la *République* devient *La Bataille* ⁽¹⁾ et Maroille son éditeur responsable la dénomme organe du parti socialiste belge. Le rôle de la fédération boraine fut d'ailleurs important dans ce mouvement unioniste et il illustre le fait que cette réunion ne fut pas seulement la conséquence de la politique de quelques meneurs. Reconstituée le 21 avril ⁽²⁾, dans son assemblée du 15 août, elle vota à l'unanimité des 10 sociétés qui y représentaient 8 communes la fusion des deux partis ⁽³⁾. Anseele assista aux débats de sa réunion suivante tenue le 1^{er} septembre ⁽⁴⁾ et le 29, une manifestation à laquelle prirent part les socialistes borains et les délégués des autres fédérations régionales du Parti ouvrier scella l'union à Frameries ⁽⁵⁾.

Un élément quelque peu extérieur au socialisme belge marqua d'ailleurs ce mouvement unioniste. Ce fut, en effet, en 1889 que l'idée de l'association internationale des travailleurs reprit vigueur ⁽⁶⁾ et pour le socialisme belge, elle fut déterminante. Cette année-là, les socialistes belges assistèrent non seulement aux congrès des marxistes

⁽¹⁾ *La Bataille*, 8 septembre 1889. Le journal toujours imprimé au Borinage est alors uniquement dirigé par les socialistes borains ; Emile Auquier et Jules Urbain de Frameries, Strenaert de Jemappes et André de Cuesmes se partageaient son administration et Maroille, son éditeur, était son rédacteur responsable. Dès le 20 octobre, il apparaît comme l'organe de la fédération boraine mais il est inspiré par Defuisseaux. *La Bataille*, 20 octobre 1889.

⁽²⁾ *La République*, 21 avril 1889.

⁽³⁾ *La République*, 11 août et *La Bataille*, 8 septembre 1889. Voir aussi *Le Peuple* du 21 août. Les sociétés représentées étaient les coopératives de Pâturages, d'Eugies, de Quaregnon, de La Bouverie, d'Elouges et les coopératives et caisses de secours de Frameries et de Wasmes.

⁽⁴⁾ *La Bataille*, 8 septembre 1889.

⁽⁵⁾ *Le Peuple*, 25 septembre et 1^{er} octobre 1889 et *La Bataille* des 22 septembre et 6 octobre. Verrycken, Anseele, Van Beveren, Volders, Vandenporte, Romain et Camille Servais prirent part à cette manifestation.

⁽⁶⁾ C'est en 1889 au cours de congrès qui eurent lieu à Paris que furent jetées les bases de la nouvelle internationale : voir notamment L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 281. On en voit la preuve l'année suivante lors de la première célébration de la fête du 1^{er} mai ; J. MONTREUIL, *Histoire du mouvement ouvrier en France*, p. 244.

et des possibilistes français (1) mais aussi à plusieurs conférences internationales dont celle des mineurs qui fut tenue à Paris les 18 et 19 septembre et où fut décidée la fondation de la fédération internationale des houilleurs (2). Cet internationalisme qui se reconstituait semble avoir redonné une certaine importance à la lutte économique au sein du mouvement ouvrier belge. A partir d'alors, la nécessité d'une législation internationale du travail devint un des thèmes favoris de *La République* et du *Peuple* (3) et, personnellement, nous voyons dans ce nouveau climat une des causes de la fondation de la fédération nationale des mineurs belges.

Réclamée par les socialistes républicains (4), elle sera créée le 25 décembre 1889 sur l'initiative du Parti ouvrier (5) et son premier congrès de février 1890 (6) prépara les mineurs belges à la réunion internationale des houilleurs qui, en mai, fondèrent leur fédération à Jolimont (7). L'administration de la fédération nationale était extrêmement simple, son bureau groupait un représentant de chaque bassin minier (8), un délégué du conseil général (9) et un secrétaire (10). Ce

(1) *La République*, 21 et 28 juillet 1889. M.A.E., *Socialisme, Communisme et Anarchisme*, 186, II; note du ministre de la Justice au ministre des Affaires étrangères du 10 mars 1890 et la note du ministre des Affaires étrangères au duc d'Ursel, le 8 janvier 1890; *Relation politique de la Belgique avec la France, propagande française en Belgique*, 83, III, note du ministre belge en France à son supérieur le ministre des Affaires étrangères du 19 février 1890.

(2) M.A.E., *Socialisme, Communisme et Anarchisme*, 186, II; note du ministre de la Justice au ministre des Affaires étrangères du 10 mars 1890.

(3) *La République*, *La Bataille* et *Le Peuple*, juillet, août et septembre 1889.

(4) Dès la parution de *La République* en avril 1889, cette propagande fut reprise et des articles parurent, soumettant des projets de statuts pour une telle organisation. *La République*, 14 avril et 16 juin 1889, articles intitulés *L'association charbonnière belge*.

(5) E. VANDERVELDE, *Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique*, Bruxelles, 1891, t. I, p. 190 et sv. *Fédération nationale des ouvriers mineurs belges fondée le 25 décembre 1889. Statuts*, Bruxelles, 1890. *Le Peuple*, 27 décembre 1889.

(6) *Le Peuple*, 4, 7 et 10 février 1890. *La Bataille*, 2 février 1890. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, p. 105. Ce congrès eut lieu à Jumet-Gohissart et il vit la rédaction d'un projet de statuts. Il lia déjà étroitement le politique à l'économique et inscrivit en tête de son programme le suffrage universel.

(7) A.G.R., *Parquet général*, 227, rapport de la brigade de Morlanwelz des 22 et 23 mai 1890. E. VANDERVELDE, *Enquête sur les associations professionnelles* ..., t. I, pp. 193-194.

(8) *Le Peuple*, 27 décembre 1889 et 4 février 1890. E. VANDERVELDE, *op. cit.*, t. I, pp. 190-191. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 620.

(9) Gustave Defnet allait remplir cette fonction et son rôle, comme nous le verrons dans la suite, fut important. L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 620.

(10) Cette fonction allait être remplie par Désiré Maroille, voir notamment *Le Peuple*, 6 mars 1890. F.S.B., *Papiers Maroille*, lettre d'A. Toubeau du 29 avril 1893.

n'est qu'en 1900 qu'elle compléta son organisation ⁽¹⁾, elle semble avoir vécu jusqu'à cette date sur de très simples bases dans le seul but de donner un centre d'action à la masse des mineurs belges.

Finalement, cette fédération fut la seule réforme apportée par le Parti ouvrier lors de ce mouvement unioniste. La fusion décidée par les conseils généraux des deux parties à Bruxelles le 6 octobre ⁽²⁾ fut concrétisée l'année suivante par la présence des socialistes républicains au congrès annuel du P.O.B. ⁽³⁾. Tenu à Louvain les 6 et 7 avril, il fut tout entier consacré à l'organisation de la lutte en faveur du suffrage universel qui était la principale cause d'union. Une seule motion qui aurait pu donner lieu à une réforme fut déposée, elle émanait de Georges Defuisseaux et elle proposait à l'assemblée de dénommer socialiste républicain le parti unique qui venait d'être réformé. Elle fut combattue par César De Paepe et les socialistes républicains s'inclinèrent devant la majorité. Le Parti ouvrier garda son nom assez large « pour abriter tout ce qui, dans le prolétariat belge » voulait « travailler à l'émancipation intellectuelle, matérielle, politique et économique de la masse des déshérités » ⁽⁴⁾. Se consacrant entièrement à la question du suffrage universel, les socialistes belges remettaient à plus tard tous les problèmes relatifs à l'organisation du parti et de son conseil général. Ce ne fut que fin 1893, après l'obtention du vote plural que le Parti ouvrier se réunit en congrès extraordinaire pour reviser ses statuts et se donner une administration plus représentative des diverses industries belges ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 621. C'est alors que commença la publication de son journal *L'Ouvrier mineur*.

⁽²⁾ *La Bataille*, 13 octobre 1889. Le Parti socialiste républicain était représenté par Drugnand et Malengret du Centre, Mignon de Châtelet, Maroille, Fauvau et Auquier du Borinage et enfin Georges Defuisseaux.

⁽³⁾ *Compte rendu du 6e congrès annuel tenu à Louvain les 6 et 7 avril 1890*, Bruxelles, 1890. *Le Peuple*, 7 et 8 avril 1890. J. DESTREE et E. VANDERVELDE, *Histoire du socialisme en Belgique*, pp. 90, 100, 106.

⁽⁴⁾ J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *op. cit.*, pp. 99 et 100.

⁽⁵⁾ *Compte rendu du congrès extraordinaire tenu à Bruxelles les 25 et 26 décembre 1893 et du 10e congrès annuel tenu à Quaregnon les 25 et 26 mars 1894*, Bruxelles, 1894. *Programme et statuts du Parti ouvrier adoptés dans les congrès de Bruxelles de 1894 et de Quaregnon de 1894*, Bruxelles, 1903. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *op. cit.*, pp. 446 et 365. A partir d'alors, le conseil général groupa non seulement un représentant de chaque fédération régionale mais aussi un représentant par fédération nationale de métier.

B. LES CARACTERES DU SOCIALISME BORAIN, UN MOUVEMENT UNI ET COORDONNÉ PAR LA MONO-INDUSTRIE DE LA RÉGION ET LA DIRECTION POLITIQUE EXERCÉE PAR LES DEFUISSEAUX

Le mouvement ouvrier borain sortit fortifié du procès du Grand Complot, le Parti socialiste républicain lui ayant donné l'unité qu'il avait cherché en 1886. Répondant à son souci de propagande et à la nécessité de préparer la grève générale, la fédération avait alors étendu son rayon d'action à plusieurs communes du centre et de l'ouest du bassin. Au cours des années qui suivirent, le mouvement allait encore se renforcer par l'extension du socialisme non seulement en profondeur mais aussi en largeur.

Sous l'action des meneurs dans les communes où le mouvement avait déjà une certaine consistance, les militants apparurent de plus en plus nombreux, secondant l'action de leur chef et propageant les idées nouvelles au sein de la masse. En 1888, à Frameries, Urbain et Auquier s'étaient déjà hissés au rôle de meneurs aux côtés de Maroille (1). A Wasmes dès 1889, ce fut le cas pour Fulgence Delbauve (2), Rupert Cornez (3) et Philippe Dufrasnes (4). Sous leur influence, le mouvement se consolida constamment dans les deux centres et de nouveaux militants y apparurent de plus en plus nombreux (5). Les

(1) En 1891, Emile Auquier sera exclu de la fédération pour n'avoir pas observé les principes socialistes dans son rôle de conseiller communal. *Le Peuple*, 24 juin 1891.

(2) Fulgence Delbauve faisait partie du conseil d'administration du syndicat et caisse de secours de Wasmes; *La Bataille*, 13 octobre 1889. Plus tard, en 1893, après la fondation du syndicat général des mineurs du Borinage, il dirigea la section de Wasmes; *Le Peuple*, 8 février 1893.

(3) Rupert Cornez, comme Delbauve, fit partie du conseil d'administration du syndicat et caisse de secours de Wasmes; *La Bataille*, 13 octobre 1889. Il limita son activité aux problèmes économiques de la fédération boraine. Il s'occupa notamment des élections du Conseil de l'industrie et du travail pour le ressort de Wasmes en 1890; *Le Peuple*, 30 mars 1890.

(4) Son action fut plus politique et plus générale. Dès 1889, il fut le correspondant du *Peuple* pour le Borinage sous le nom de Fliironnet. En mai 1892, il fit paraître une brochure intitulée *Les bienfaits de suffrage universel* chez un certain Nazet à Wasmes. On peut voir une rétrospective de ses activités dans le mouvement ouvrier borain dans le dictionnaire biographique de Serwy. V. SERWY, *La coopération en Belgique*, Bruxelles, 1952, t. IV, p. 146.

(5) On peut citer pour Frameries : Aug. Cappiaux, *La Bataille*, 2 février 1890. A. Defossez, *La Bataille*, 2 février 1890. A. Degave, F.S.B., *Papiers Maroille*, avril-mai 1893. E. Delhayé, *La Bataille*, 28 décembre 1890. G. Delhayé, 28 décembre 1890. Ad. Docquier, *La Bataille*, 2 février 1890. L. Everat, *La Bataille*, 2 février 1890. A. Godart, *La Bataille*, 2 février 1890. N. Godart, *La Bataille*, 2 février 1890. Ph. Godart, beau-père de Maroille, F.S.B., *Papiers Maroille*, avril-mai 1893. L. Liénard, *La Bataille*, 2 février 1890. J. Robert, *La Bataille*, 2 février 1890 et M. Urbain, *Le Peuple*, 18 novembre 1890. Et pour Wasmes : V. Carlier, *La Bataille*, 15 septembre 1889. Z. Fauviau, frère d'Elysée, *Le Peuple*, 20 septembre 1890. A. Gallet, *Le Peuple*, 20 septembre 1890. V. Malengret, *La Bataille*, 28

communes voisines qui avaient déjà été touchées par le mouvement comme Jemappes (1), Cuesmes (2), Pâturages (3), La Bouverie (4), Flénu (5), Bois-de-Boussu (6), Dour (7) et Wihéries (8) virent aussi leurs effectifs augmenter, ce qui permet l'extension du socialisme en profondeur.

Quant à l'extension géographique que nous avons constaté pendant la période précédente, elle allait s'achever après 1890. Une fois encore, l'influence des meneurs allait en être la cause. L'apparition du socialisme dans la région industrielle de Quaregnon eut en effet, pour origine l'installation dans cette commune d'Henri Roger, protégé de Léon Defuisseaux (9). Son activité tout comme celle d'Alphonse

décembre 1890. A. Quenon *La Bataille*, 15 décembre 1890. V. Roland, *La Bataille*, 15 décembre 1889. P. Tricou, *La Bataille*, 28 décembre 1890. J. Trouvé, *Le Peuple*, 4 septembre 1890. A. Urbain, *La Bataille*, 15 septembre 1889. E. Urbain, *Le Peuple*, 4 septembre 1890. V. Wilmant, *Le Peuple*, 20 septembre 1890.

(1) Nous avons notamment retrouvé : Fl. Broez, *Le Peuple*, 16 octobre 1890. L. Druetz, *Le Peuple*, 16 octobre 1890. Fagnart, *Le Peuple*, 8 février 1890. F. Hupez, *Le Peuple*, 16 octobre 1890. G. Mariage, *Le Peuple*, 16 octobre 1890. N. Maton, *Le Peuple*, 16 octobre 1890.

(2) Nous rappellerons : Fr. Cornez, *La Bataille*, 12 octobre 1890. H. Delannois, *La Bataille*, 12 octobre 1890. V. Delsaut, *La République*, 28 août 1889. J. Hernalsteens, *La Bataille*, 12 octobre 1890. V. Hugé, *La Bataille*, 12 octobre 1890. Z. Régnier, *La Bataille*, 13 octobre 1890. Tricot, *Le Peuple*, 4 avril 1893.

(3) Citons : Neusy, *La Bataille*, 1 décembre 1889. Descamps, *Le Peuple*, 16 octobre 1890.

(4) Nous avons relevé : J. Dufrasne, *La Bataille*, 8 décembre 1889. J. Huart, *La Bataille*, 8 décembre 1889. Cl. Quenon, *Le Peuple*, 16 octobre 1890.

(5) Nous citerons : F. Verteneuil, *La Bataille*, 2 février 1890, J., E. et P. Malengret, *La Bataille*, 28 décembre 1890. E. Schadeveyl, *La Bataille*, 28 décembre 1890.

(6) Citons avant tout Alfred Dendal dont l'action, elle aussi, est retracée dans le dictionnaire biographique de V. Serwy. V. Serwy, *La coopération en Belgique*, t. IV, p. 130.

(7) Nous rappellerons : Hense, *La Bataille*, 28 décembre 1890. Lecomte, *La Bataille*, 28 décembre 1890. Rossignol, *Le Peuple*, 6 juillet 1890. Ruelle, *La Bataille*, 28 décembre 1890.

(8) Citons Vasseur, *Le Peuple*, 8 février 1893.

(9) Nous le trouvons signalé pour la première fois au Borinage en mai 1890, lors de la campagne en faveur de Léon Defuisseaux, candidat de la fédération boraine aux élections législatives ; *Le Peuple*, 24, 25, 29 et 31 mai, 1er, 4 et 8 juin 1890 ; A.G.R., *Parquet général*, 226, rapport du procureur du roi à Mons au procureur général du 30 mai 1890. Dès le mois d'août, il est renseigné comme rédacteur de *La Bataille* ; *Le Peuple*, 24 août 1890. Et en novembre, il fait partie du comité exécutif de la fédération boraine ; *Le Peuple*, 8 novembre 1890 ; A.G.R., *Parquet général*, 227, note du procureur du roi à Mons au procureur général du 6 novembre 1890. Pour les autorités, il est le type même de « l'homme énergique qui n'a peur de rien » ; A.G.R., *Parquet général*, 228, note du procureur du roi à Mons au procureur général du 7 novembre 1892. Quant à Defuisseaux, il voyait d'un assez mauvais œil « le protégé » de son frère, il le jugeait comme « un incapable de tout travail » qui cherchait « dans le socialisme un moyen de conquérir un mandat » ; F.S.B., *Papiers Maroille*, lettres adressées par A. Defuisseaux à D. Maroille en mai 1893.

Brenez qui semble avoir agi à Hornu sous son impulsion ⁽¹⁾, allait vite prendre une importance de premier plan. Cet instituteur d'origine bruxelloise se hissa rapidement aux côtés de Maroille et de Fauviau à la direction de la fédération boraine. Cette extension du socialisme ne se limita d'ailleurs pas aux seules communes industrielles ; fait remarquable, elle toucha la ville de Mons où un cercle socialiste fut fondé en 1890 par Arthur Bastien, lui aussi nouveau venu au parti ⁽²⁾. Et en vue des élections législatives auxquelles la fédération participa dès 1890, la propagande s'étendit même aux communes semi-agricoles situées sur le pourtour du bassin minier pour englober dès 1894, tout l'arrondissement de Mons ⁽³⁾.

Ce développement considérable du mouvement apparaît dans l'organisation et l'administration de la fédération boraine. En 1889, son comité exécutif ne groupait que les représentants de cinq communes ⁽⁴⁾ ; en 1890, Quaregnon en fera partie ⁽⁵⁾, en 1891 Hornu ⁽⁶⁾ et enfin le cercle socialiste de Mons ⁽⁷⁾. En réalité, ce comité fut assez mouvant et les membres qui le représentèrent la plupart du temps furent Bastien, Brenez, Delbauve, Dendal, Dufrasne, Fauviau, Maroille, Roger et Strenaert ⁽⁸⁾. Cette fédération fut, en effet, d'une extrême mobilité se transformant sans cesse pour s'adapter le plus étroitement possible à la situation qu'elle envisageait. Tantôt ses membres

(1) Ancien ouvrier mineur, il va se consacrer surtout à l'organisation syndicale au sein de sa commune. Nous le trouvons renseigné pour la première fois en mai 1891 ; *Le Peuple*, 6 mai 1891. Il a fait également l'objet d'une étude dans le dictionnaire des coopérateurs belges de Serwy ; V. SERWY, *La coopérative en Belgique*, t. IV, p. 102.

(2) Voyageur de commerce puis commerçant en gros, il fonda le cercle socialiste de Mons fin 1890 ; *Le Peuple*, 25 février 1891 ; A. DELATTRE, *Alfred Defuisseaux, un homme, une période*, Cuesmes, s.d., p. 69.

(3) En mai et en juin 1890, la propagande de la fédération se fera jusque dans les communes de Baudour, de Blaugies, de Genly, de Lens, de Quiévrain, de Saint-Ghislain, de Sirault, de Thulin, de Tertre et de Warquignies ; *Le Peuple*, 30 et 31 mai 1890 et le 15 juin de la même année. En juillet, août et septembre 1894, elle s'étendra encore beaucoup plus loin : Angre Angreau, Autreppe, Audregnies, Blaregnies, Cambon-Saint-Vincent, Havré, Henin, Hensie, Hyon, Jurbise, Lens, Masnuy-Saint-Jean, Masnuy-Saint-Pierre, Mesvin, Montignies-lez-Lens, Montignies-sur-Roc, Montreuil, Nimy, Nouvelles, Onnezies, Petit Dour, Quiévrain, Roisin, Sars-la-Bruyère, Sirault, Thulin ; *Le Peuple*, 23, 26 juillet, 5 août et 30 septembre 1894.

(4) Reconstituée en avril, la fédération groupait dans son comité exécutif des représentants des communes de Wasmes, de Frameries, de Jemappes, de Pâturages et de Dour ; *Le Peuple*, 21 août et 25 septembre 1889.

(5) *Le Peuple*, 8 novembre 1890. A.G.R., *Parquet général*, 227, rapport du procureur du roi à Mons au procureur général du 6 novembre 1890.

(6) Cette décision fut prise à la réunion de la fédération boraine du mois de février ; *Le Peuple*, 18 février 1891.

(7) *Le Peuple*, 22 mars 1891.

(8) *Le Peuple*, 4 août 1891, 8 avril 1892. F.S.B., *Papiers Maroille*, document de la fédération du 18 novembre 1892.

formaient un comité électoral (1), tantôt ils représentaient le syndicat général des mineurs du Borinage (2), selon qu'ils donnaient la priorité à la lutte politique ou à l'action économique. C'est ce passage constant du politique à l'économique qui caractérise et définit alors vraiment la fédération parce qu'il est le symbole de l'unité du mouvement lui-même. Cette unité eut pour cause principale le milieu dans lequel le mouvement se développait, le Borinage, nous y avons insisté au cours de notre introduction, était le pays de la mono-industrie. De ce fait, tous les groupements ouvriers qui constituaient la fédération avaient le même caractère professionnel et des problèmes identiques. Mais cette unité eut aussi pour cause l'influence des Defuisseaux qui firent du Borinage leur principal centre d'action après le procès du Grand Complot. Léon Defuisseaux fit son entrée officielle dans la fédération en avril 1890, lorsqu'elle l'eut choisi comme candidat pour les élections législatives qui devaient avoir lieu en juin (3). Quant à son frère Alfred toujours en exil (4), non seulement il eut de fréquentes entrevues à la frontière franco-belge avec Fauviau et Maroille (5), mais il échangeait avec ce dernier une correspondance fort régulière (6). Ces échanges de vue avaient naturellement pour objet la situation sociale du mouvement borain, mais aussi et surtout la propagande à faire par la presse et les écrits (7). Pour Alfred Defuisseaux, c'était en effet le seul moyen d'action possible en Belgique (8), et on comprend l'achar-

(1) Ce fut le cas début 1890 avant les élections législatives. A.G.R., *Parquet général*, 226, rapport du procureur du roi à Mons du 24 mai 1890 et copie d'affiche.

(2) Avant la fondation de ce syndicat général, ils représentaient le bureau des congrès régionaux de mineurs; *Le Peuple*, 4 août 1891.

(3) A partir d'alors, on le verra figurer tout comme son neveu Georges parmi les membres de la fédération boraine; ils la représentent dès 1891 aux congrès du Parti ouvrier; *Le Peuple*, 6 avril 1891.

(4) Toujours en France lors du procès du Grand Complot, il n'avait été condamné par défaut à 15 années de prison qu'en juillet 1890. P.J.M., *Dossier du Grand Complot*. *Le Peuple*, 1er au 10 juillet 1890.

(5) M.A.E., *Socialisme, communisme et anarchisme*, 186, II, notes des 14 novembre, 7, 8 et 13 décembre 1890 et des 3 et 14 octobre 1892 de la légation belge à Paris au ministre des Affaires étrangères de Belgique. Il arrivait aussi que les meneurs borains se rendent à Raincy-lez-Paris où résidait Defuisseaux.

(6) F.S.B., *Papiers Maroille*. Ils contiennent principalement la correspondance adressée par A. Defuisseaux au meneur borain et ce, jusqu'à la mort de Defuisseaux en 1901.

(7) En tant qu'administrateur ou éditeur du journal, ce qu'ils furent tour à tour, Fauviau et Maroille recevaient les articles qui devaient y être publiés. F.S.B., *Papiers Maroille*, lettre d'A. Degave à Maroille du 13 mai 1893, d'A. Toubeau du 17 mai 1893 et d'Alfred Defuisseaux du même mois mais non datée.

(8) En France, à Paris, il avait fondé en 1890 un cercle démocratique dans le but « de recruter des adhérents pour fomenter en Belgique une agitation devant aboutir à l'obtention du suffrage universel ». M.A.E., *Relation politique de la Belgique avec la France*, 83, II, note du ministre de la Belgique à Paris à son supérieur du 12 septembre 1890.

nement qu'il mit à faire paraître son hebdomadaire qui fut presque constamment publié au Borinage (1) sans être toutefois le journal officiel de la fédération. Après *En Avant*, *le Combat*, *La République belge*, *La République* et *La Bataille* qu'il dirigea ou inspira, ce fut *Le droit du Peuple* (2), *le Cri du Peuple* (3) et enfin *le Suffrage universel* (4). Beaucoup ont vu dans cette influence qu'exercèrent les Defuisseaux sur le Borinage socialiste la cause de la prédominance du politique sur l'économique qui caractérisa la fédération boraine (5). Il est certain qu'elle constitue un des éléments du problème. Dès son entrée dans le mouvement ouvrier belge, Alfred Defuisseaux était apparu comme un des partisans les plus acharnés du suffrage universel. Et il semble que ce soit cette volonté d'aboutir à une action parlementaire des socialistes borains qui fit de lui le défenseur d'un mouvement uni et coordonné. La correspondance qu'il adressa à Maroille en avril et en mai 1893 en est la preuve tangible, elle le révèle littéralement opposé à toute discussion ou intrigue entre les meneurs borains (6). Son frère Léon partageait son opinion. C'est lui qui écrivait à Maroille le 30 mai 1893 « il faut que nous nous réunissions pour examiner le passé pour préparer l'avenir et n'avoir qu'une même pensée » (7).

Cette influence continue des Defuisseaux, en maintenant au sein de la fédération l'idéologie française et républicaine qui y était apparue dès 1887, renforça l'unité du mouvement socialiste borain. Quand cette fédération établira son premier programme en 1893, elle reven-

(1) Il fut constamment imprimé chez Théotime Delattre au 24 de la rue du Dragon à Wasmes, sauf du 12 octobre 1890 au 15 février 1891 où il fut alors imprimé à Bruxelles au 23 de la rue d'Isabelle. Defuisseaux en effet ne voulait pas limiter la vente de son journal au seul Borinage et il fut distribué par l'intermédiaire de Ledoux dans le Centre, de Calluwaert dans le bassin de Charleroi, de Smeets dans le bassin de Liège et enfin d'Istace à Bruxelles même. F.S.B., *Papiers Maroille*, lettres de Théotime Delattre et de son fils Léon du mois de mai 1893, ainsi qu'une lettre de Defuisseaux du 3 mai 1893.

(2) *Le droit du Peuple* parut à Wasmes de la mi-mars 1891 jusqu'au mois de juillet de la même année. Le procès de son éditeur Fauviau et de son imprimeur Delattre qui eut lieu à ce moment en cour d'assises, arrêta sa publication. Elle reprit en septembre et une fois de plus l'hebdomadaire avait changé de nom.

(3) *Le Cri du Peuple* parut en septembre 1891, *Le Peuple*, 5 septembre 1891. Nous n'en avons retrouvé aucun exemplaire et nous ignorons jusqu'à quelle date il parut.

(4) *Le Suffrage universel*, son premier numéro parut le 14 août 1892 et il allait se maintenir malgré les difficultés financières que son administration allait rencontrer après les événements d'avril 1893. F.S.B., *Papiers Maroille*, lettres de Defuisseaux, de Théotime et de Léon Delattre de mai 1893.

(5) Voir notamment L. BERTRAND, *Histoire de la coopérative en Belgique*, Bruxelles, 1903, t. II, p. 524 et 525.

(6) F.S.B., *Papiers Maroille*, lettres du mois d'avril et mai 1893.

(7) F.S.B., *Papiers Maroille*, lettre de Léon Defuisseaux du 30 mai 1893 demandant à Maroille de réunir au plus vite une assemblée des principaux meneurs borains.

diquera la « république démocratique et sociale » (1) et ce sera sous son influence que le Parti ouvrier l'adoptera à son tour lors de la révision de ses statuts (2).

Cette tendance qui n'avait pas cessé depuis 1889 (3) s'affirma surtout après le retour d'Alfred Defuisseaux en Belgique et son installation à Mons en tant que député socialiste de l'arrondissement. C'est alors que la fédération prit le titre de « socialiste républicaine » qu'elle garda jusqu'à la seconde guerre mondiale (4), tandis que ses membres resteront d'ardents francophiles. Au début du XX^e siècle, des socialistes borains comme Maroille seront qualifiés de « patriotes français » (5) par l'opposition tandis qu'en haut lieu leur propagande « des idées républicaines françaises » faisait craindre « les espérances annexionistes de la France » (6).

C. LE PROGRAMME ET LES RÉALISATIONS DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE BORAINNE

La fédération socialiste boraine développa, dès 1889, le programme qu'elle s'était choisi en 1887 et elle continua à partager son activité entre la lutte économique et la revendication politique, comme elle l'avait fait alors qu'elle adhérait au Parti socialiste républicain. Ce programme, élaboré spécialement pour les houilleurs, avait, nous l'avons souligné, lié très étroitement la lutte pour le suffrage universel

(1) *Le Peuple*, 17 janvier 1893. Ces statuts ont été publiés dans la monographie qu'Hector Fauvau a consacré au Borinage. H. FAUVIAU, *Le Borinage, monographie politique, économique et sociale*, Frameries, 1929, pp. 269 et 270.

(2) C'est au congrès annuel de 1894 qui fut réuni à Quaregnon les 25 et 26 mars alors que le Parti ouvrier revisait ses statuts et son programme que l'établissement de la République et la suppression des fonctions héréditaires fut réclamée par Henri Roger et Léon Defuisseaux. Cette motion fut finalement adoptée par 110 voix contre 52 oppositions et 37 abstentions et devint l'article 11 du programme politique. *Compte rendu du congrès extraordinaire tenu à Bruxelles les 25 et 26 décembre 1893 et du Xe congrès annuel tenu à Quaregnon les 25 et 26 mars 1894*, Bruxelles, 1894, p. 67.

(3) En 1890, la fédération boraine décida de célébrer par une manifestation l'anniversaire de la bataille de Jemappes. Interdite par le bourgmestre de Jemappes, elle n'eut finalement pas lieu. *Le Peuple*, 30 juillet et 26 octobre 1890 et *La Bataille*, 12 octobre 1890. On pourrait citer encore bien d'autres exemples, ainsi les socialistes borains qui furent élus comme conseillers communaux fin 1890 ne prêtèrent serment de fidélité à la constitution que sous réserve, se déclarant « socialistes et républicains ». *Le Peuple*, 9 janvier et 24 janvier 1891.

(4) On peut voir notamment G. JACQUEMYS, *La vie sociale dans le Borinage houiller*, Bruxelles, 1939, p. 302. A. DELATTRE, *Souvenirs*, Cuesmes, 1957, p. 335.

(5) *Journal de Bruxelles*, 22 septembre 1909. Compte rendu d'un meeting donné par Maroille à Longueville dans le Nord de la France.

(6) M.A.E., *Relation politique de la Belgique avec la France*, 83, II, note de M. Arendt d'avril 1912 consacrée à *L'Action politique de la France dans notre pays*.

et les revendications professionnelles des mineurs. Pour la fédération boraine, cela avait été la source de son unité. Nous avons vu par ailleurs que par cette politique, elle était parvenue au niveau de la coopérative, à convaincre le mineur borain de la nécessité du suffrage universel. Dès sa reconstitution en avril 1889, elle reprit ce programme sur le plan économique et politique.

1. *Un programme économique étroitement limité à l'amélioration du sort professionnel du mineur procure à la fédération l'adhésion d'une importante partie de la population boraine.*

Le programme et l'action économique de la fédération boraine furent caractérisés par un caractère éminemment pratique. Ils furent, en effet, modelés sur la situation de l'ouvrier borain et, nouvelle conséquence de la mono-industrie régionale, ils cherchèrent avant tout l'amélioration du sort professionnel du mineur. La fédération guidée par d'anciens houilleurs et par les Defuisseaux qui furent surtout, comme l'a dit Louis Bertrand, de « bons et sincères démocrates » (1), ne s'avança guère dans les théories collectivistes. Dans son premier programme qu'elle rédigea début 1893, elle en émit quelques principes mais sans les définir complètement. Située entre le guesdisme et l'école des socialistes belges, elle revendiquait « la nationalisation des instruments de travail et des capitaux » (2). Et si elle terminait en demandant le « rachat des charbonnages par l'Etat », se rapprochant plutôt de la théorie des services publics du P.O.B. (3), c'est qu'en 1892, elle avait échoué dans sa tentative de reprendre le charbonnage

(1) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, p. 453.

(2) *Le Peuple*, 17 janvier 1893. H. FAUVIAU, *Le Borinage, monographie politique, économique et sociale*, Frameries, 1929, pp. 270-271.

(3) J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, p. 262. On peut voir aussi C. DE PAEPE, *Appendice à l'essai sur l'organisation des services publics*, dans *La Revue socialiste*, 1890, t. I, pp. 322-344. *De l'organisation des services publics dans la société future*, Bruxelles, Désiré Brismée, 1874, 74 p. *Des services publics*, Bruxelles, Vve Désiré Brismée, 1893, in-16, 100 p. *La propriété des mines*, Bruxelles, Imprimerie de la presse socialiste, s.d., in-16, 35 p.

de Belle et Bonne pour en faire la « Mine aux mineurs » ⁽¹⁾ conformément aux principes de Jules Guesde ⁽²⁾.

La revendication en faveur de l'augmentation des salaires qui avait déjà été défendue par les socialistes borains en 1888, resta la plus importante après 1889 sous la pression de la population boraine. Les années 1890 et suivantes marquèrent un relèvement de la situation industrielle et une atténuation progressive de la crise économique qui avait débuté en 1885 ⁽³⁾. A partir de 1889, les salaires furent augmentés progressivement : de 2,91 fr en 1888, la moyenne journalière du mineur borain passa à 2,87, 3,46 3,36, 2,91, 2,80 et 2,86 pour les années suivantes ⁽⁴⁾. Restaient cependant les crises saisonnières de l'industrie houillère qui produisaient inévitablement des grèves partielles et amenaient la fédération à intervenir. Mais d'autres revendications furent présentées concernant d'autres conditions de travail. A côté des questions techniques se rapportant au travail du fond et à la surveillance des travaux souterrains par des inspecteurs ouvriers, il y eut l'important mouvement en faveur de la journée de huit heures ⁽⁵⁾ et dans tous ces cas, l'influence des fédérations nationale et internationale des mineurs fut primordiale. Le socialisme borain garda pourtant un caractère personnel directement inspiré par la situation

⁽¹⁾ La société constituée d'un capital d'un million de francs divisé en 100.000 actions de 10 frs était administrée par 9 membres de la fédération boraine, Brenez, Bastien, Delbauve, Dendal, Dufrasnes Fauviau, Maroille, Roger et Urbain. Constituée à Quaregnon fin mai 1892, on décida de donner une série de conférences dans le Borinage afin d'engager les ouvriers à s'inscrire dans cette société. Les statuts prévoyaient que 50 % des bénéfices devaient être distribués aux actionnaires, 20 % aux employés et ouvriers, 20 % aux administrateurs et le restant devait constituer la caisse de secours. Manque de souscription, cette société n'eut pas d'existence effective. Elle avait d'ailleurs rencontré une vive opposition de la part du P.O.B. Le 6 juin 1892, Louis Bertrand écrivait dans *Le Peuple* que « la Mine aux mineurs, pas plus que l'outil à l'artisan ... n'ont rien de socialiste ... ce système pourrait servir de transition entre ce qui existe aujourd'hui et la société collectiviste dont nous rêvons ». *Le Peuple, La Gazette de Mons*, mai, juin et juillet 1892, *Compte rendu du 8e congrès annuel de Namur, le 29 et 30 mai 1892*, Bruxelles, 1892, pp. 58-59. H. FAUVIAU, *Le Borinage ...*, Frameries, 1929, p. 256.

⁽²⁾ J. MONTREUIL, *Histoire du mouvement ouvrier en France*, Paris, 1947, p. 146. P. LOUIS, *Le parti socialiste en France*, dans *L'Encyclopédie socialiste* de COMPÈRE-MOREL, Paris, 1912, p. 16. Ce principe avait déjà été appliqué en France notamment à Rive-de-Gier dans la Loire.

⁽³⁾ B. S. CHLEPNER, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1956, p. 109.

⁽⁴⁾ *Rapports annuels de la Caisse de Prévoyance du Couchant de Mons pour les années 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893 et 1894*, Mons, 1889 à 1895. On peut voir aussi les salaires détaillés pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque charbonnage borain pour avril 1891, *Salaires et budgets ouvriers en Belgique*, publié par le Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, Bruxelles, 1892, p. 124 et suivantes.

⁽⁵⁾ La réduction de la journée de travail à 8 heures fut inscrite en tête du programme économique de la fédération boraine. Dès 1890, ses meneurs organisèrent des meetings afin d'assurer le chômage général en faveur de cette revendication tous les 1er mai selon le vœu de la fédération internationale.

du mouvement ouvrier dans le Couchant de Mons. Le problème des règlements d'ateliers qui éclata en août 1890 ⁽¹⁾, remit en lumière la nécessité de réformer la *Caisse de Prévoyance* du bassin ⁽²⁾. Cette nouvelle affaire attira l'attention de la fédération sur l'important question des pensions à accorder aux vieux houilleurs et aux invalides du travail. Ayant échoué dans leur tentative de faire réformer les statuts de la Caisse pour la répartition d'un plus grand nombre de pensions accordées au plus tard à 55 ans, les socialistes borains allaient agir sur d'autres terrains, notamment en proposant à la fédération des houilleurs la création d'une Caisse nationale pour les accidents et la vieillesse ⁽³⁾.

Les années 1889 et suivantes virent en effet un effort considérable des socialistes borains pour un élargissement de leurs moyens d'action et leur ligne de conduite fut caractérisée par une volonté constante d'épuiser tous les moyens de pression et de conciliation. Très rarement, la fédération déclara d'elle-même une grève économique, presque toujours, elle reconnaissait des grèves partielles qui prenaient quelque importance et révélaient une situation générale à tout le bassin, alors seulement elle prenait la tête du mouvement en faisant siennes les revendications des houilleurs borains ⁽⁴⁾. Ce fut dans l'optique de ces grèves économiques que les socialistes du Couchant de Mons avaient mis tant d'espoir dans la fédération nationale des mineurs belges ⁽⁵⁾. En janvier 1890, quelques jours après sa fon-

⁽¹⁾ A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 307, lettre de l'ingénieur en chef au ministre des Travaux publics du 20 août 1890, avec copie du règlement. Cette grève qui venait de débiter au charbonnage des Produits à Flénu pour l'affichage d'un règlement datant de 1852 allait s'étendre très rapidement aux autres charbonnages du bassin pour être enfin reconnue et conduite par la fédération boraine. A.G.R., *op. cit.*, les rapports suivants jusqu'au 1er septembre. *Le Peuple* et la *Gazette de Mons*, 20 août au 3 septembre 1890.

⁽²⁾ La fédération ayant réclamé la réunion des conseils de l'industrie et du travail nomma elle-même une commission de 5 membres pour élaborer le projet de statuts qui devaient être soumis à ce conseil; finalement ce fut celui des directeurs de charbonnages qui fut adopté. *Le Peuple*, 23, 30 et 31 août, 18 et 26 novembre 1890, 10 mars 1891. Lorsqu'elle rédigea son programme, la fédération renouvela son vœu de voir améliorer ces statuts et elle réclamait la gestion de la caisse par les ouvriers eux-mêmes. *Le Peuple*, 17 janvier 1893. H. FAUVIAU, *Le Borinage ...*, p. 256.

⁽³⁾ *Le Peuple*, 25 mars 1891.

⁽⁴⁾ De 1889 à 1894, la fédération allait connaître trois grandes grèves purement économiques, la première en octobre et novembre 1889, la seconde en janvier 1890 et la troisième en août de la même année. Seule la seconde fut spontanée de la part de la fédération boraine. A.G.R., *Administration des mines*, 1018; *Première inspection générale des mines*, 307, *Le Peuple*, *La Gazette de Mons*, *La Bataille*, 1889 et 1890.

⁽⁵⁾ Lors de la grève d'octobre 1889, alors que la fédération nationale n'était pas encore créée, les socialistes borains firent déjà connaître leurs griefs et la cause de leur mouvement aux mineurs des autres bassins belges. *Le Peuple*, 23 octobre 1889.

dation, ils montraient leur confiance à cette nouvelle solidarité en étendant au Borinage la grève qui sévissait alors dans le Bassin de Charleroi et en adoptant ses revendications (1). Pour eux, la possibilité de généraliser une grève aux quatre bassins miniers belges augmentait les chances de réussite d'un mouvement économique. On avait même vu Fauviau, au premier congrès international de Jolimont en mai 1890, déposer un rapport en faveur d'une grève internationale pour l'obtention de la journée de huit heures (2). Mais de 1890 à 1895, cette grève générale de tous les houilleurs belges ne fut qu'une utopie sur le plan économique, et les problèmes professionnels des mineurs borains ne reçurent aucune solution de leur fédération nationale. Leurs grèves économiques restèrent limitées au seul Borinage tandis que les meneurs multiplièrent les démarches auprès des autorités pour leur donner toutes chances de réussite.

Au sujet des salaires, la fédération adressa à plusieurs reprises, notamment en 1889 et 1892, une lettre manifeste à tous les directeurs de charbonnages, leur demandant une augmentation de salaires de 20 à 30 % (3). Elle envoya des délégations ouvrières auprès de ces directions pour faire valoir ses griefs (4). Constamment, elle eut recours au gouverneur de la province en lui demandant d'intervenir comme médiateur (5) et elle s'adressa même au ministre des Travaux publics afin de lui exposer la situation (6). Cette volonté d'épuiser tous les moyens de conciliation mis à sa disposition l'amena à utiliser les conseils de l'industrie et du travail qui avaient été institués dans

(1) A.G.R., *Parquet général*, 226, correspondance du procureur du roi et rapports de gendarmerie à l'adresse du procureur général du 2 au 13 janvier 1890. *Administration des mines*, 1018, rapports de l'ingénieur en chef pour les mêmes dates. *Première inspection générale des mines*, idem. *Le Peuple*, *La Bataille* et *La Gazette de Mons* du 1er au 15 janvier 1890.

(2) A.G.R., *Parquet général*, 227, rapport de la brigade de Morlanwelz des 22 et 23 mai 1890.

(3) *La Bataille*, 27 octobre 1889. *Le Peuple*, 23 octobre 1889. F.S.B., *Papiers Maroille*, original signé par les membres de la fédération datant du 18 novembre 1892. Très rares furent les charbonnages qui y donnèrent suite. Il arrivait même, comme le rapporte *La Bataille* du 3 novembre 1889, que des charbonnages fassent distribuer à leurs ouvriers des manifestes s'opposant à ceux de la fédération et exposant leur défense et leur impossibilité d'augmenter les salaires. Lors de cette grève de 1889, d'après *Le Peuple*, les Borains ne reçurent gain de cause qu'auprès des administrateurs de Belle et Bonne. *Le Peuple*, 28 octobre 1889.

(4) *La Bataille*, 3 novembre 1889. *Le Peuple*, 23 octobre 1889.

(5) Nous ne pouvons citer tous les exemples. On peut voir notamment les délégations qui furent faites par les socialistes borains en août 1890 lors de la grève des règlements auprès du gouverneur pour qu'il convoque les conseils de l'industrie et du travail. A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 307, rapport du 1er septembre 1890.

(6) Ce fut le cas en novembre 1889. *Le Peuple*, 30 octobre 1889.

les communes boraines fin 1889. Le 9 mars 1890, la fédération décida de présenter des candidats aux élections qui devaient les constituer et ils furent victorieux à Wasmes, Pâturages, Flénu, Cuesmes et Hornu contre les listes patronales (1). Elle agit de même après la promulgation de la nouvelle loi concernant les conseils de prud'hommes (2). Mais ces organismes nouveaux ou réformés semblent n'avoir pas satisfait la fédération boraine. Très vite, les conseils de prud'hommes du Borinage rencontrèrent l'opposition des socialistes. En avril 1891, on voit notamment Philippe Dufrasnes insister dans *Le Peuple* sur le fait que le bureau de Pâturages ne donne aucun signe de vie et que ses membres ouvriers sont décidés à donner leur démission (3). Quant aux conseils de l'industrie et du travail, la fédération demande leur réunion pour la première fois le 21 août 1890, lors de la grève pour la question des règlements (4). Ce fut pour elle un échec, les projets de statuts révisant la caisse de prévoyance, rédigés par les membres ouvriers de ces conseils, ayant été finalement rejetés par les directeurs de charbonnages (5). Ainsi, malgré les grèves économiques, les délégations et les efforts de conciliation, toute l'activité de la fédération boraine pour une amélioration du sort professionnel du mineur se solda finalement pendant ces années par des échecs. Les meneurs borains se retrouvaient comme Fauviau en 1885 sans véritable moyen d'action pour faire valoir les revendications professionnelles des leurs. Cette situation renforça leur volonté d'obtenir le suffrage universel. Celui-ci devint l'unique préoccupation des congrès régionaux des houilleurs du Couchant de Mons. Celui du mois d'août 1891 vit l'adoption d'un ordre du jour de Roger déclarant que « les houilleurs n'ont pas confiance dans les dirigeants actuels et qu'ils n'attendent de réformes que du jour où le suffrage universel sera établi en Belgique et où ils auront le droit de discuter leurs intérêts » (6).

(1) *La Bataille*, 16 mars, 20 et 27 avril 1890. *Le Peuple*, 12, 25 et 30 mars, 15, 23, 25 et 29 avril 1890.

(2) La loi qui révisait la législation concernant les conseils de prud'hommes et qui instituait des délégués ouvriers date du 31 juillet 1890. En novembre, la fédération boraine décide d'y présenter des candidats et sa liste fut victorieuse. *La République*, 4 août 1890. *La Bataille*, 1er septembre 1889. *Le Peuple*, 18 novembre, 30 décembre 1890 et 1er janvier 1891. A.G.R., *Parquet général*, 229, rapports du procureur du roi au procureur général des 27 et 29 décembre 1890.

(3) *Le Peuple*, 28 février et 4 avril 1891.

(4) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 307, rapport du 1er septembre 1890. *Le Peuple*, 23 août et 24 août 1890.

(5) *Le Peuple*, 10 et 25 mars 1890.

(6) *Le Peuple*, 4 août 1891.

Cette lutte économique toutefois ne fut pas vaine, elle rallia autour de la fédération une bonne partie de la population ouvrière. La lente évolution de la mentalité du mineur commençait et la masse des ouvriers borains ne se soumit plus uniquement aux mouvements des salaires comme elle l'avait fait en 1886. Elle adhéra au programme économique qui lui était proposé, nous en voyons une preuve flagrante le 1^{er} mai 1890, lors de l'organisation du premier chômage général en faveur de la journée de huit heures (1). Les chiffres sont impressionnants et ils révèlent les progrès de la pénétration des idées nouvelles. D'après l'ingénieur en chef de l'arrondissement minier du Couchant de Mons, 14.000 mineurs étaient alors en grève sur 23.000 (2) et le rapport de la gendarmerie en fixait plus précisément le nombre à 15.785 (3). Nous verrons, en examinant les résultats du vote populaire en faveur du suffrage universel qui eut lieu à peu près à la même époque, que la notion politique de l'égalité de vote remporta exactement la même participation ouvrière. C'est pour nous un nouvel élément qui atteste que l'idée du suffrage universel étroitement liée à la propagande économique s'étendit dans les mêmes proportions que celle-ci. Ce fut cette forte adhésion ouvrière qui permit à la fédération de s'engager fermement dans l'agitation révisionniste.

2. *L'apport de la fédération socialiste boraine à la lutte politique : une propagande continue pour le suffrage universel et la grève générale.*

L'impossibilité d'aboutir à un résultat valable par les moyens de conciliation dans le secteur économique, augmenta la détermination de la fédération socialiste boraine d'aboutir à une action parlemen-

(1) *Le Peuple*, 25 et 30 avril 1890. *La Bataille*, 27 avril 1890. Hardyns et Van Loo donnèrent notamment des meetings à Frameries et à Wasmes.

(2) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 307, rapport de l'ingénieur en chef du 1^{er} arrondissement minier au ministre de la Justice du 1^{er} mai 1890. « Toute la partie orientale du Borinage depuis Mons jusque Wasmes y compris, est en chômage pour autant dire complet », et il ajoutait encore que le mouvement s'était borné aux ouvriers mineurs, « les ouvriers des ateliers des charbonnages, ceux des laminoirs de Jemappes et de la verrerie et autres ateliers de la commune sont restés à la besogne ».

(3) A.G.R., *Parquet général*, 227, rapport de gendarmerie joint au télégramme envoyé par le procureur du roi à Mons au procureur général. Il donnait la répartition des chômeurs commune par commune; elle nous permet de voir que les centres du socialisme étaient encore Wasmes et Frameries, mais que d'autres communes les avaient rejointes. Venaient en tête, Quaregnon avec 3.870 chômeurs, puis Wasmes avec 2.950, Frameries avec 2.550 et Cuesmes avec 2.430; suivaient ensuite Flénu avec 1870, Hornu avec 990, Pâturages et Noirchin avec chacune 350 et enfin Dour et Boussu avec elles aussi chacune 50 grévistes.

taire ⁽¹⁾. Ayant décidé de lutter en faveur de la révision de la constitution, elle multiplia ses moyens d'action en utilisant toutes les possibilités alors à sa portée pour propager l'idée du suffrage universel et pour démontrer la volonté des mineurs d'obtenir ce droit de vote ⁽²⁾. Répondant au programme qui avait été fixé à Louvain par le Parti ouvrier belge, elle prit part à plusieurs manifestations de masse, notamment à la manifestation nationale ouvrière qui eut lieu à Bruxelles le 10 août 1890 ⁽³⁾. Elle en organisa d'ailleurs plusieurs dans son arrondissement ⁽⁴⁾ et chacune d'elle fut une occasion d'accentuer la propagande en faveur de la révision. Elle n'avait, en effet, pas voulu donner à cette propagande un caractère intermittent et, pour ce faire, elle avait institué dans plusieurs communes des cercles rationalistes ⁽⁵⁾ ayant pour mission de propager les idées nouvelles et de préparer ainsi les ouvriers à la vie politique ⁽⁶⁾. Les socialistes participèrent d'ailleurs aux luttes électorales de leur arrondissement, non seulement dans ce but de propagande mais aussi pour évaluer leur force et dénombrer les éléments dont ils pourraient disposer si le P.O.B. déclarait la grève générale. Leur participation la plus représentative

⁽¹⁾ Outre le principe du suffrage universel qui venait en tête, le programme politique de la fédération revendiquait l'instruction obligatoire gratuite et laïque, la nation armée, l'abolition des impôts de consommation et l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu, la république démocratique et sociale, l'abolition des privilèges et des immunités, l'élection de la magistrature, la création d'un ministère du Travail et la séparation absolue des Eglises de l'Etat. *Le Peuple*, 17 janvier 1893.

⁽²⁾ Alfred Defuisseaux était partisan non seulement du suffrage universel mais aussi de la notion de l'obligation du vote en tant que devoir civique. *La Bataille*, 28 décembre 1890, article intitulé Organisation démocratique du suffrage universel.

⁽³⁾ La participation ouvrière boraine ne fut pas tellement plus importante qu'en août 1886. Comme à cette époque, Frameries venait en tête avec 1300 ouvriers, suivaient Jemappes avec 500 participants, Quaregnon avec 364 et Cuesmes avec 300. A.G.R., *Parquet général*, 227, rapports des commissariats des différentes communes boraines adressés au procureur du roi du 16 juillet au 10 août 1890.

⁽⁴⁾ Les manifestations régionales en faveur du suffrage universel organisées par la fédération boraine eurent lieu à Mons le 9 novembre 1890 et le 13 mars 1892. *Le Peuple*, 6, 8 et 13 novembre 1890. A.G.R., *Parquet général*, 4, 6, 8 et 9 novembre 1890. *Le Peuple*, 3 mars 1892.

⁽⁵⁾ Des cercles furent créés à Wasmes et à Frameries dès la fin de 1899; *La Bataille*, 15 septembre, 24 novembre et 1er décembre 1889 et 23 janvier 1890. Le cercle de Mons fut créé fin 1890; *Le Peuple*, 25 février 1891. Et enfin en 1892 ce furent ceux de Pâturages et de La Bouverie; A.G.R., *Parquet général*, 228, rapport du 1er novembre 1892; *Le Peuple*, 4 août 1892.

⁽⁶⁾ Des conférences furent notamment données sur le Catholicisme et la classe ouvrière, le Socialisme d'Etat, le Socialisme et l'Assistance publique; *La Bataille*, 24 novembre et 1er décembre 1889, *Le Peuple*, 19 juillet et 11 août 1892. Lors de la fondation du cercle socialiste politique et d'études sociales de La Bouverie, Fauvau déclara « il est temps ... de préparer des hommes pour prendre en main la direction des affaires et aller appliquer le programme du Parti ouvrier dans les conseils communaux et jusque dans les chambres ». *Le Peuple*, 4 août 1892.

de leur politique eut lieu lors des élections législatives de l'arrondissement de Mons en juin 1890. La fédération donna, en effet, à sa campagne électorale un caractère protestataire contre le régime censitaire ; elle choisit comme candidat Léon Defuisseaux (1), ancien député libéral qui avait donné sa démission en 1881 déjà en protestation contre le principe du cens. Pour intensifier le caractère révisionniste de cette lutte électorale, elle organisa une consultation populaire à laquelle devaient prendre part ceux qui ne possédaient pas le droit de vote (2). Après une propagande intensive (3) soutenue financièrement par une souscription (4), des bureaux de vote furent ouverts dans les communes de Baudour, Bois-de-Boussu, Cuesmes, Dour, Eugies, Flénu, Frameries, Genly, Hornu, Jemappes, La Bouverie, Quaregnon, Quiévrain, Pâturages, Petit-Dour, Tertre, Thulin, Wasmes et Wihéries (5). Le 5 juin d'après *Le Peuple*, le scrutin définitif s'élevait à 15.587 voix pour Léon Defuisseaux (6), alors qu'aux élections censitaires du 10, il en remporta 404 (7). Ce fut également cette propagande en faveur de l'égalité de vote qui présida à la campagne électorale de la fédération pour les élections communales d'octobre 1890. Maroille, Auquier et Urbain notamment se présentèrent avant tout comme les candidats du suffrage universel (8). Et dix d'entre eux

(1) Voir *Le Peuple*, *La Bataille* et *La Gazette de Mons*, avril, mai et juin 1890.

(2) *Le Peuple*, 7, 11 mai 1890. A.G.R., *Parquet général*, 226, rapports du procureur du roi débutant le 9 mai 1890.

(3) La propagande débuta réellement le 6 mai. Nous avons relevé plus de 30 meetings qui se donnèrent au cours de ce mois et au début de juin dans les communes de Frameries, Quaregnon, Jemappes, La Bouverie, Wasmes, Cuesmes, Pâturages, Eugies, Hornu, Bois-de-Boussu, Warquignies, Thulin, Quiévrain, Wihéries, Genly, Elouges et Mons. *Le Peuple*, 7, 11, 21, 24 et 25 mai 1890; A.G.R., *Parquet général*, 226, rapports dressés par le procureur du roi à partir du 9 mai 1890.

(4) Les coopératives boraines, celles du Centre, de Gand, le Conseil général du Parti et les Defuisseaux la soutinrent par leurs versements; *Le Peuple*, 25 mai, 2 et 8 juin 1890. Volders, Hardyns de Gand avec Anseele, Laurent Verrycken et Defnet avaient d'ailleurs participé personnellement à cette propagande; *Le Peuple*, 8 juin 1890.

(5) *Le Peuple*, 30 mai 1890.

(6) Ces votes se répartissaient comme suit prouvant toujours la centralisation du socialisme dans l'est du bassin; Wasmes, 1927; Jemappes, 1808; Frameries, 1695; Pâturages, 1591; Cuesmes, 1155; Dour, 964; La Bouverie, 908; Hornu, 561; Baudour, 504; Bois-de-Boussu, 462; Flénu, 394; Eugies, 363; Elouges, 312; Warquignies, 218; Genly, 179; Petit-Dour, 168; Tertre, 160; Wihéries, 132; Thulin, 100; Quiévrain, 75. Il n'y aurait eu que 17 bulletins nuls toujours d'après *Le Peuple* du 5 juin 1890.

(7) *Le Peuple*, *La Gazette de Mons*, 11 juin 1890.

(8) Le manifeste adressé par Auquier, Maroille et Urbain à la population de Frameries le 2 octobre 1890, les définissait comme les partisans du suffrage universel. Mais ils promettaient de lutter aussi contre la conscription militaire et le régime établi des impôts et pour l'établissement de l'instruction laïque, gratuite et obligatoire; *La Bataille*, 5 octobre 1890. Il faut voir aussi le numéro du 10 octobre qui contient un article d'Elysée Fauvau intitulé Elections communales.

ayant été élus sur quinze ⁽¹⁾, la fédération traçait la voie qu'ils devaient suivre en leur intimant d'amener la discussion sur le problème de l'égalité de vote au sein des conseils communaux ⁽²⁾. Cette volonté d'aboutir à une action parlementaire amena la fédération à déborder de son cadre ouvrier. Le 16 mars 1890, dans un article de *La Bataille* intitulé «De l'union des ouvriers et de la petite bourgeoisie», Alfred Defuisseaux assurait que la victoire définitive ne sortirait que de cette union et il ajoutait «notre devoir à nous socialistes est donc d'unir dans une même pensée de délivrance tous ces travailleurs qu'ils s'appellent petite bourgeoisie et ouvriers» ⁽³⁾. Le 6 avril, il publiait une nouvelle brochure consacrée à ce problème, brochure qu'il avait intitulée *le Catéchisme du petit bourgeois et de l'ouvrier* ⁽⁴⁾. Abandonnant les principes du Parti socialiste républicain qui s'opposaient à toute alliance électorale, la fédération tenta, en mai 1890, de faire admettre son candidat aux législatives sur la liste libérale ⁽⁵⁾ et plusieurs de ses candidats aux élections communales d'octobre firent liste commune avec les libéraux. Début 1891, après que les libéraux démocrates aient abandonné le principe du savoir lire et écrire pour celui du suffrage universel ⁽⁶⁾, une campagne de propagande fut même menée dans le Borinage grâce à une étroite collaboration des libéraux démocrates et des socialistes ⁽⁷⁾. Ensemble, ils proclamaient la nécessité de l'égalité de vote mais, contrairement aux socialistes, les libéraux, Féron, Dufrasnes-Friart, Lorand, Emile Brunet, Paul Janson fils et Charles Gilisquet ⁽⁸⁾ s'opposaient à l'emploi de la grève générale comme moyen de pression sur le gouvernement.

⁽¹⁾ Maroille et Auquier à Frameries, Hernalsteins et Delanois à Cuesmes, Dufrasnes et Fauviau à Wasmes, Clément Quenon à La Bouverie, un candidat à Warquignies et deux à Quaregnon l'emportaient. *Le Peuple*, 22, 28 octobre et 1er novembre 1890. A Frameries, Wasmes, Cuesmes, La Bouverie, Jemappes, les socialistes luttaient seuls. A Quaregnon, Pâturages, Warquignies, l'alliance avait été faite avec les libéraux. *La Bataille*, 19 octobre 1890 et *Le Peuple*, 16 octobre 1890.

⁽²⁾ *Le Peuple*, 1er novembre 1890.

⁽³⁾ *La Bataille*, 16 mars 1890.

⁽⁴⁾ A. DEFUISSEAUX, *le Catéchisme du Petit bourgeois et de l'Ouvrier*, Bruxelles, Messagerie de la Presse, 1890, 32 p.

⁽⁵⁾ *La Bataille*, du 4 mai 1890, publie les lettres envoyées par la fédération aux ligues libérales des cantons de Pâturages, Dour, Boussu, Lens et Mons. Voir aussi *Le Peuple*, 23 avril, 7 mai et 1er juin 1890.

⁽⁶⁾ J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, p. 110. *Le Peuple*, 24 janvier 1891.

⁽⁷⁾ Ces meetings furent donnés à Frameries le 1er février, à Wasmes le 8, à Mons, Dour, La Bouverie le 22 et à Quaregnon le 2 mars 1891. A.G.R., *Parquet général*, 226, 2, 22, 24 février et 2 mars 1891. *Le Peuple*, 5, 11, 20, 25 et 28 février 1891.

⁽⁸⁾ A part Dufrasnes-Friart, libéral de l'arrondissement, tous venaient de Bruxelles; Lorand notamment était rédacteur à *La Réforme*.

Ce principe de la grève générale qu'ils avaient gardé de leur adhésion au Parti socialiste républicain, les meneurs borains le défendirent en effet avec acharnement. Après la manifestation nationale ouvrière du 10 août 1890, les Borains s'étaient opposés à toute nouvelle démonstration pacifique (1). Le 7 septembre, leur fédération adoptait un ordre du jour selon lequel il y avait lieu de décréter la grève général si les Chambres ne votaient pas la révision de la constitution dès leur rentrée (2). Ce principe de lutte fut adopté quelques jours plus tard par le parti tout entier sur proposition de Roger et de Maroille (3). Inspirés par Alfred Defuisseaux dont les articles trahissaient la hâte de voir au plus vite se déclencher ce mouvement de grève (4), des Borains apparurent lors des congrès ouvriers des deux années suivantes comme l'aile avancée des socialistes belges et comme les partisans les plus fermes de l'action immédiate (5).

C'est dans l'optique de cet arrêt total du travail que les meneurs borains construisirent une organisation syndicale qui, dans le Boringe socialiste, leur permettait en temps opportun de diriger entièrement le mouvement. En 1890, ils ébauchèrent un syndicat général des mécaniciens, métallurgistes et chauffeurs ; en 1892, le syndicat général des mineurs borains qui, plus encore que le précédent, constituait une véritable arme de grève. Le premier, en effet, ne contrôlait qu'une partie des ouvriers de la mine ; son but était, en enrôlant les techniciens et les travailleurs de charbonnages autres que les mineurs, d'amener un arrêt complet du travail (6). Fondé à la mi-septembre

(1) *Le Peuple*, 15 septembre 1890. Compte rendu du congrès extraordinaire du Parti ouvrier du 14 septembre 1890, intervention d'Henri Roger.

(2) *Le Peuple*, 8 et 14 septembre 1890. *La Gazette de Mons*, 9 septembre 1890.

(3) *Le Peuple*, 15 septembre 1890. Compte rendu du congrès extraordinaire du 14 septembre. Ce fut sur la demande de Roger que la question de la grève générale fut mise à l'ordre du jour.

(4) Voir notamment *La Bataille*, 22 juin 1890, article intitulé L'élection du 10 juin, la guerre aux censitaires. *La Bataille*, 12 octobre 1890. Notre Programme. *La Bataille*, 12 octobre 1890. Appel à la noblesse de 42 fr 33 centimes. *La Bataille*, du 9 novembre 1890, Suffrage universel ou grève générale. *La Bataille*, 16 novembre 1890, Dissolution. *La Bataille*, 7 décembre 1890. Ne désarmons pas. *La Bataille*, 21 décembre 1890, Préparons la grève générale. *La Bataille*, 18 janvier 1891, Grève générale nécessaire. *La Bataille*, 25 janvier 1891, Notre gouvernement de jésuites et la grève générale. *Le droit du Peuple*, 21 mars 1891, La grève générale. *Le Droit du Peuple*, 29 mars 1891, Suffrage universel ou grève générale. *Le Droit du Peuple*, 19 avril 1891, Le Suffrage universel. *Le Suffrage universel*, 8 janvier 1893, Situation nette ...

(5) *Le Peuple*, 6 avril 1891, 22, 23 février, 27 décembre 1892, 4 avril 1893.

(6) Ce fut le thème de la propagande faite en sa faveur à laquelle prit part notamment Pierron, le secrétaire de la fédération nationale des métallurgistes. A.G.R., *Parquet général*, 226, rapport de gendarmerie d'un meeting donné le 25 décembre 1890 et *La Bataille*, 21 décembre 1890.

1890 ⁽¹⁾, c'est-à-dire immédiatement après la décision de la fédération de faire usage de la grève générale, il groupait au début de l'année suivante, d'après *Le Peuple*, 500 membres ⁽²⁾ et il avait une section à Flénu, Wasmes, Frameries, Jemappes, Cuesmes, La Bouverie et Bois-de-Boussu ⁽³⁾. Ce fut la première grève générale des houilleurs de mai 1891 qui amena sa dissolution ⁽⁴⁾. Fondée en décembre 1892, la deuxième institution était plus perfectionnée. Elle nous révèle une nouvelle influence, celle du socialisme français qui, à cette époque, fit du syndicat une arme de grève ⁽⁵⁾. En effet, en 1892 et 1893, l'anarchisme pénétrait le mouvement syndical. Dans sa brochure consacrée au syndicalisme révolutionnaire. Grifhuelhes déclarait : « contre toutes les forces de l'Etat, le syndicalisme convie les travailleurs à la lutte, il est aujourd'hui le grand instrument de combat » ⁽⁶⁾. En octobre 1890, *La Bataille* publia déjà des articles consacrés à la centralisation et à l'unité du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais ⁽⁷⁾. Ce fut le voyage de Maroille auprès de ses dirigeants Lamendin, Basly et Evrard en septembre 1892 qui fut déterminant ⁽⁸⁾. Le congrès des mineurs borains réuni à Jemappes le 18 décembre 1892 aura à son ordre du jour « un projet de statut d'association calquée sur le syndicat général des mineurs du Pas-de-Calais » ⁽⁹⁾.

Dans son désir d'embrigader le plus grand nombre d'ouvriers possible, la nouvelle association acceptait tous les travailleurs de la

⁽¹⁾ *Le Peuple*, 19, 26 septembre, 4 octobre 1890. *La Bataille*, 5 et 12 octobre 1890. C'est à Wasmes, le 21 septembre 1890, qu'eut lieu sa première réunion. Son initiateur fut en effet Rupert Cornez qui propagea cette idée dès la fin juin comme le révèle l'article Le Syndicat des métallurgistes qu'il publia dans *La Bataille* du 29 juin 1890.

⁽²⁾ *Le Peuple*, 6 mars 1890. Il se serait alors affilié à la fédération nationale des métallurgistes.

⁽³⁾ *La Bataille*, 21, 28 décembre 1890, 11 janvier 1891. La section de Flénu dirigée par P.-J. Malengret, celle de Wasmes par Rupert Cornez, celle de Frameries par Gustave Delhay, celle de Jemappes par Strenaert et enfin celle de Cuesmes par Zéphirin Régniez.

⁽⁴⁾ Voir notamment l'article du *Peuple* du 18 septembre 1892 intitulé Les mécaniciens de charbonnage, de Philippe Dufrasnes.

⁽⁵⁾ Voir à ce sujet G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la 3e République, 1875-1940*, Paris, Payot, 1963, pp. 49-96. Cf. WILLARD, *Le mouvement socialiste en France, 1893-1905. Les Guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965 ; J. MONTREUIL, *Le mouvement ouvrier en France*, Paris, Aubier, 1947.

⁽⁶⁾ J. MONTREUIL, *op. cit.*, p. 209 et sv.

⁽⁷⁾ *La Bataille*, 5 octobre 1890.

⁽⁸⁾ La propagande elle-même ne s'en cacha pas ; voir notamment le meeting donné par Delbaue à Wasmes début mars 1893 ; A.G.R., *Parquet général*, 229-230, rapport de gendarmerie du 4 mars 1893. Ce voyage de Maroille auprès de Lamendin avait aussi pour but de régler le sort des mineurs belges travaillant en France ; *Le Peuple*, 21 septembre 1892.

⁽⁹⁾ *Le Peuple*, 20 décembre 1892, article de Philippe Dufrasnes.

mine (1). Elle constituait une transformation radicale de la fédération boraine et amenait au sein du mouvement une forte centralisation. Son comité était formé d'un représentant de ses sections de Frameries, Jemappes, Quaregnon, Flénu, Wasmes, Hornu, Elouges, Warquignies, Wihéries et Bois-de-Boussu, représentants qui devaient eux-mêmes élire un conseil général de cinq membres (2). Quant aux ouvriers qui s'y inscrivirent, ils recevaient un livret qui leur donnait accès aux réunions privées où la situation politique était discutée et où les mots d'ordre étaient distribués (3).

La propagande intensive qui fut faite en faveur de ces syndicats était évidemment aussi une propagande en faveur du suffrage universel et de la grève générale (4), et cette idée d'égalité de vote ayant la résonance d'une revendication économique pour le houilleur borain, les socialistes disposèrent d'une très forte participation ouvrière dans le Couchant de Mons. Au cours des deux grèves générales en faveur de la révision, elle dépassa même les visées des meneurs. En 1891, après plusieurs mois de propagande révisionniste, les mineurs, d'eux-mêmes, se mirent en grève, refusant de reprendre le travail après le chômage du 1^{er} mai (5). La situation étant semblable dans les autres bassins houillers, la fédération boraine reconnut le mouvement le 5 mai de même que le conseil général du parti (6); ce fut la fameuse grève politique des houilleurs belges qui aboutit le 20 mai au vote du principe de la révision constitutionnelle par la section centrale. La deux-

(1) *Le Peuple*, 8 février 1893, compte rendu de l'assemblée générale du syndicat du 6 février.

(2) *Le Peuple*, 8 février 1893. Ce comité central était alors formé d'Audin pour Frameries, de Fagnart pour Jemappes, de Pouelle pour Quaregnon, de Dessin pour Flénu, de Delbaue pour Wasmes, de Brenez pour Hornu, de François pour Elouges, de Charles pour Warquignies, de Vasseur pour Wihéries et de Dendal pour Bois-de-Boussu. Son secrétaire général était Henri Roger.

(3) A.G.R., *Parquet général*, 229-230, rapport du procureur du roi au procureur général du 14 mars 1893, relatif aux meetings de propagande en faveur du syndicat, meetings après lesquels étaient prises les inscriptions ouvrières.

(4) Les rapports du procureur du roi à Mons sont importants pour ces deux campagnes de propagande, ils révèlent l'anxiété des autorités. A.G.R., *Parquet général*, 226, rapports de novembre 1890 à janvier 1891; 228, du 24 octobre 1892 à la fin de l'année; 229-230, rapports pour le début de 1893. Voir aussi *Le Peuple*, *La Bataille*, *Le Suffrage universel*, *La Gazette de Mons* pour ces mêmes périodes.

(5) A.G.R., *Première inspection générale des mines*, 307, statistiques des grèves de mai 1891. A.G.R., *Parquet général*, 228, dès le 29 mars, les rapports de gendarmerie des communes boraines constatent que dans les assemblées ouvrières, les mineurs voulaient la grève immédiate alors que leurs meneurs arrivaient difficilement à leur faire adopter des ordres du jour qui en retardaient la date.

(6) *Le Peuple*, 7 mai 1891. L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t. II, pp. 475-477. J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, pp. 111 et 112.

ième grève générale qui eut lieu en avril 1893 après le rejet de la proposition de Janson relative au suffrage universel, remporta la même adhésion des ouvriers borains. Le décret du conseil général du Parti ouvrier en faveur de la grève générale immédiate avait été adopté le 11. Le 12 avril, on comptait déjà 9.400 grévistes dans le Couchant de Mons d'après les rapports de gendarmerie (1). Les meetings et les assemblées d'ouvriers se succédant sans relâche, le 17, le nombre des grévistes atteignait 22.035 et le mouvement s'était étendu comme c'était très rarement le cas, aux charbonnages de la région de Dour et même à ceux de la région d'Havré (2). Ce fut le 20 que la grève atteignit son point culminant : il y avait alors 24.507 chômeurs (3). Ici encore, la pression ouvrière dépassa la volonté de ses meneurs. Bien que le Syndicat borain eut, le 21 avril (4), après l'adoption du vote plural, décrété la reprise du travail, la grève ne s'acheva que très lentement, les houilleurs s'étant mis à revendiquer des augmentations de salaires (5).

Pendant ces événements d'avril 1893, le mouvement ouvrier borain réagit violemment. Le 17 avril, une explosion de dynamite eut lieu à l'église de Petit-Wasmes (6). La veille, une collision s'était produite à Frameries entre la brigade et une bande de 600 grévistes qui voulaient dévaster la gare (7). Enfin, la manifestation organisée par le syndicat pour le 17 avril à Mons eut lieu malgré l'interdiction du bourgmestre et elle donna lieu à une fusillade. Après avoir été insultée et criblée de pierres, la garde civique blessa quatre grévistes et en tua cinq dont les militants Fabien Gérard et Isidore Godfrin (8). Les principaux meneurs, Roger, Bastien, Brenez et Fauviau furent arrêtés

(1) A.G.R., *Parquet général*, 229, rapport de gendarmerie du 12 avril 1893.

(2) A.G.R., *Parquet général*, 229, rapport du 17 avril 1893. *Première inspection générale des mines*, 307, rapport du 17 avril 1893.

(3) A.G.R., *Parquet général*, 229, rapport de gendarmerie du 20 avril.

(4) C'est par voie d'affiche que le syndicat fit connaître sa décision aux ouvriers. A.G.R., *Parquet général*, 229, 24 avril 1893.

(5) Le tournant de la grève qui, de politique devint économique, est constaté par le directeur divisionnaire du Couchant de Mons dans son rapport du 20 et 21 avril 1893. Dès le 20 avril, la propagande qui, après l'arrestation de Brenez, Fauviau et Roger et l'exil de Maroille, allait être menée par de simples militants comme Zacharie Fauviau, le frère d'Elysée, allait prendre un caractère économique. A.G.R., *Première inspection générale des Mines*, 307, rapports du 21 au 30 avril concernant les meetings donnés dans le Borinage.

(6) A.G.R., *Parquet général*, 230, télégramme du procureur du roi au procureur général du 17 avril 1893.

(7) A.G.R., *Parquet général*, 230, rapport de gendarmerie au procureur général du 16 avril 1893.

(8) A.G.R., *Parquet général*, 230, rapports du procureur du roi du 17 avril au 15 juin 1893.

dès le lendemain, tandis que Maroille réussissait à passer en France (1). Pourtant le socialisme borain avait devant lui un autre avenir. Le suffrage universel n'avait pas été adopté mais le vote plural permettait de grands espoirs. Déjà, Alfred Defuisseaux préparait la victoire des socialistes borains.

(1) A.G.R., *Parquet général*, 230, télégramme du procureur du roi du 18 avril. *Le Peuple*, 19 et 20 avril 1893.

CHAPITRE IV

L'AVENIR DU SOCIALISME BORAIN

A. L'ACTION PARLEMENTAIRE.

ALFRED ET LÉON DEFUISSEAUX, MAROILLE, BRENEZ ET ROGER ENTRENT A LA CHAMBRE EN 1894 COMME DÉPUTÉS SOCIALISTES DE L'ARRONDISSEMENT DE MONS

La dernière étape de la formation du socialisme borain s'accomplit en 1894. Le mouvement ouvrier, né d'un milieu industriel, s'érige en parti politique pour englober la totalité d'un arrondissement à demi agricole. Dès la première consultation au vote plural, la liste socialiste boraine pour la Chambre triomphe au premier tour avec 54,8 % des voix, plafond qu'elle n'allait jamais dépasser dans la suite (1).

Cette adhésion populaire des mineurs borains s'explique facilement : pour eux, l'action parlementaire du député socialiste était devenue le symbole de l'amélioration du sort de l'ouvrier. Dès le mois d'avril 1893, Alfred Defuisseaux prépara la campagne électorale de la Fédération boraine (2) et il fit du problème de la pension des houilleurs l'arme essentielle de sa propagande. Il développe le projet ébauché en 1887, limite l'âge de la retraite de 45 à 50 ans et fixe le taux de la pension annuelle à 600 francs (3). En outre, il propose un relèvement des salaires grâce au système assez utopique de Léwy (4).

Il semble que c'est la certitude de cette adhésion populaire qui détermina le parti socialiste borain à lutter seul dans l'arrondissement de Mons. Dès le mois de mars, avant la décision du P.O.B. (5), Philippe Dufrasnes publiait dans *Le Peuple*, un article opposé à toute alliance

(1) G. JACQUEMYNS, *La vie sociale dans le Borinage houiller, notes, statistiques et monographie*, Bruxelles, 1939, pp. 309 et 310.

(2) F.S.B., *Papiers Maroille*, lettres d'A. Defuisseaux, de son frère Léon et de Théotime Delatre des mois d'avril, mai et juin 1893.

(3) Ce futur projet de loi fut développé dans une brochure et dans plusieurs articles du *Suffrage universel*. A. DEFUISSEAUX, *La pension des vieux houilleurs*, Pâturages, A. Dumont, 16 p. — *Le Suffrage universel*, 18 mars et 15 avril 1894.

(4) *Le Suffrage universel*, 28 février 1894. E. Léwy était président du conseil d'administration des charbonnages de Pâturages et de Wasmes.

(5) J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, pp. 144 et 145. Le problème des alliances fut adopté à condition de maintenir l'intégrité du programme du Parti ouvrier.

électorale (1). Il fallut toute l'influence de Defuisseaux pour qu'un ordre du jour admettant la possibilité d'une alliance avec les libéraux en cas de ballottage fut adopté par la Fédération boraine (2).

Mais l'arrondissement de Mons n'était pas limité au seul Borinage. A côté des cantons de Pâturages et de Boussu, à majorité industrielle, il y avait ceux de Mons et de Dour et surtout celui de Lens fortement agricoles. Alfred Defuisseaux avait bien compris la nécessité d'y étendre la propagande socialiste. Dès le mois de mai 1893, il écrivit à Maroille dans ce sens. « Oui, dans le Borinage, disait-il, nos cadres actuels pourraient suffire ; mais il n'y a pas que le Borinage, il y a toutes les communes agricoles où il faut agir. Pour cela, il y a tout un plan à faire » (3). Reprenant le programme agricole du P.O.B. qui venait d'être élaboré, il s'en servit comme base de propagande dans les villages non-industriels de l'arrondissement. Il s'attacha essentiellement aux avantages qu'amènerait la constitution des syndicats agricoles communaux, la brochure qu'il leur consacre fut tirée à plus de 10.000 exemplaires d'après *La Réforme* (4). Cette extension du socialisme qui avait débuté dès 1892 vers les communes agricoles sous l'action du cercle socialiste de Mons et d'Arthur Bastien se concrétisa alors et tous les meneurs borains allaient y prendre part. A partir du mois de juillet, tous les dimanches furent consacrés aux meetings dans les campagnes (5) ; et c'est cette action attaquée par la presse catholique dans *Le Hainaut* (6) qui amena la majorité socialiste dans les trois autres cantons. La liste ouvrière remportait en effet 53,5 % des voix à Dour, 44,9 % à Mons et 38,6 % à Lens (7). Fin 1894, ce fut donc ce que *Le Hainaut* appela « l'avènement officiel du socialisme répu-

(1) *Le Peuple*, 8 mars 1894.

(2) *Le Peuple*, 17 et 19 août 1894 ; *La Gazette de Mons*, 16, 17 et 18 août 1894.

(3) F.S.B., *Papiers Maroille*, document du 16 mai 1893.

(4) *La Réforme*, 30 septembre 1894. Il allait rédiger encore d'autres brochures adressées à ces populations agricoles, notamment *Le Catéchisme du cultivateur* et *La Réforme agraire*.

(5) Nous avons relevé 41 meetings donnés par Léon Defuisseaux, Maroille, Bastien, Roger, Dufrasnes et Delanois dans les communes suivantes : Angres, Angreau, Audregnies, Blaregnies, Cambon-Saint-Vincent, Havré, Henin, Hensies, Hyon, Jurbise, Lens, Masnuy-Saint-Jean, Masnuy-Saint-Pierre, Mesvin, Montignies-lez-Lens, Montignies-sur-Roc, Montreuil, Nimy, Nouvelles, Onnezies, Petit-Dour, Quiévrain, Roisin, Sars-la-Bruyère, Sirault, Thulin. *Le Peuple*, 23 et 26 juillet 5 et 17 août, 21 et 30 septembre 1894.

(6) *Le Hainaut*, 21 septembre, 1er, 2 et 4 octobre 1894.

(7) *Le Peuple*, *Le Suffrage universel*, *La Gazette de Mons* et *Le Hainaut*, 16, 17 et 18 octobre 1894.

blicain » (1). La fédération boraine se retrouva représentée à la Chambre par les diverses tendances qui l'avaient constituée; les Defuisseaux qui l'avaient fortement inspirée dans son idéologie et dans sa lutte pour le droit politique du travailleur (2); Maroille, Brenez, Roger et Bastien, les deux premiers surtout représentant le mouvement ouvrier borain qui avait donné naissance à un véritable parti politique. Dès janvier 1895, ils entraient dans la vie parlementaire en déposant le projet de pensions à accorder aux vieux mineurs (3). Une nouvelle phase de la lutte venait de s'ouvrir.

B. UNE ORGANISATION OUVRIÈRE IRRATIONNELLE, TOUJOURS INFLUENCÉE PAR LA MENTALITÉ DU MINEUR BORAIN, MAIS PARFAITEMENT ADAPTÉE AUX EXIGENCES DU PARTI SOCIALISTE DANS LE COUCHANT DE MONS

Malgré la transformation qui s'était opérée dans le mouvement socialiste borain, les sociétés ouvrières subsistèrent telles qu'elles avaient été créées, influencées par la mentalité du mineur, adaptées aux exigences et aux besoins du parti et de sa propagande.

La boulangerie coopérative resta l'institution mère, le centre du socialisme dans chaque commune du Borinage. En 1895, on en relève 14 réparties à Cuesmes, Frameries, Wasmes, Jemappes, Quaregnon, Dour, Hornu, Pâturages, La Bouverie, Bois-de-Boussu, Eugies, Warquignies, Elouges et Wihéries (4). Et malgré cette décentralisation, en 1904, les coopératives de Frameries, Dour, Pâturages, Hornu et Jemappes étaient rangées par Victor Serwy parmi les sociétés moyennes groupant de 500 à 2.000 membres (5). Certaines d'entre

(1) *Le Hainaut*, 17 octobre 1894.

(2) Léon Defuisseaux avait aussi été élu sur la liste socialiste à Liège. Mais, malgré le vote du P.O.B. en faveur de ce siège, il allait sur le désir de la fédération boraine opter pour Mons, *La Réforme*, 16 et 31 octobre 1894; *Le Peuple*, 3 novembre 1894.

(3) J. DESTREE, E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, p. 180. *Le Suffrage universel*, 24 mars 1895. *L'Ouvrier mineur*, novembre et décembre 1901; chronique nécrologique consacrée à Alfred Defuisseaux.

(4) *Le Peuple*, 4 juillet 1894. *Le Journal des coopérateurs*, août 1894, p. 13; août 1903, pp. 75 et 76. *L'Avenir social*, 1900, pp. 110 et 111. *La Coopération*, 15 février 1914. V. SERWY, *La Coopération en Belgique*, Bruxelles, 1952, t. IV, p. 215.

(5) *L'Avenir social*, 1905, p. 277. Rapport de Victor Serwy sur la coopération en Belgique en 1904, fait lors du congrès de la Fédération des sociétés coopératives belges du 9 avril 1905. La coopérative de Frameries groupait alors 1196 membres, celle de Dour 1.015 et celle de Jemappes 1800. *Le Journal des coopérateurs*, juillet 1907, p. 66; V. SERWY, *Les socialistes réunis, société coopérative de Dour*, Cuesmes, 1920, p. 1; *L'Avenir social*, 1905, p. 419.

elles avaient pris, en effet, un développement parfois démesuré, aux dépens de leurs voisines. C'est ainsi qu'en 1894, la boulangerie de Frameries commençait à sillonner et à desservir Quaregnon, Genly, Noirchain et Elouges grâce à un service de camionnage (1). Par son prestige local et ses possibilités financières, la coopérative boraine se trouvait être en effet le cadre idéal de l'action politique au Borinage. C'est pourquoi elle fit son apparition après 1900 dans des communes comme Tertre et Baudour (2). Dès 1894, lors de la campagne électorale pour les législatives, Defuisseaux les avait considérées comme des comités électoraux servant la politique du parti (3). Elles restaient des centres de propagande où se donnaient conférences et meetings (4). La moitié de leurs bénéfices annuels constituait un fonds de réserve qui alimentait aussi bien tous les autres groupes socialistes de la commune qui ne pouvaient se suffire à eux-mêmes (5), que d'autres coopératives comme la Presse socialiste qui fut ébauchée dès 1895 pour la publication du *Suffrage universel* (6). Pour maintenir son prestige auprès des mineurs, la boulangerie avait maintenu tous les avantages qu'elle leur avait accordés dès 1885. Chaque année, la moitié des bénéfices réalisés était distribuée aux actionnaires en proportion de leurs achats (7). Par ailleurs, le système du crédit allait se

(1) *Le Suffrage universel*, 8 avril 1894. La coopérative de Frameries fut une des plus prospères. En 10 ans, ses bénéfices augmentèrent d'environ 60 % et en 1901, ils atteignaient les 40.000 fr. L. BERTRAND, *La coopération en Belgique, les hommes, les idées, les faits*, Bruxelles, 1903, t. II, pp. 527-528.

(2) *La Coopération*, 1er avril et 1er août 1913.

(3) F.S.B., *Papiers Maroille*, lettre de mai 1894; c'est au sein même de ces coopératives qu'Alfred Defuisseaux désirait créer les comités électoraux.

(4) Ce fut le vœu de la fédération boraine lors de sa reconstitution en 1889; *Le Peuple*, 21 août 1889, 6 mars 1890 et 28 janvier 1894. Les coopératives boraines soutenaient d'ailleurs financièrement toutes campagnes électorales; nous en avons vu un exemple en mai 1890 lors de la candidature de Léon Defuisseaux pour les élections législatives.

(5) Ce fut notamment le cas de la coopérative de Wihéries qui soutenait financièrement une fanfare, une jeune garde, les enfants du peuple, un cercle dramatique et une bibliothèque. *La Coopération*, 15 décembre 1912.

(6) Vivement désirée par Alfred Defuisseaux dès avril 1893 pour la publication d'un organe quotidien, cette coopérative ne fut finalement ébauchée que début 1895 sous la direction de Louis Pépin; F.S.B., *Papiers Maroille*, lettre d'A. Defuisseaux du mois d'avril 1893; A.G.R., *Parquet général*, 232, rapport d'un meeting donné à Quaregnon par Louis Pépin le 25 février 1895, *Le Suffrage universel*, 24 mars 1895. Louis Pépin était un intellectuel, nouveau venu au parti. Il venait de terminer ses études à l'université de Bruxelles et de s'installer à Pâturages. Il fit son entrée à la Chambre en 1901 à la mort de Defuisseaux. A. DELATRE, *Souvenirs*, Cuesmes, 1957, pp. 340 et 341.

(7) Voir notamment L. BERTRAND, *La coopération en Belgique*, Bruxelles, 1903, t. II, pp. 527-528. V. SERWY, *Les socialistes réunis, société coopérative à Dour*, p. 1; *La Coopération*, 1er décembre 1911. *L'Avenir social*, décembre 1901, p. 710. On assistait même parfois au partage du fonds de réserve comme pour une simple caisse d'épargne; ce fut le cas à Pâturages en 1895 et à Wihéries en 1915. *Le Journal des coopérateurs*, août 1903, pp. 75-76. *La Coopération*, 1er juin 1913.

maintenir jusqu'à la première guerre mondiale (1). Les caisses de secours qui étaient apparues à Frameries en 1886 et qui s'étaient quelque peu généralisées dans les autres centres à partir de 1888, subsistèrent également. Ces mutualités se complétèrent dès 1889 par des caisses de réserve en faveur des ouvriers nécessiteux (2), dès le XX^e siècle par des caisses de pensions pour les vieux houilleurs (3). La coopérative boraine garda ainsi un caractère professionnel et cela explique sa présence constante aux congrès de la fédération nationale des mineurs belges début du XX^e siècle (4).

C'est dans cet effort constant d'adaptation à la mentalité ouvrière boraine au sein de chaque commune qu'il faut voir la cause profonde du manque de centralisation du mouvement coopératif borain. Plusieurs tentatives furent faites et ce, dès 1894, pour la création d'une fédération des sociétés coopératives boraines (5), mais si elles rencontraient l'adhésion des meneurs, elles se heurtaient à l'opposition des comités coopératifs qui voyaient dans leur complète indépendance une plus grande possibilité d'attirer les mineurs. Ce fut, en effet, sur les articles concernant l'achat des farines en commun (6), le partage des bénéfices et la délimitation géographique des zones de chaque coopérative (7) que les négociations trébuchèrent.

Quant à l'organisation syndicale, nous avons vu son apparition en 1890 avec le syndicat des chauffeurs, mécaniciens et métallurgistes et, en 1892, avec le syndicat général des mineurs du Borinage. L'institution de ces instruments de grève était une nouvelle adaptation du mouvement ouvrier borain, elle répondait à la volonté d'organiser une grève générale, grève nécessitant une centralisation que n'auraient pas

(1) *La Coopération*, 15 novembre 1912, 1^{er} mai 1913.

(2) Ce fut le cas à Cuesmes, Frameries et Jemappes; *La Bataille*, 13 et 20 octobre 1889 et 9 mars 1890; *L'Avenir social*, sept. 1901.

(3) Ce système qui semble avoir été inauguré par la coopérative de Wasmes en 1905 se généralisa après 1910. Les pensions qui pouvaient atteindre jusqu'à 200 frs étaient distribuées à tout ouvrier mineur âgé de 60 ans, membre depuis au moins 10 ans. A Wasmes, la cotisation annuelle était de 2,40 fr par membre. *La coopération*, 1^{er} avril, 1^{er} novembre 1912, 15 avril 1913.

(4) Voir notamment *l'Ouvrier mineur*, octobre et novembre 1901. Au congrès alors tenu à Gilly, il y avait sur 10 groupes borains 6 sociétés coopératives.

(5) Il y eut trois tentatives de fédération des sociétés coopératives boraines; la première à Cuesmes en 1894 sur l'initiative des meneurs borains eux-mêmes; la seconde et la troisième en 1901 et 1913 sur la pression de la fédération belge des sociétés coopératives socialistes qui s'était constituée en 1898. *Le Suffrage universel*, 18 mars 1894. *Le Peuple*, 8 mars 1894. *L'Avenir social*, 1900, p. 152 et sv., août 1901, pp. 427-428; juillet 1902, p. 397; *La Coopération*, 15 novembre 1913.

(6) *Le Suffrage universel*, 18 mars 1894. Cet achat aurait pu modifier le prix du pain et empêcher toute concurrence entre les diverses coopératives.

(7) *L'Avenir social*, décembre 1901, p. 710.

permis les coopératives et leurs mutuelles. Le cadre de ce syndicat, ses 16 sections et son administration centralisée allait se maintenir et subsister malgré les périodes d'interruption de la vie syndicale propre au Borinage houiller. Simple arme de grève sans autre moyen financier que les cotisations des mineurs, elle disparaît avec elle ; ce fut le cas fin avril 1893 après la grève politique en faveur du suffrage universel en aussi en 1894 et 1897 après deux grèves économiques (1). Aussi, dès le début du XX^e siècle, nous assistons à l'abandon de la simple caisse de résistance au profit des syndicats à bases multiples. Ils apparurent à Frameries en 1902, à Hornu en 1903 et à Wihéries en 1904 (2). Pour garder leurs affiliés et pour se maintenir au-delà des grèves, ils ne se limitaient plus à la simple caisse de résistance. Ils instituaient en plus une caisse de pension qui devait venir en aide aux vieux mineurs et aux invalides du travail. Pour jouir des avantages de cette caisse, il fallait avoir versé pendant cinq années consécutives 50 centimes de cotisation mensuelle. A l'âge de 55 ans ou en cas d'invalidité causée par un accident du travail, l'affilié recevait alors cinq francs par mois (3).

Cette politique fut parallèle à celle qu'avaient suivie les coopératives depuis 1885 ; elle consistait à attirer le mineur par des avantages réels. Si elle amena une organisation ouvrière irrationnelle où la caisse de pension des syndicats faisait double usage avec celle des coopératives, ce ne fut pourtant pas vain. La fédération des mineurs borains qui fut reconstituée alors ne fut plus dissoute (4). De plus, ces caisses de pension assurant la formation de capitaux, permirent, grâce à des

(1) Les 16 sections reconstituées après la grève d'avril 1893 groupaient alors 1000 membres ; *Le Peuple* du 16 décembre 1893. Elles allaient alors soutenir la propagande électorale de Defuisseaux sur le plan des pensions de retraite et des salaires. Elles intentent un procès à la Caisse de prévoyance du Couchant de Mons pour non observance de ses statuts concernant les pensions à accorder aux vieux houilleurs. *Le Peuple*, 21 avril et 29 juin 1894 ; A.G.R., *Parquet général*, 231, rapport d'un meeting donné à Jemappes le 25 février 1894. Et devant la baisse des salaires, elles organisent un référendum pour ou contre une grève générale économique, parmi les mineurs. Ayant remporté plus de 10.000 voix, elles l'organiseront et ce sera leur première victoire économique. *Le Peuple*, 14 septembre 1893 ; A.G.R., *Parquet général* 229 et 230, rapports de gendarmerie du 30 septembre au 9 octobre 1893. Reconstituées en 1896, elles connaîtront une nouvelle dissolution fin 1897. *Revue du Travail*, septembre 1896.

(2) *L'Ouvrier mineur*, octobre, novembre et décembre 1902, mai et août 1903 ; juin 1904

(3) *L'Ouvrier mineur*, décembre 1902, projet de règlement de la caisse de pension du syndicat de Frameries. Voir aussi le rapport dressé par A. Cantineau lors du congrès de la fédération nationale des mineurs de 1904, sur l'organisation syndicale dans le bassin de Mons ; *L'Ouvrier mineur*, décembre 1904.

(4) A. DELATTRE, *Souvenirs*, Cuesmes, 1957, pp. 31 et 32.

moyens financiers plus larges, une plus grande autonomie et une puissance de propagande plus étendue au sein du mouvement socialiste borain (1).

(1) *L'Ouvrier mineur*, novembre 1904; rapport et décision du congrès de la fédération des mineurs du bassin de Mons.

CONCLUSIONS

La période 1885-1895 fut une période importante pour le socialisme borain et elle s'inscrit à la fois dans l'histoire sociale et politique de la Belgique. C'est, en effet, l'époque où ce mouvement ouvrier qui s'organisait dans le Borinage houiller et plus précisément dans le vieux Borinage, là où se concentrait l'exploitation du charbon, se transforme en parti politique pour englober dès les premières élections au vote plural, la totalité de l'arrondissement de Mons à demi agricole.

La caractéristique essentielle de ce mouvement fut, en effet, sa lutte en faveur du suffrage universel. Cette importance accordée au rôle politique du travailleur n'était pas propre au mouvement borain. L'idée de porter la lutte sociale sur le terrain politique remontait en Belgique à l'échec de la première Internationale. Elle fut à l'origine des partis socialistes flamand et brabançon qui fusionnèrent en 1879 pour constituer le Parti socialiste belge s'élargissant en 1885 pour devenir le Parti ouvrier. Mais cette détermination d'obtenir l'égalité de vote prit au Borinage dès 1887, une acuité qui fit des meneurs borains l'aile avancée des socialistes belges.

Il existe deux causes à cet aspect du socialisme dans le Couchant de Mons ; tout d'abord, le milieu économique et le milieu social qui déterminèrent la mentalité du mineur borain ; ensuite, un élément humain, un facteur individuel, Alfred Defuisseaux, qui adapta le principe de la lutte politique aux ouvriers de la grande industrie en présentant le suffrage universel comme seul remède à leur situation économique.

L'importance du milieu industriel, son influence sur l'histoire sociale est ici de tout premier ordre et on ne saurait assez en souligner l'importance. L'exploitation de la houille, mono-industrie intensive qui naquit au Borinage avec le XIX^e siècle et qui se caractérisait par une très forte concentration financière marque profondément la mentalité du mineur borain, son manque de maturité et d'esprit de classe. Issu de population agricole sans tradition de lutte artisanale et sans théorie sociale, subissant plus que partout ailleurs les contrecoups des crises industrielles, il se laissait guider uniquement par le mouvement des salaires. Sa seule réaction qui se définit par la violence et l'inorganisation, fut la grève. Ce manque de maturité qui transparaît dans le nombre restreint de meneurs en 1885, se heurta très vite au Parti ouvrier alors inspiré presque uniquement par des ligues flamandes et

bruxelloises représentant des métiers de tradition artisanale au passé social déjà fort ancien. L'appui qui vint de Bruxelles en 1885 et 1886 pour aider le mouvement borain à s'organiser se révéla, en effet, inefficace ; il ne proposa qu'une lutte à long terme en faveur du suffrage universel à ce milieu qui, par sa mentalité et la crise industrielle qu'il subissait alors, désirait avant tout une solution immédiate.

C'est ici que s'incrvit toute l'influence de Defuisseaux. Plus démocrate que socialiste et plus imprégné d'idéologie française républicaine que de principes collectivistes, mais intelligent, habile et désireux de se distinguer, il adapta le principe de la lutte politique aux milieux industriels. Son *Catéchisme du Peuple*, qui parut en mars 1886, dénonçait déjà violemment la pression économique exercée sur le prolétariat par un régime politique et il poussait l'ouvrier à s'en défendre par une opposition politique en conquérant le droit de vote. Prônant la grève générale, immédiate et violente pour son obtention, son programme fut l'expression de la situation économique des mineurs des quatre bassins miniers belges. Ce fut l'origine du Parti socialiste républicain qu'il fonda en 1887 et qui rallia jusqu'aux Chevaliers du travail de Jean Callewaert.

Pour le mouvement socialiste borain, ce parti, malgré sa brève existence et l'échec de ses deux tentatives de grève générale, fut bénéfique. Son programme élaboré spécialement pour des houilleurs et qui mêlait étroitement réforme économique et lutte politique, le tout dans une conception d'action immédiate en vue d'un résultat rapide, fut à l'origine de l'unité de la fédération boraine et de l'extension du socialisme dans le Couchant de Mons en 1888. Le nombre des meneurs et des militants s'accrut ; la propagande y gagna et le houilleur borain, toujours incapable d'un effort soutenu mais prompt à toute manifestation qui lui était proposée contre le patronat, coopéra davantage au programme de la fédération. En 1890, le potentiel ouvrier de celle-ci atteint le chiffre de 10.000 aussi bien lors de ses manifestations économiques que dans sa lutte politique, ces deux aspects de son programme étant d'ailleurs devenus synonymes pour le mineur borain.

Dès 1889, le Borinage socialiste et Alfred Defuisseaux étaient réellement complémentaires ; et après le procès du Grand Complot, Defuisseaux fit de ce bassin minier son unique centre d'action, en même temps que le siège du socialisme républicain. Rentrés au sein du Parti ouvrier, Maroille, Fauviau et Roger n'abandonnèrent, en effet, que le principe de la violence. Toujours influencés par Defuisseaux, ils resteront les défenseurs acharnés de la lutte immédiate en faveur

du suffrage universel et ce, d'autant plus résolument que toute réforme économique se révélait impossible dans ce bassin minier tant par les moyens de conciliation que par les moyens de pression. Le socialisme borain se trouva ainsi à l'origine des grèves politiques de mai 1891 et d'avril 1893. Les premières élections législatives au vote plural virent, en 1894, se terminer l'évolution de ce mouvement ouvrier. La liste des socialiste borains passa, en entier, au premier tour, le parti était né, englobant la totalité de l'arrondissement de Mons à demi agricole. Une nouvelle phase de la lutte allait débiter.

Au cours de ces dix années, l'organisation ouvrière boraine fut le complément de ce programme politique. On y retrouve d'ailleurs l'empreinte de la mentalité du mineur borain. Elle est à l'origine des statuts particuliers des boulangeries coopératives et du rôle qu'elles assumeront au sein du mouvement socialiste dans le Couchant de Mons.

Le houilleur se révéla, en effet, hostile aux simples caisses de résistance qui ne lui rapportaient d'avantages qu'en cas de grève. Maroille et Fauviau, incapables d'instituer une solide organisation syndicale, adaptèrent le principe de la coopération à l'ouvrier borain en l'attirant par des avantages matériels immédiats. Réduisant les prix de vente à leur minimum, acceptant le principe du crédit et distribuant le moitié de ses bénéfices annuels à ses membres, la boulangerie coopérative devint, à partir de 1885, dans chaque commune où elle fut créée, le centre de la propagande socialiste et de l'action ouvrière. Elle prit, en effet, dès 1888, un caractère syndical en s'adjoignant des caisses de secours pour les ouvriers malades et blessés. Elle se consacra ainsi non seulement à la propagande en faveur du suffrage universel mais aux problèmes professionnels du mineur. Et par la concentration de ses activités, elle fut la concrétisation de l'unité du programme socialiste borain qui mêlait si étroitement politique et économique. Contribuant ainsi à la formation de la mentalité du mineur borain et soutenant financièrement le parti qui s'ébauchait, elle fut réellement, au sein de chaque commune du vieux Borinage, le pilier du socialisme borain. Le syndicalisme qui fut introduit en 1890 et en 1892 pour centraliser l'organisation des grèves politiques prit tout son essor au XX^e siècle avec la création des syndicats à bases multiples.

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----|
| AVANT-PROPOS | I |
| BIBLIOGRAPHIE | VII |
| INTRODUCTION | |
| Le Borinage géographique, économique et social, un milieu profondément marqué par l'exploitation de la houille, mono-industrie intensive née de la Révolution industrielle . . . | I |
| Chapitre I. LE RÉVEIL DU MOUVEMENT OUVRIER AU BORINAGE EN 1885 ET 1886 | |
| A. <i>Les éléments à l'origine de ce renouveau socialiste</i> | |
| 1. Les meneurs borains d'origine ouvrière Fauviau et Maroille, et leur influence sur la localisation du mouvement | 9 |
| 2. Alfred Defuisseaux, son Catéchisme du Peuple, son journal En Avant pour le Suffrage universel et l'évolution de sa politique en 1886 | 11 |
| 3. Les délégués du Parti ouvrier et leur propagande au Borinage | 18 |
| B. <i>L'adaptation d'une organisation ouvrière inspirée du Parti ouvrier au mouvement borain, la suprématie des boulangeries coopératives</i> | 20 |
| C. <i>La mentalité ouvrière au Borinage et les conséquences de la dominance du politique sur l'économique dans le programme des socialistes borains</i> | 26 |
| Chapitre II. LA LENTE MATURATION DU MOUVEMENT OUVRIER BORAIN. LE BORINAGE ET LE PARTI SOCIALISTE RÉPUBLICAIN (1887-1888) | |
| A. <i>Le Parti socialiste républicain</i> | |
| 1. Son origine, la politique d'action immédiate de Defuisseaux et le problème des mineurs belges au sein du Parti ouvrier | 33 |
| | 91 |

| | |
|--|----|
| 2. Le « Grand Complot » ou l'échec de la politique de violence et d'intimidation | 39 |
| B. <i>L'influence de la situation économique des houilleurs borains sur l'adhésion du Borinage ouvrier au Parti socialiste républicain. Maroille et la fédération socialiste boraine opposés à la politique modérée de Fauviau</i> | 48 |
| C. <i>L'évolution continue de l'organisation ouvrière : pour remédier à l'absence de syndicat, la coopérative étend ses activités à la mutualité</i> | 52 |
| Chapitre III. LA FÉDÉRATION SOCIALISTE BORAINNE A LA CON- QUÊTE DU SUFFRAGE UNIVERSEL (1889-1893) | |
| A. <i>Les nouveaux horizons du Borinage socialiste, le Parti ouvrier et les fédérations nationale et internationale de mineurs</i> | 56 |
| B. <i>Les caractères du socialisme borain, un mouvement uni et coordonné de par la mono-industrie de la région et la direction politique exercée par les Defuisseaux.</i> | 61 |
| C. <i>Les réalisations de la fédération socialiste boraine</i> | |
| 1. <i>Un programme économique étroitement limité à l'amélioration du sort professionnel du mineur procure à la fédération, l'adhésion d'une importante partie de la population boraine.</i> | 66 |
| 2. <i>L'apport de la fédération socialiste boraine à la lutte politique, une propagande continue pour le suffrage universel et la grève générale</i> | 72 |
| Chapitre IV. L'AVENIR DU SOCIALISME BORAIN | |
| A. <i>L'action parlementaire, Alfred et Léon Defuisseaux, Maroille, Brenez, Bastien et Roger entrent à la Chambre en 1894 comme députés socialistes de l'arrondissement de Mons</i> | 81 |
| B. <i>Une organisation ouvrière irrationnelle, toujours influencée par la mentalité du mineur borain mais parfaitement adaptée aux exigences du parti socialiste dans le Couchant de Mons</i> | 83 |
| CONCLUSIONS | 88 |
| TABLE DES MATIÈRES | 91 |

**PUBLICATIONS DU CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE
UITGAVEN VAN HET INTERUNIVERSITAIR CENTRUM VOOR
HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS**

**HISTOIRE ECCLESIASTIQUE ET MAÇONNIQUE — KERK- EN MAÇONNIEKE
GESCHIEDENIS**

- A. SIMON, Notes sur les archives ecclésiastiques. 1957. (Cahiers-Bijdragen 2.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Papiers Villermont. Archives de la nonciature à Bruxelles. Archives des églises protestantes.) 1957. (Cahiers-Bijdragen 3.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Evêché de Namur. Château de Gaesbeek. Famille Van Meenen. Cure de Sainte-Gudule, Bruxelles. Famille Croij. Eglise Evangélique, Verviers) 1958. (Cahiers-Bijdragen 5.)
fr. 80 (abonnement fr. 70)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Famille Licot. Papiers de Missiessy. Nonciature de Bruxelles. d'Ansembourg. Rédemptoristes (Bruxelles). d'Anethan. de Béthune. 't Serstevens. Evêché de Liège.) 1960. (Cahiers-Bijdragen 14.)
fr. 100 (abonnement fr. 85)
- A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1830-1867. Procès-verbaux. 1960. (Cahiers-Bijdragen 10.)
fr. 260 (abonnement fr. 215)
- A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1868-1883. Procès-verbaux. 1961. (Cahiers-Bijdragen 17.)
fr. 270 (abonnement fr. 230)
- A. SIMON, Evêques de la Belgique Indépendante (1830-1940). Sources d'Archives. 1961. (Cahiers-Bijdragen 21.)
fr. 160 (abonnement fr. 135)
- Sources de l'histoire religieuse de la Belgique. — Bronnen voor de religieuze geschiedenis van België. 1968. (Cahiers-Bijdragen 54.)
fr. 330 (abonnement fr. 280)
- Marc WALCKIERS, Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C. (1919-1925). 1970. (Cahiers-Bijdragen 61.)
fr. 460 (abonnement fr. 390)
- Wouter ROMBAUTS, Het Paasverzuim in het Bisdom Brugge (1840-1911). Bijdrage tot de geschiedenis van het kerkelijk leven in West-Vlaanderen. 1971. (Bijdragen-Cahiers 62.)
fr. 460 (abonnement fr. 390)
- Els WITTE, avec la collaboration de Fernand V. BORNÉ, Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIX^e siècle. 1830-1855. (sous presse) (Cahiers-Bijdragen 69.)

PRESSE — PERS

- A. J. VERMEERSCH en H. WOUTERS, Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische Pers, 1830-1848. 1958. (Bijdragen-Cahiers 4.)
Uitverkocht
- M. DE VROEDE, De Vlaamse Pers in 1855-1856. 1960. (Bijdragen-Cahiers 12.)
fr. 120 (abonnement fr. 100)
- Jacques WILLEQUET, Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1877-1914. 1961. (Cahiers-Bijdragen 16.)
fr. 140 (abonnement fr. 120)
- Romain VAN EENOO en Arthur J. VERMEERSCH, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914. 1962. (Bijdragen-Cahiers 23.)
fr. 140 (abonnement fr. 120)
- J. LORY, Panorama de la presse belge en 1870-1871. 1963. (Cahiers-Bijdragen 32.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. LEROY, La presse belge en Belgique libre et à l'étranger, en 1918. 1971. (Cahiers-Bijdragen 63.)
fr. 570 (abonnement fr. 490)
- J. LECLERCQ-PAULISSEN, Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914. 1958. (Cahiers-Bijdragen 6.)
fr. 110 (abonnement fr. 95)

- Romain VAN EENOO, De Pers te Brugge, 1792-1914. Bouwstoffen. 1961. (Bijdragen-Cahiers 20.) fr. 370 (abonnement fr. 315)
- Lode WILS, De liberale Antwerpse dagbladen : 1857-1864. 1962. (Bijdragen-Cahiers 26.) fr. 100 (abonnement fr. 85)
- M. DE VROEDE, De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860. 1963. (Bijdragen-Cahiers 28.) fr. 350 (abonnement fr. 300)
- E. VORDECKERS, Een bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse pers in de negentiende eeuw. 1964. (Bijdragen-Cahiers 35.) fr. 1020 (abonnement fr. 870)
- H. LIEBAUT, Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst (1840-1914). 1967. (Bijdragen-Cahiers 41.) fr. 290 (abonnement fr. 245)
- Arthur J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. — Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (A-K) 1965. (Cahiers-Bijdragen 42.) fr. 740 (abonnement fr. 630)
- Helmut GAUS en Arthur J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. - Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (II, L-Z). 1968. (Cahiers-Bijdragen 50.) fr. 1150 (abonnement fr. 980)
- E. VORDECKERS, Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare (1847-1914). 1965. (Bijdragen-Cahiers 43.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- M. L. WARNOTTE, Etude sur la presse à Namur, 1794-1914. 1967. (Cahiers-Bijdragen 44.) fr. 565 (abonnement fr. 485)
- Hugo DEGRAER, Willy MAERVOET, Frida MARTENS, Frank SIMON, Anne-Marie SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de Westvlaamse pers, 1807-1914. 1968. (Bijdragen-Cahiers 48.) fr. 670 (abonnement fr. 570)
- H. DE BORGER, Bijdrage tot de geschiedenis van de Antwerpse pers. Repertorium, 1794-1914. 1968. (Bijdragen-Cahiers 49.) fr. 1150 (abonnement fr. 980)
- A. THYS, met medewerking van G. BULTHÉ en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de pers in de provincie Antwerpen (behoudens de stad Antwerpen en de kantons Mechelen en Puurs). 1969. (Bijdragen-Cahiers 58.) fr. 600 (abonnement fr. 510)
- R. MESSENS, Repertorium van de Oostvlaamse pers (met uitzondering van Gent en het arrondissement Aalst) 1784-1914. 1969. (Bijdragen-Cahiers 59.) fr. 780 (abon. fr. 665)
- Paul GÉRIN & M. L. WARNOTTE, La presse liégeoise de 1850 à 1914. Répertoire général. 1971. (Cahiers-Bijdragen 65.) fr. 1170 (abonnement fr. 1000)
- Martine RYCX D'HUISNACHT, Répertoire de la presse de l'arrondissement de Nivelles au XIX^e Siècle. 1970. (Cahiers-Bijdragen 66.) fr. 520 (abonnement fr. 445)
- Pierre RYCKMANS, Drukkers en pers te Mechelen, 1773-1914. Repertorium. 1972. (Cahiers-Bijdragen 70.)
- André CORDEWIENER, Etude de la presse liégeoise de 1830 à 1850 et répertoire général. (sous presse) (Cahiers-Bijdragen 71.)
- M. BLANPAIN, Le „Journal de Bruxelles”. Histoire interne de 1863 à 1871. 1965. (Cahiers-Bijdragen 39.) fr. 90 (abonnement fr. 80)
- J. VANDER VORST-ZEEGERS, Le „Journal de Bruxelles” de 1871 à 1884. 1965. (Cahiers-Bijdragen 36.) fr. 480 (abonnement fr. 410)
- M.L. WARNOTTE, „L'Ami de l'Ordre”, Quotidien catholique namurois de 1839 à 1914. 1968. (Cahiers-Bijdragen 51.) fr. 210 (abonnement fr. 180)
- N. PIEPERS, „La Revue Générale” de 1865 à 1940. Essai d'analyse du contenu. 1968. (Cahiers-Bijdragen 52.) fr. 170 (abonnement fr. 145)
- Denise LAMBRETTE, Le journal „La Meuse”, 1855-1955. 1969. (Cahiers-Bijdragen 55.) fr. 220 (abonnement fr. 190)
- J.-L. DE PAEPE, La Réforme, organe de la démocratie libérale (1884-1907). 1972. (Cahiers-Bijdragen 64.)

BIBLIOGRAPHIE — BIBLIOGRAFIE

- M. DE VROEDE, Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860. 1959. (Bijdragen-Cahiers 8.)
Uitverkocht

- J. DHONDT & S. VERVAECK, Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique. 1960. 2e éd. (Cahiers-Bijdragen 13.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- D. DE WEERDT, Publications officielles de la Belgique contemporaine. 1963. (Bijdragen-Cahiers 30.) fr. 650 (abonnement fr. 555)
- Paul GÉRIN, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1789-1831. 1960. (Cahiers-Bijdragen 15.) Epuisé
- S. VERVAECK, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1831-1865. 1965. (Cahiers-Bijdragen 37.) fr. 460 (abonnement fr. 390)
- J. DE BELDER & J. HANNES, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1865-1914. 1965. (Cahiers-Bijdragen 38.) fr. 460 (abonnement fr. 390)

ARCHIVES ECONOMIQUES — EKONOMISCHE ARCHIEVEN

- M. COLLE-MICHEL, Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours. 1959. (Cahiers-Bijdragen 9.) fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. COLLE-MICHEL, Les Archives de la s.a. Métallurgique d'Espérance-Longdoz des origines à nos jours. 1962. (Cahiers-Bijdragen 24.) fr. 110 (abonnement fr. 95)
- M. COLLE-MICHEL, Les archives de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne. 1967. (Cahiers-Bijdragen 46.) fr. 150 (abonnement fr. 130)
- H. COPPEJANS-DESMEDT, Bedrijfsarchieven op het stadsarchief van Gent. - Inventaris van de fondsen de Hemptinne en Voortman. 1971. (Bijdragen-Cahiers 67.) fr. 115 (abonnement fr. 100)
- Bertrand GILLE, Crise politique et crise financière en Belgique. Lettres adressées à la maison Rothschild à Paris par son représentant à Bruxelles (1838-1840). 1961. (Cahiers-Bijdragen 19.) fr. 670 (abonnement fr. 570)
- Bertrand GILLE, Lettres adressées à la maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles (1843-1853). 1963. (Cahiers-Bijdragen 33.) fr. 630 (abonnement fr. 535)
- Ph. MOTTEQUIN, Réunions du comité des directeurs des travaux des charbonnages du Couchant de Mons, patronnés par la Société Générale, 1848-1876. Procès-verbaux. (sous presse) (Cahiers-Bijdragen 72.)

SOURCES SUR LES CLASSES SOCIALES — BRONNEN BETREFFENDE DE SOCIALE LAGEN

- S. VERVAECK, De samenstelling van de gegoede stand te Mechelen op het einde van de XVIIIe eeuw en in het begin van de XIXe eeuw (1796-1813). Een methodologisch onderzoek. 1960. (Bijdragen-Cahiers 11.) Uitverkocht
- Solange VERVAECK, Enkele bronnen uit de Franse tijd. Hun belang voor de sociale geschiedenis. 1962. (Bijdragen-Cahiers 22.) fr. 170 (abonnement fr. 145)
- K. VANDEN ABEELE, De gedwongen lening van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans Bewind. 1963. (Bijdragen-Cahiers 31.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- H. BALTHAZAR, J. DE BELDER, J. HANNES, J. VERHELST. Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XIXe eeuw (1794-1914), 2e uitg. 1965. (Bijdragen-Cahiers 18.) fr. 265 (abonnement fr. 225)

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER — GESCHIEDENIS DER ARBEIDERSBEWEGING

- H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging : 1831-1853. 1964. (Bijdragen-Cahiers 27.) 3 delen. fr. 1970 (abonnement fr. 1675)
- H. WOUTERS, Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1853-1865. 1966. (Bijdragen-Cahiers 40.) fr. 540 (abonnement fr. 460)
- H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de 1^o Internationale 1866-1880. 1971. (Bijdragen-Cahiers 60.) 3 delen. fr. 3400 (abonnement fr. 2900)

- L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. 1964. (Cahiers-Bijdragen 34.) fr. 280 (abonnement fr. 240)
- L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves à Liège de l'an IV à 1914. 1969. (Cahiers-Bijdragen 53.) fr. 260 (abonnement fr. 215)
- J. BAYER-LOTHE, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIXe siècle. Ière partie, 1794-1848. 1967. (Cahiers-Bijdragen 45.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- J. BAYER-LOTHE, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIXe siècle. Deuxième partie, 1849-1886. 1969. (Cahiers-Bijdragen 57.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- C. OURHOW, Documents relatifs à la I^{ère} Internationale en Wallonie. 1967. (Cahiers-Bijdragen 47.) fr. 690 (abonnement fr. 590)
- Françoise MAHIEU-HOVOIS, L'évolution du mouvement socialiste borain (1885-1895). 1972. (Cahiers-Bijdragen 68.)
- D.E. DEVREESE, Documents relatifs aux militants belges de la Première Internationale. 1865-1877. (Sous presse) (Cahiers-Bijdragen 73.)

STATISTIQUES — STATISTIEKEN

- Nicole CAULIER-MATHY, Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais. 1962. (Cahiers-Bijdragen 25.) fr. 240 (abonnement fr. 205)

ARCHIVES POLITIQUES — POLITIEKE ARCHIEVEN

- H. HAAG, Les archives personnelles des anciens ministres belges. 1963. (Cahiers-Bijdragen 29.) fr. 60 (abonnement fr. 50)

DIVERS — VARIA

- Neuf rapports sur les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique. Negen verslagen betreffende de bronnen van de Belgische Hedendaagse geschiedenis. 1957. (Cahiers-Bijdragen 1.) fr. 85 (abonnement fr. 75)
- W. THEUNS, De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de conventie van Antwerpen. 1959. (Bijdragen-Cahiers 7.) fr. 80 (abonnement fr. 70)
- F. BALACE, La guerre de sécession et la Belgique. Documents d'archives américaines 1861-1865. 1969. (Cahiers-Bijdragen 56.) fr. 560 (abonnement fr. 480)

MÉMOIRES I.

- R. DEVLEESHOE, Les Belges et le danger de guerre (1910-1914). 1958. fr. 370 (abonnement fr. 315)

VERHANDELINGEN I.

VERHANDELINGEN II.

- D. DE WEERDT, De Gentse textielbewerders en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent. 1959. fr. 310 (abonnement fr. 265)

MÉMOIRES II.

MÉMOIRES III.

- Colette LEBAS, L'union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif. 1960. fr. 420 (abonnement fr. 360)

VERHANDELINGEN III.

VERHANDELINGEN IV.

- Romain VAN EENOO, Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914). 1959. fr. 440 (abonnement fr. 375)

MÉMOIRES IV.

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LOUVAIN

BEATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

D. 1972/0081/2

S.A. IMPRIMERIE ERASMUS LEDEBERG/GAND